

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 157
N° 14

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 3
no Eperera 2008

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 136 SAIA du 28 février 2008 modifiant l'arrêté n° HC 118 SAIA du 30 octobre 2006 portant attribution à la commune de Tubuai d'une subvention de 8 810 246 F CFP, soit 73 829,86 euros au titre du programme 123, conditions de vie outre-mer, action 02, sous-action 05, catégorie 64 du ministère de l'outre-mer, pour permettre l'aménagement d'un poste de commandement à Maitura	1197
Arrêté n° HC 137 SAIA du 28 février 2008 modifiant l'arrêté n° HC 109 SAIA du 16 octobre 2006 portant attribution à la commune de Tubuai d'une subvention de 4 001 723 F CFP, soit 33 534,44 euros au titre du programme 123, conditions de vie outre-mer, action 02, sous-action 05, catégorie 64 du ministère de l'outre-mer, pour permettre la reconstruction de la mairie annexe de Taahuaia	1197
Arrêté n° HC 1-2008 MARQ du 29 février 2008 portant agrément de M. Mohoto Christophe Peterano en qualité de policier municipal	1198
Arrêté n° 59 SATPN du 29 février 2008 fixant la liste définitive des candidats admis sur la liste principale pour le recrutement d'adjoints de sécurité en Polynésie française, au titre de l'année 2006	1198
Arrêté n° HC 61 SATPN du 29 février 2008 relatif à l'agrément des lauréats du 1er et du 2e concours pour le recrutement de gardiens de la paix de la police nationale, session du 5 septembre 2007	1199
Arrêté n° HC 82 SATPN du 10 mars 2008 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité pour le recrutement de commissaires de la police nationale, session 2008, et portant nomination de la commission de surveillance à ces épreuves	1200
Arrêté n° HC 83 SATPN du 10 mars 2008 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité pour le recrutement d'officiers de la police nationale, session 2008, et portant nomination de la commission de surveillance à ces épreuves	1201
Arrêté n° 85 DIR.INFRA du 11 mars 2008 portant mainlevée et autorisant le remboursement d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à l'installation d'un nouvel équipement VOR DME DOPPLER et radiogoniomètre sur l'aérodrome de Rangiroa dans l'archipel des Tuamotu	1202
Arrêté n° HC 2008-1 SATG du 17 mars 2008 portant désignation des membres siégeant au sein de la commission d'évaluation du centre médical de suivi sanitaire des anciens travailleurs civils et militaires du centre d'expérimentation du Pacifique et des populations civiles ayant vécu à proximité des sites d'expérimentation ...	1203
Arrêté n° HC 87 SATPN du 17 mars 2008 portant agrément de M. Diego Kevin Tamaterai Tavaeari, lauréat admis sur la liste principale pour le recrutement d'adjoints de sécurité en Polynésie française, au titre de l'année 2006	1203

Arrêté n° 88 DAC du 17 mars 2008 portant attribution aux communes de la Polynésie française de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement 2008 (DGF) servie par l'Etat, ministère de l'intérieur	1204
Arrêté n° 89 DAC du 18 mars 2008 fixant les indemnités maximales pour l'exercice des fonctions de maires, maires délégués et adjoints aux maires, de présidents et membres de délégations spéciales faisant fonction d'adjoints, de conseillers municipaux, de présidents de syndicats de communes, de présidents de syndicats mixtes des communes de la Polynésie française et, abrogeant l'arrêté n° 636 BAC du 28 juin 1989	1207
Arrêté n° HC 23 IDV du 19 mars 2008 portant modification de l'arrêté n° HC 35 IDV du 18 septembre 2007 attribuant à la commune de Arue une subvention pour la réalisation du projet "Assainissement des eaux pluviales des quartiers Tefaaroa et Parua'u", ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, programme 119, action 01, sous-action 01, catégorie 63	1207
Arrêté n° HC 399 DRCL du 19 mars 2008 portant délimitation de la zone d'attente de l'aéroport de Tahiti-Faa'a	1208

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT - POLYNESIE FRANÇAISE

Avenant n° 87-08 du 18 mars 2008 à la convention particulière d'application n° 264-03 du 30 décembre 2003 entre l'Etat, la Polynésie française et l'Office polynésien de l'habitat de la convention cadre Etat - territoire n° 73-96 du 6 novembre 1996 relative à la réalisation d'opérations d'habitat social en Polynésie française au titre de la programmation 2002 finançant l'opération "Amoe/Loing S2", 27 logements collectifs destinés à la location-vente dans la commune de Mahina. (Extraits)	1209
--	------

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Avis n° 344 CM du 19 mars 2008 sur le projet de décret modifiant, pour la Polynésie française, le code de justice administrative, sur le projet de décret pris pour l'application des articles 159 et 159-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, sur le projet de décret relatif aux dépenses remboursées aux communes de la Polynésie en application des articles 159 et 159-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, sur le projet de décret pris pour l'application des articles 185-1 et 185-12 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française	1210
Arrêté n° 345 CM du 26 mars 2008 portant nomination de Mme Alice Tinorua épouse Rijkaart en qualité de chef du service du protocole	1210
Arrêté n° 347 CM du 27 mars 2008 portant nomination de M. Pierre Course en qualité de chef de service par intérim du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles	1211
Arrêté n° 349 CM du 27 mars 2008 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein des assemblées générales et conseils d'administration de la SA Electricité de Tahiti (EDT)	1211
Arrêté n° 350 CM du 27 mars 2008 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein des assemblées générales et conseils d'administration de la SA Coder Marama Nui	1212
Arrêté n° 351 CM du 27 mars 2008 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein des assemblées générales et conseils d'administration de la société Transport d'énergie électrique en Polynésie (TEP)	1212
Arrêté n° 352 CM du 27 mars 2008 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein des assemblées générales et conseils d'administration de la SA Electra	1213
Arrêté n° 353 CM du 27 mars 2008 portant nomination de M. Gilbert Lai Woa en qualité de chef du service des postes et télécommunications par intérim	1213

EXTRAITS

Arrêté n° 346 CM du 27 mars 2008 portant répartition des crédits de paiement n° 1-2008 pour le compte d'aide aux victimes des calamités pour l'exercice 2008	1214
Arrêté n° 348 CM du 27 mars 2008 portant répartition des crédits de paiement n° 3-2008 de l'exercice 2008	1214

Arrêté n° 363 CM du 28 mars 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 73-07 CHPF du 13 décembre 2007 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget modificatif n° 3 du Centre hospitalier de la Polynésie française (budget général) pour l'exercice 2007	1214
Arrêté n° 364 CM du 28 mars 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 74-07 CHPF du 13 décembre 2007 du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget modificatif n° 2 de l'école de sages-femmes (budget annexe) pour l'exercice 2007	1214
Arrêté n° 365 CM du 28 mars 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 76-07 CHPF du 13 décembre 2007 du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget primitif du Centre hospitalier de la Polynésie française pour l'exercice 2008	1214
Arrêté n° 366 CM du 28 mars 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 77-07 CHPF du 13 décembre 2007 fixant les prix de journée d'hospitalisation complète et tarifs des autres prestations de soins du Centre hospitalier de la Polynésie française, année 2008, applicable à compter du rendu exécutoire de la présente délibération pour les personnes ne relevant pas du RGS, du RNS et du RSPF	1214
Arrêté n° 367 CM du 28 mars 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 78-07 CHPF du 13 décembre 2007 du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget primitif de l'école de sages-femmes (budget annexe) pour l'exercice 2008	1214
Arrêté n° 368 CM du 28 mars 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 79-07 CHPF du 13 décembre 2007 du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget primitif du département psychiatrie (budget annexe) pour l'exercice 2008	1215
Arrêté n° 369 CM du 28 mars 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 80-07 CHPF du 13 décembre 2007 du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget primitif du Centre de transfusion sanguine (budget annexe) pour l'exercice 2008	1215
Arrêté n° 370 CM du 28 mars 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 81-07 CHPF du 13 décembre 2007 du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget primitif du service d'aide médicale urgente (budget annexe) pour l'exercice 2008	1215
Arrêté n° 371 CM du 28 mars 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 85-07 CHPF du 13 décembre 2007 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant régularisation des indemnités de sujétion spéciale attribuée à certains personnels du Centre hospitalier de la Polynésie française	1215
Arrêté n° 372 CM du 28 mars 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 75-07 CHPF du 13 décembre 2007 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget modificatif n° 2 du département de la psychiatrie (budget annexe) pour l'exercice 2007	1215

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 611 PR du 6 mars 2008 portant délégation de signature à M. Bruno Peaucellier, chef du service des relations internationales	1215
Arrêté n° 734 PR du 25 mars 2008 portant nomination de Mlle Léone Tetuanui en qualité de chef de cabinet auprès du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel	1216
Arrêté n° 736 PR du 25 mars 2008 portant nomination de M. Bernard Tching Chi Yen en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel	1216
Arrêté n° 745 PR du 25 mars 2008 portant nomination de M. Ferdinand Taputuarai en qualité de chef de cabinet auprès du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres	1217
Arrêté n° 746 PR du 25 mars 2008 portant nomination de M. Pierre Gonnot en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres	1217
Arrêté n° 747 PR du 25 mars 2008 portant délégation du pouvoir d'ordonnancement à Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes	1217
Arrêté n° 752 PR du 26 mars 2008 portant nomination de Mme Augustine Shan Sei Fan en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre des ressources de la mer	1218

Arrêté n° 753 PR du 26 mars 2008 portant nomination de M. Jean-Paul Landé en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme	1218
Arrêté n° 754 PR du 26 mars 2008 portant nomination de M. Raanui Daunassans en qualité de chef de cabinet auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme	1219
Arrêté n° 760 PR du 26 mars 2008 relatif à l'exercice des attributions du ministre du tourisme	1219
Arrêté n° 763 PR du 27 mars 2008 portant délégation de signature du Président de la Polynésie française à M. Jean-Marie Suhas, chef du service d'assistance et de sécurité	1219
Arrêté n° 795 PR du 28 mars 2008 portant nomination de Mlle Titaua Ariimanihini Salmon en qualité de chef de cabinet auprès du ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres	1220
Arrêté n° 797 PR du 28 mars 2008 portant nomination de M. Georges Chavez en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres	1220
Ministère des affaires foncières et du logement	
Arrêté n° 3 MAP du 25 mars 2008 portant délégation de signature du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies, à M. Karl Tefaatau, chef du service de la délégation au développement des technologies de l'information et de la communication	1221
Ministère de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres	
Arrêté n° 5 MET du 25 mars 2008 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme et à certains de ses agents	1221
Arrêté n° 6 MET du 25 mars 2008 portant délégation en matière de travaux immobiliers	1223
Ministère du développement des archipels	
Arrêté n° 5 MDA du 26 mars 2008 portant délégation de signature à Mlle Katia Testard, secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française	1224
Arrêté n° 6 MDA du 26 mars 2008 portant délégation de signature à M. Bernard Tching Chi Yen, directeur de cabinet du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française	1225
Arrêté n° 7 MDA du 26 mars 2008 portant délégation de signature à M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent.	1226
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	
Arrêté n° 1 MAE du 25 mars 2008 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et de l'élevage au chef du service du développement rural et à certains de ses agents	1226
Ministère des ressources de la mer	
Arrêté n° 3 MER du 26 mars 2008 portant délégation de signature à Mme Augustine Shan Sei Fan, directrice de cabinet auprès du ministre des ressources de la mer	1230
Ministère de la jeunesse et des sports	
Arrêté n° 2 MJS du 25 mars 2008 portant délégation de signature du ministre de la jeunesse et des sports à Mlle Reiri Cauvin, directrice de cabinet	1231
EXTRAITS	
Arrêté n° 3 MJS du 26 mars 2008 portant attribution du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française	1231
Arrêté n° 4 MJS du 26 mars 2008 portant attribution du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française	1231
Arrêté n° 5 MJS du 26 mars 2008 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française..	1231

Arrêté n° 6 MJS du 26 mars 2008 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française. 1231

Ministère de la culture et de l'artisanat

Arrêté n° 4 MCA du 26 mars 2008 portant délégation de signature à M. William Ellacott, chef du service de l'artisanat traditionnel 1232

Ministère du transport interinsulaire et de la fonction publique

Arrêté n° 12 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 2 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature au profit de Mlle Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes. 1232

Arrêté n° 13 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 8 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à Mme Christine Martinez, chef du service des affaires administratives 1233

Arrêté n° 14 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 3 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à Mme Ingrid Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes. 1233

Arrêté n° 15 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 6 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à M. Teva Quesnot, tavana hau de la circonscription des îles Marquises. 1234

Arrêté n° 16 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 7 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à M. Yannick Ebb, tavana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent. 1235

Arrêté n° 17 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 5 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à M. François Laudon, tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier 1235

Arrêté n° 19 MTF du 28 mars 2008 portant délégation de signature aux agents du service d'Etat de l'aviation civile. 1236

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° A 23-2008 APF/SG du 17 mars 2008 mettant fin aux fonctions de Mlle Henriette Faremiro en qualité de chef du service des ressources humaines de l'assemblée de la Polynésie française. 1237

ACTES MUNICIPAUX

Commune de Uturoa

Arrêté municipal n° 10-2008 du 27 février 2008 portant interdiction de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique et les lieux publics ou accessibles au public dans la commune de Uturoa 1238

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2008-263 du 14 mars 2008 relatif aux dispositions réglementaires du livre IV du code de l'éducation (Décrets en Conseil d'Etat et décrets). (JORF du 18 mars 2008). (Extraits des dispositions réglementaires du code de l'éducation). 1239

Arrêté ministériel du 22 février 2008 portant reconnaissance de titres à finalité professionnelle préparés et délivrés en Polynésie française. (JORF du 11 mars 2008) 1247

Arrêté interministériel du 6 mars 2008 relatif aux inspections de l'aire de mouvement d'un aérodrome. (JORF du 14 mars 2008) 1248

Avis de concours pour l'admission d'élèves officiers médecins à l'école du service de santé des armées de Lyon-Bron en 2008 (catégorie "deuxième année du premier cycle des études médicales"). (Extraits) (JORF du 16 mars 2008). 1250

Avis de concours pour l'admission d'élèves officiers médecins et pharmaciens dans les écoles du service de santé des armées de Bordeaux et de Lyon-Bron en 2008 (catégorie "baccalauréat"). (Extraits) (JORF du 16 mars 2008).. 1250

Arrêté n° 1-2008 VR/DL du 21 février 2008 fixant le montant des crédits alloués au titre du forfait externat attribués aux établissements d'enseignement privé sous contrat primaires et secondaires, dotation 2008 1250

Relevé des déclarations sur l'honneur adressées au haut-commissaire par les représentants élus à l'assemblée de la Polynésie française en janvier 2008 1251

EXTRAITS

Décret du 21 mars 2008 portant promotion et nomination. (JORF du 23 mars 2008)	1256
Arrêté ministériel du 28 février 2008 portant au titre de l'année scolaire 2008-2009 répartition entre les départements, aux premiers concours internes, du contingent de promotions à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles de maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat. (JORF du 12 mars 2008)	1256
Arrêté ministériel du 3 mars 2008 portant répartition entre les départements, la Polynésie française et Mayotte des emplois à pourvoir aux premiers concours internes de recrutement de professeurs des écoles pour l'année 2008. (JORF du 11 mars 2008)	1256
Arrêté ministériel du 3 mars 2008 portant répartition entre les départements, la Polynésie française et Mayotte des emplois ouverts en 2008 pour l'intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles par la voie de l'inscription sur des listes d'aptitude. (JORF du 11 mars 2008)	1256
Arrêté ministériel du 3 mars 2008 fixant au titre de l'année 2008 le nombre de postes à pourvoir au concours externe de recrutement de professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française. (JORF du 11 mars 2008)	1257
Arrêté ministériel du 6 mars 2008 autorisant l'ouverture de l'examen professionnel des agents de catégorie C de la filière éducative ou technique de la protection judiciaire de la jeunesse d'accès au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2008. (JORF du 12 mars 2008)	1257
Arrêté ministériel du 11 mars 2008 autorisant l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2008. (JORF du 15 mars 2008)	1257
Exequatur accordés à des consuls. (JORF du 26 mars 2008)	1257
Convention de financement n° HC 88-08 DAC/FIP du 18 mars 2008 entre le Fonds intercommunal de péréquation et la commune de Maupiti relative à l'opération de "Ecole primaire, construction d'un centre de ressources"	1257
Avenant n° HC 83-08 du 12 mars 2008 à la convention de financement n° 42-00 IDV du 5 décembre 2000 entre l'Etat et la commune de Paea relative au financement de l'opération intitulée "Rénovation du réseau d'eau potable de Orofero"	1258
Avenant n° 86-08 du 18 mars 2008 à la convention de financement n° 158-05 IDV du 24 octobre 2005 relative au financement du réaménagement et extension de l'école primaire de Taaone	1258

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	1259
Annonces diverses	1264



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 136 SAIA du 28 février 2008 modifiant l'arrêté n° HC 118 SAIA du 30 octobre 2006 portant attribution à la commune de Tubuai d'une subvention de 8 810 246 F CFP, soit 73 829,86 euros, au titre du programme 123, conditions de vie outre-mer, action 02, sous-action 05, catérogie 64 du ministère de l'outre-mer, pour permettre l'aménagement d'un poste de commandement à Mataura.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 20 SME/BRHT/ET du 30 janvier 2008 portant délégation de signature à M. Michel Sallenave, secrétaire général adjoint auprès du haut-commissariat de la République en Polynésie française et chef de la subdivision administrative des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° HC 118 SAIA du 30 octobre 2006 ;

Vu la lettre du maire de la commune de Tubuai en date du 22 février 2008 ;

Considérant la recevabilité des motifs de retard exposés,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 118 SAIA du 30 octobre 2006 relatif au financement de l'opération de construction par la commune de Tubuai d'un poste de commandement à Mataura, en ce qui concerne le délai d'exécution de cette opération.

Art. 2.— Le 4e alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° HC 118 SAIA du 30 octobre 2006 relatif au délai d'exécution de l'opération, est modifié comme suit :

Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 24 mois à partir de la date de signature de l'arrêté" ;

Il convient de lire : "exécuter cette opération au plus tard le 31 décembre 2009".

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 118 SAIA du 30 octobre 2006 non expressément modifiées par le présent arrêté sont et demeurent valables.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef de la subdivision administrative des îles Australes, le trésorier-payeur général de la Polynésie française et le maire de la commune de Tubuai sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 février 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le chef de la subdivision
des îles Australes,*
Michel SALLENAVE.

ARRETE n° HC 137 SAIA du 28 février 2008 modifiant l'arrêté n° HC 109 SAIA du 16 octobre 2006 portant attribution à la commune de Tubuai d'une subvention de 4 001 723 F CFP, soit 33 534,44 euros, au titre du programme 123, conditions de vie outre-mer, action 02, sous-action 05, catérogie 64 du ministère de l'outre-mer, pour permettre la reconstruction de la mairie annexe de Taahuaia.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 20 SME/BRHT/ET du 30 janvier 2008 portant délégation de signature à M. Michel Sallenave, secrétaire général adjoint auprès du haut-commissariat de la République en Polynésie française et chef de la subdivision administrative des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° HC 109 SAIA du 16 octobre 2006 ;

Vu la lettre du maire de la commune de Tubuai en date du 22 février 2008 ;

Considérant la recevabilité des motifs de retard exposés,

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 109 SAIA du 16 octobre 2006 relatif au financement de l'opération de reconstruction par la commune de Tubuai de la mairie annexe de Taahuaia, en ce qui concerne le délai d'exécution de cette opération.

Art. 2. — Le 4^e alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° HC 109 SAIA du 16 octobre 2006 relatif au délai d'exécution de l'opération, est modifié comme suit :

Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 24 mois à partir de la date de signature de l'arrêté" ;

Il convient de lire : "exécuter cette opération au plus tard le 31 décembre 2009".

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 109 SAIA du 16 octobre 2006 non expressément modifiées par le présent arrêté sont et demeurent valables.

Art. 4. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef de la subdivision administrative des îles Australes, le trésorier-payeur général de la Polynésie française et le maire de la commune de Tubuai sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 février 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef de la subdivision
des îles Australes,
Michel SALLENAVE.*

ARRETE n° HC 1-2008 MARQ du 29 février 2008 portant agrément de M. Mohoto Christophe Peterano en qualité de policier municipal.

Le chef de la subdivision administrative des îles Marquises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes en Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes en Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu l'arrêté n° HC 23 SME/BRHT/ET du 30 janvier 2008 portant délégation de signature à M. Antoine André, chef de la subdivision administrative des îles Marquises, et aux adjoints de la subdivision ;

Vu l'arrêté municipal n° 11-2002 du 16 septembre 2002 de la commune de Ua Huka portant recrutement à durée indéterminée de M. Christophe Peterano en qualité d'agent de police ;

Vu la demande présentée par M. le maire de Ua Huka par lettre en date du 10 août 2007 ;

Vu la conclusion de l'enquête de moralité menée par la brigade de Nuku Hiva en date du 22 décembre 2007, référence PV n° 591,

Arrête :

Article 1er. — M. Mohoto Christophe Peterano, né le 29 avril 1969 à Atuona, Hiva Oa, est agréé en qualité de policier municipal à compter du 29 février 2008.

Art. 2. — Le maire de la commune de Ua Huka et le commandant de la compagnie de gendarmerie des archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Taiohae, le 29 février 2008.

Antoine ANDRE.

ARRETE n° 59 SATPN du 29 février 2008 fixant la liste définitive des candidats admis sur la liste principale pour le recrutement d'adjoints de sécurité en Polynésie française, au titre de l'année 2006.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 36 (1er alinéa) de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, modifié par l'article 10 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

Vu l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 portant actualisation et adaptation du droit du travail dans les territoires, collectivités et départements d'outre-mer ;

Vu le décret du 29 octobre 1936 relatif au cumul de retraites, de rémunérations et de pensions ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, à l'exception des articles 1er du titre Ier, 3 à 8 du titre II, des titres IX et IX bis et de l'article 45 du titre XI ;

Vu le décret n° 86-592 du 18 mars 1986 portant code de déontologie de la police nationale ;

Vu le décret n° 2000-800 du 24 août 2000 relatif aux adjoints de sécurité recrutés en application de l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu l'arrêté du 24 août 2000 fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

Vu l'arrêté du 24 août 2000 fixant les droits et obligations des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

Vu l'arrêté n° HC 27 SATPN du 24 janvier 2007 fixant le calendrier des épreuves de présélection pour le recrutement d'adjoints de sécurité, session 2006, et portant nomination de la commission de surveillance à ces épreuves ;

Vu l'arrêté n° HC 379 SATPN du 13 juin 2007 portant composition de la commission de sélection pour le recrutement d'adjoints de sécurité, session 2006, et fixant les dates et le lieu de l'épreuve d'entretien ;

Vu la circulaire NOR/INT/C/99-00186/C du 16 août 1999 relative aux conditions d'emploi, de recrutement et de formation des adjoints de sécurité ;

Vu la liste n° HC 1222 SATPN/CM du 26 juin 2007 ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Les candidats pour le recrutement d'adjoints de sécurité, au titre de l'année 2006, dont les noms suivent, sont admis par ordre de mérite en liste principale, sous réserve des résultats de la visite médicale, du bulletin n° 2 du casier judiciaire et de l'enquête de moralité :

MM. Fred Maraetetoa Matai, Ralph Terai Drollet, Nelson Tsiou Fouc, Diego Kevin Tamaterai Tavaearii, Mlle Maeva Mildred Claisse, MM. Hono Edwin Vivish et Kris Tefaaora Théophile Teaoatea.

Les candidats admis sur les listes d'aptitude sont susceptibles d'être recrutés en fonction des postes vacants et sous réserve de l'agrément du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 2.— Les listes d'aptitude sont valables pendant une année à compter de la date de parution du présent arrêté. Elles permettront le remplacement immédiat des adjoints de sécurité dont les contrats de travail arriveront à terme durant l'année 2008.

Art. 3.— Les intéressés, libérés des obligations militaires et libres de tout engagement pris par ailleurs, seront informés de leur formation en école en métropole et souscriront un contrat d'engagement de 5 ans non renouvelable.

Art. 4.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 29 février 2008.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le directeur de cabinet,

Eric REQUET.

ARRETE n° HC 61 SATPN du 29 février 2008 relatif à l'agrément des lauréats du 1er et du 2e concours pour le recrutement de gardiens de la paix de la police nationale, session du 5 septembre 2007.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2003-532 du 18 juin 2003 relatif à l'établissement et à l'utilisation des listes complémentaires d'admission avec concours d'accès aux corps de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 2005 fixant les modalités d'organisation et le programme des concours pour le recrutement de gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2005 fixant les modalités du recrutement, au titre des emplois réservés, des gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 modifié portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 24 avril 2007 relatif aux épreuves d'exercices physiques des concours pour le recrutement des commissaires de police, lieutenants de police et gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2007 autorisant au titre de l'année 2007 l'ouverture d'une seconde session nationale pour le recrutement de gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° 482 SATPN du 23 août 2007 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité du concours nationale de gardiens de la paix (1er concours et emplois réservés et 2e concours et emplois réservés), session du 5 septembre 2007, et portant nomination de la commission de surveillance à ces épreuves ;

Vu l'arrêté n° HC 673 SATPN du 22 novembre 2007 fixant le calendrier des épreuves orales d'admission du concours national de gardiens de la paix, session du 5 septembre 2007, et portant nomination de la commission du jury du concours ;

Vu la lettre d'instruction n° 603 DAPN/SDRH/BR3/2006 du 28 décembre 2006 relative au recrutement de gardiens de la paix de la police nationale, sessions 2007, outre-mer ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er. — Sont agréés au titre du concours de gardiens de la paix de la police nationale, session du 5 septembre 2007, les lauréats admis sur la liste principale d'admission dont les noms suivent :

1er concours : MM. Philippe Tehotu Tauraatua et Harmel Opeta Jules Vernaoudon.

2e concours : Néant.

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter de la date de sa publication.

Art. 3. — Le directeur de cabinet du haut-commissaire et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 février 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Eric REQUET.

ARRETE n° HC 82 SATPN du 10 mars 2008 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité pour le recrutement de commissaires de la police nationale, session 2008, et portant nomination de la commission de surveillance à ces épreuves.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 90-709 du 1er août 1990 portant suppression des limites d'âges applicables aux recrutements par concours interne, dans le corps de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2003-532 du 18 juin 2003 relatif à l'établissement et à l'utilisation des listes complémentaires d'admission aux concours d'accès aux corps de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2005-939 du 2 août 2005 portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 février 1997 portant application de l'article 9 du décret n° 95-654 du 9 mai 1995 relatif à l'engagement de servir l'Etat et au remboursement d'une somme forfaitaire par certains élèves ou anciens élèves issus des corps actifs des services actifs de la police ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 mai 2005 relatif à l'aptitude physique exigée des candidats aux emplois de commissaire de police, lieutenant de police et gardien de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 novembre 2005 fixant les modalités d'organisation et le programme des concours pour le recrutement des commissaires de police de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 avril 2007 relatif aux épreuves d'exercices physiques des concours pour le recrutement des commissaires de police, officier de police et gardien de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

Vu les instructions n° 3807 du 27 août 1987, n° 78-94 du 26 août 1994 et la note n° 97-299 DAPN/FORM/SFR/BR du 9 avril 1997 relatives aux enquêtes de recrutement aux emplois de la police nationale ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Les épreuves écrites d'admissibilité du recrutement de commissaires de la police nationale, session 2008, se dérouleront les 17, 18, 19 et 20 mars 2008 ainsi qu'il suit :

Centre d'examen	Lieu	Date	Epreuves et horaires
Faa'a	SATPN (salle de réunion)	Lundi 17 mars 2008	Appel à 20 h 30 Tests psychologiques de 21 heures à 0 heure (durée 3 heures)
		Mardi 18 mars 2008	Appel à 1 h 30 Epreuve de culture générale de 2 heures à 7 heures (durée 5 heures, coefficient 4) Appel à 20 h 30 Epreuve de droit public de 21 heures à 0 heure (durée 3 heures, coefficient 4)
		Mercredi 19 mars 2008	Appel à 1 h 30 Epreuves de note de synthèse de 2 heures à 6 heures (durée 4 heures, coefficient 4) Appel à 20 h 30 Epreuve de droit pénal général et procédure pénale de 21 heures à 0 heure (durée 3 heures, coefficient 4)
Faa'a	SATPN (salle de réunion)	Jeudi 20 mars 2008	Appel à 1 h 30 Epreuve obligatoire à option de 2 heures à 5 heures (durée 3 heures, coefficient 3)

Art. 2.— La commission de surveillance est composée ainsi qu'il suit :

Président de la commission de surveillance : M. Angel Igual, commissaire divisionnaire de police, directeur de la sécurité publique.

Salle	Chef de salle	Surveillantes
SATPN (salle de réunion)	Mme Carole Mau, adjointe administrative de 1re classe de police	Mme Titania Utia, secrétaire administrative de police ; Mme Seidy Brunner, adjointe administrative de police ; Mlle Chrystelle Berchel, adjointe administrative stagiaire de 1re classe de police.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 mars 2008.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le directeur de cabinet,
Eric REQUET.

ARRETE n° HC 83 SATPN du 10 mars 2008 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité pour le recrutement d'officiers de la police nationale, session 2008, et portant nomination de la commission de surveillance à ces épreuves.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 90-709 du 1er août 1990 portant suppression des limites d'âges applicables aux recrutements par concours interne, dans le corps de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2003-532 du 18 juin 2003 relatif à l'établissement et à l'utilisation des listes complémentaires d'admission aux concours d'accès aux corps de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2005-939 du 2 août 2005 portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 février 1997 portant application de l'article 9 du décret n° 95-654 du 9 mai 1995 relatif à l'engagement de servir l'Etat et au remboursement

d'une somme forfaitaire par certains élèves ou anciens élèves issus des corps actifs des services actifs de la police ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 mai 2005 relatif à l'aptitude physique exigée des candidats aux emplois de commissaire de police, lieutenant de police et gardien de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 novembre 2005 fixant les modalités d'organisation et le programme des concours pour le recrutement des commissaires de police de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 avril 2007 relatif aux épreuves d'exercices physiques des concours pour le recrutement des commissaires de police, officier de police et gardien de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

Vu les instructions n° 3807 du 27 août 1987, n° 78-94 du 26 août 1994 et la note n° 97-299 DAPN/FORM/SFR/BR du 9 avril 1997 relatives aux enquêtes de recrutement aux emplois de la police nationale ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Les épreuves écrites d'admissibilité du recrutement d'officiers de la police nationale, session 2008, se dérouleront les 25, 26 et 27 mars 2008 ainsi qu'il suit :

Premier concours

Centre d'examen	Lieu	Date	Epreuves et horaires
Faa'a	CRF de Polynésie	Mardi 25 mars 2008	Appel à 21 heures Tests psychologiques de 21 h 30 à 0 heure (durée 2 h 30)
		Mercredi 26 mars 2008	Appel à 1 h 30 Dissertation de 2 heures à 6 heures (durée 4 heures, coefficient 4) Appel à 21 h 30 Droit pénal et/ou procédure pénale de 21 h 30 à 0 h 30 (durée 3 heures, coefficient 4)
		Judi 27 mars 2008	Appel à 2 heures Note de synthèse de 2 h 30 à 6 h 30 (durée 4 heures, coefficient 4) Appel à 21 heures Epreuve à option (obligatoire) de 21 h 30 à 0 h 30 (durée 3 heures, coefficient 3)

Second concours

Centre d'examen	Lieu	Date	Epreuves et horaires
Faa'a	CRF de Polynésie (salle de réunion)	Mardi 25 mars 2008	Appel à 22 heures Tests psychologiques de 22 h 30 à 1 heure (durée 2 h 30)
		Mercredi 26 mars 2008	Appel à 1 h 30 Dissertation de 2 heures à 6 heures (durée 4 heures, coefficient 4) Appel à 22 heures QCM de 22 h 30 à 23 h 30 (durée 1 heure, coefficient 4)

Art. 2.— La commission de surveillance est composée ainsi qu'il suit :

Président de la commission de surveillance : M. Tamatea Tuheiaava, capitaine de police, chef du centre régional de formation.

Salle	Chef de salle	Surveillantes
CRF (salle de réunion)	Mme Titania Utia, secrétaire administrative de police	Mlle Hitiura Ellacott, secrétaire administrative de police ; Mme Carole Mau, adjointe administrative de 1re classe de police ; Mme Seidy Brunner, adjointe administrative de police.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 mars 2008.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

Le directeur de cabinet,
Eric REQUET.

ARRETE n° 85 DIR.INFRA du 11 mars 2008 portant mainlevée et autorisant le remboursement d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à l'installation d'un nouvel équipement VOR DME DOPPLER et radiogoniomètre sur l'aérodrome de Rangiroa dans l'archipel des Tuamotu.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 et le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension en Polynésie française de certaines dispositions du code de l'expropriation en vigueur en métropole, notamment les articles L. 11-1, R. 11-3, L. 11-8, R. 11-23, R. 11-28 et R. 13-66 ;

Vu l'arrêté n° 328 DRCL du 27 mars 1995 portant promulgation du décret n° 95-323 du 22 mars 1995 ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant disposition d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relative au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 635 AC.DIR.INFRA du 22 septembre 2004 ordonnant le versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à l'installation d'un nouvel équipement VOR DME DOPPLER et radiogoniomètre sur l'aérodrome de Rangiroa dans l'archipel des Tuamotu ;

Vu le certificat de propriété n° 43-37 du 12 février 1976 établi par le juge de paix de Papeete établissant les droits des

héritiers de la terre Vaere sise à Rangiroa, attribuée à la dame Tevahinetuihau Fariua épouse Tepehu ;

Vu les testaments et notoriétés après décès ;

Vu la demande reçue et attendu que les demandeurs ont justifié de leurs droits ;

Sur proposition du directeur du service d'Etat de l'aviation civile,

Arrête :

Article 1er.— Sont déconsignées, au profit des copropriétaires désignés au tableau ci-après, les indemnités d'expropriation relatives aux parties expropriées de la terre Vaere (en F CFP) :

Désignation des indivisaires	Quotités	Indemnités d'expropriation déconsignées
Mme Hélène Mohea Natua épouse Teakura née le 26 septembre 1961 à Makatea	41/18720	25 498
Mme Georgette Hina Natua épouse Avaemai née le 30 août 1962 à Makatea	41/18720	25 498
Mme Tahu Gisèle Depierre épouse Gramont née le 1er janvier 1955 à Mataiva	41/84240	5 666
M. Kehauri Roger Depierre né le 20 avril 1956 à Mataiva	41/84240	5 666
Mme Maaui Jacqueline Depierre épouse Tahitoterai née le 11 juillet 1957 à Mataiva	41/84240	5 666
M. Armand Taaroa Depierre né le 7 janvier 1959 à Mataiva	41/84240	5 666
M. Jean Louis Matahuira Depierre né le 24 mai 1960 à Mataiva	41/84240	5 666
Mme Eugénie Colette Depierre épouse Huri née le 12 juillet 1961 à Mataiva	41/84240	5 666
Mme Tahiariki Ruia Depierre épouse Lee née le 17 octobre 1962 à Papeete	41/84240	5 666
Mme Tehetu Bellais épouse Maeta née le 2 novembre 1946 à Punaiaia	1/240	48 508
<i>Total général</i>		139 166

Art. 2.— Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 mars 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le chef du service des moyens de l'Etat,
Patricia HEGESIPPE.

ARRETE n° HC 2008-1 SATG du 17 mars 2008 portant désignation des membres siégeant au sein de la commission d'évaluation du centre médical de suivi sanitaire des anciens travailleurs civils et militaires du centre d'expérimentation du Pacifique et des populations civiles ayant vécu à proximité des sites d'expérimentation.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret du 18 juillet 2005 portant nomination de Mme Anne Boquet, préfète en service détaché, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu la convention n° 161-07 en date du 30 août 2007 relative au suivi sanitaire des anciens travailleurs civils et militaires du centre d'expérimentation du Pacifique et des populations vivant ou ayant vécu à proximité des sites d'expérimentation nucléaire, ensemble le protocole (annexe I) à ladite convention en date du 30 août 2007,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés en qualité de membres de la commission d'évaluation du centre médical de suivi sanitaire des anciens travailleurs civils et militaires du centre d'expérimentation du Pacifique et des populations vivant ou ayant vécu à proximité des sites d'expérimentation nucléaire :

- le chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier ;
- le maire de la commune de Gambier.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le secrétaire général adjoint et la directrice de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2008.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Jacques WITKOWSKI.

ARRETE n° HC 87 SATPN du 17 mars 2008 portant agrément de M. Diego Kevin Tamaterai Tavaearii, lauréat admis sur la liste principale pour le recrutement d'adjoints de sécurité en Polynésie française, au titre de l'année 2006.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 36 (1er alinéa) de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité modifié par l'article 10 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi de jeunes ;

Vu l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 portant actualisation et adaptation du droit du travail dans les territoires, collectivités et départements d'outre-mer ;

Vu le décret du 29 octobre 1936 relatif au cumul de retraites, de rémunérations et de pensions ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, à l'exception des articles 1er du titre Ier, 3 à 8 du titre II, des titres IX et IX bis et de l'article 45 du titre XI ;

Vu le décret n° 86-592 du 18 mars 1986 portant code de déontologie de la police nationale ;

Vu le décret n° 2000-800 du 24 août 2000 relatif aux adjoints de sécurité recrutés en application de l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu l'arrêté du 24 août 2000 fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

Vu l'arrêté du 24 août 2000 fixant les droits et obligations des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

Vu l'arrêté n° HC 27 SATPN du 24 janvier 2007 fixant le calendrier des épreuves de présélection pour le recrutement d'adjoints de sécurité, session 2006, et portant nomination de la commission de surveillance à ces épreuves ;

Vu l'arrêté n° HC 379 SATPN du 13 juin 2007 portant composition de la commission de sélection pour le recrutement d'adjoints de sécurité, session 2006, et fixant les dates et le lieu de l'épreuve d'entretien ;

Vu l'arrêté n° 59 SATPN du 29 février 2008 fixant la liste définitive des candidats admis sur la liste principale pour le recrutement d'adjoints de sécurité en Polynésie française, au titre de l'année 2006 ;

Vu la circulaire NOR/INT/C/99/00186/C du 16 août 1999 relative aux conditions d'emploi, de recrutement et de formation des adjoints de sécurité ;

Vu les résultats de la visite médicale d'aptitude à l'emploi d'adjoints de sécurité ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Est agréé le lauréat admis sur la liste principale pour le recrutement d'adjoints de sécurité en Polynésie française, au titre de l'année 2006 :

Liste principale : Diego Kevin Tamaterai Tavaearii.

Art. 2.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 17 mars 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Eric REQUET.

ARRETE n° 88 DAC du 17 mars 2008 portant attribution aux communes de la Polynésie française de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement 2008 (DGF) servie par l'Etat, ministère de l'intérieur.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 relative aux finances pour 2005 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts ;

Vu le décret n° 94-704 du 17 août 1994 fixant les modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, entre les circonscriptions territoriales des îles Wallis-et-Futuna et entre les communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu les dispositions du télégramme n° 2007-5 DGCL en date du 24 décembre 2007 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales concernant le versement et l'imputation des acomptes provisionnels ;

Vu l'arrêté n° 1 DAC du 3 janvier 2008 portant attribution aux communes de la Polynésie française d'acomptes sur la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement 2008 servie par l'Etat, ministère de l'intérieur, pour les mois de janvier, février et mars 2008 ;

Vu les dispositions de la circulaire NOR/INT/B/08/00034/C en date du 18 février 2008 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales concernant les délais et les voies de recours contre les décisions de notification de la dotation globale de fonctionnement, part forfaitaire, des communes ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française, compte 465-12118 : fonds nationaux des collectivités locales, dotation globale de fonctionnement, répartition initiale de l'année, année 2008,

Arrête :

Article 1er.— La dotation globale de fonctionnement, part forfaitaire, attribuée par l'Etat, ministère de l'intérieur, aux communes de Polynésie française, s'élève à 5 743 454 296 F CFP (48 130 147 euros) pour l'exercice 2008.

Elle est répartie entre les communes, conformément au tableau joint au présent arrêté.

Art. 2.— Le versement de cette répartition mentionnée à l'article précédent interviendra conformément aux termes du télégramme n° 2007-5 DGCL en date du 24 décembre 2007 (pour le 20 de chaque mois et en cas de jour non ouvré, le versement interviendra le premier jour ouvré suivant).

Art. 3.— Les dotations versées aux communes au titre de la part forfaitaire de la DGF 2008 seront inscrites en recettes des budgets communaux au compte n° 7411 de la nomenclature budgétaire et comptable M14.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2008.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Jacques WITKOWSKI.*

REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2008 - PART FORFAITAIRE

COMMUNES	DGF 2008 en €	DGF 2008 en F CFP	Total des acomptes versés (jan/fév/mars 2008)	Reste à payer	Montant mensuel	Total des versements d'avril à novembre	Versement de décembre	Total des versements
Raivavae	330 348	39 421 002	9 819 780	29 601 222	3 289 025	26 312 200	3 289 022	39 421 002
Rapa	257 928	30 778 998	7 674 165	23 104 833	2 567 204	20 537 632	2 567 201	30 778 998
Rimatara	288 724	34 453 938	8 586 546	25 867 392	2 874 155	22 993 240	2 874 152	34 453 938
Rurutu	482 723	57 604 177	14 314 410	43 289 767	4 809 974	38 479 792	4 809 975	57 604 177
Tubuai	540 116	64 452 983	16 027 236	48 425 747	5 380 639	43 045 112	5 380 635	64 452 983
Iles Australes	1 899 839	226 711 098	56 422 137	170 288 961	18 920 997	151 367 976	18 920 985	226 711 098
Arue	1 570 448	187 404 296	46 338 276	141 066 020	15 674 002	125 392 016	15 674 004	187 404 296
Faaa	4 536 727	541 375 537	133 719 243	407 656 294	45 295 144	362 361 152	45 295 142	541 375 537
Hitiaa O Te Ra	1 572 824	187 687 828	46 417 272	141 270 556	15 696 728	125 573 824	15 696 732	187 687 828
Mahina	2 041 959	243 670 525	60 187 887	183 482 638	20 386 960	163 095 680	20 386 958	243 670 525
Moorea-Maiao	2 191 835	261 555 489	64 582 308	196 973 181	21 885 909	175 087 272	21 885 909	261 555 489
Paea	1 947 080	232 348 449	57 412 470	174 935 979	19 437 331	155 498 648	19 437 331	232 348 449
Papara	1 555 588	185 631 026	45 874 284	139 756 742	15 528 527	124 228 216	15 528 526	185 631 026
Papeete	4 689 512	559 607 637	138 320 316	421 287 321	46 809 702	374 477 616	46 809 705	559 607 637
Pirae	2 442 320	291 446 301	72 030 846	219 415 455	24 379 495	195 035 960	24 379 495	291 446 301
Punaauia	3 393 143	404 909 666	99 938 394	304 971 272	33 885 697	271 085 576	33 885 696	404 909 666
Taiarapu-Est	1 772 097	211 467 422	52 251 105	159 216 317	17 690 702	141 525 616	17 690 701	211 467 422
Taiarapu-Ouest	1 198 212	142 984 726	35 375 088	107 609 638	11 956 626	95 653 008	11 956 630	142 984 726
Teva I Uta	1 426 118	170 181 146	42 086 544	128 094 602	14 232 734	113 861 872	14 232 730	170 181 146
Iles du Vent	30 337 863	3 620 270 048	894 534 033	2 725 736 015	302 859 557	2 422 876 456	302 859 559	3 620 270 048
Bora Bora	1 219 886	145 571 122	35 991 705	109 579 417	12 175 491	97 403 928	12 175 489	145 571 122
Huahine	1 089 359	129 995 107	32 163 186	97 831 921	10 870 213	86 961 704	10 870 217	129 995 107
Maupiti	389 171	46 440 453	11 566 884	34 873 569	3 874 841	30 998 728	3 874 841	46 440 453
Tahaa	970 751	115 841 408	28 669 869	87 171 539	9 685 727	77 485 816	9 685 723	115 841 408
Taputapuatea	936 418	111 744 391	27 759 369	83 985 022	9 331 669	74 653 352	9 331 670	111 744 391
Tumaraa	847 898	101 181 146	25 150 656	76 030 490	8 447 832	67 582 656	8 447 834	101 181 146
Uturoa	902 727	107 723 986	26 771 898	80 952 088	8 994 676	71 957 408	8 994 680	107 723 986
Iles sous le Vent	6 356 210	758 497 613	188 073 567	570 424 046	63 380 449	507 043 592	63 380 454	758 497 613
Fatu-Hiva	330 230	39 406 921	9 820 914	29 586 007	3 287 334	26 298 672	3 287 335	39 406 921
Hiva-Oa	849 996	101 431 504	25 226 193	76 205 311	8 467 257	67 738 056	8 467 255	101 431 504
Nuku-Hiva	839 581	100 188 663	24 887 232	75 301 431	8 366 826	66 934 608	8 366 823	100 188 663
Tahuata	301 651	35 996 539	8 967 810	27 028 729	3 003 192	24 025 536	3 003 193	35 996 539
Ua-Huka	313 722	37 436 993	9 328 668	28 108 325	3 123 147	24 985 176	3 123 149	37 436 993
Ua-Pou	644 037	76 854 057	19 117 482	57 736 575	6 415 175	51 321 400	6 415 175	76 854 057
Iles Marquises	3 279 217	391 314 678	97 348 299	293 966 379	32 662 931	261 303 448	32 662 931	391 314 678
Anaa	306 666	36 594 988	9 117 393	27 477 595	3 053 066	24 424 528	3 053 067	36 594 988
Arutua	414 337	49 443 556	12 304 056	37 139 500	4 126 611	33 012 888	4 126 612	49 443 556
Fakarava	558 265	66 618 735	16 580 250	50 038 485	5 559 832	44 478 656	5 559 829	66 618 735
Fangatau	226 273	27 001 551	6 738 276	20 263 275	2 251 475	18 011 800	2 251 475	27 001 551
Gambier	365 076	43 565 155	10 846 956	32 718 199	3 635 355	29 082 840	3 635 359	43 565 155
Hao	470 576	56 154 654	13 960 560	42 194 094	4 688 233	37 505 864	4 688 230	56 154 654
Hikueru	218 266	26 046 062	6 499 731	19 546 331	2 171 815	17 374 520	2 171 811	26 046 062
Makemo	503 129	60 039 260	14 934 546	45 104 714	5 011 635	40 093 080	5 011 634	60 039 260
Manihi	392 287	46 812 291	11 655 429	35 156 862	3 906 318	31 250 544	3 906 318	46 812 291
Napuka	226 226	26 995 943	6 737 619	20 258 324	2 250 925	18 007 400	2 250 924	26 995 943
Nukutavake	220 637	26 328 998	6 570 912	19 758 086	2 195 343	17 562 744	2 195 342	26 328 998
Puka Puka	203 374	24 268 974	6 060 054	18 208 920	2 023 213	16 185 704	2 023 216	24 268 974
Rangiroa	834 586	99 592 601	24 752 685	74 839 916	8 315 546	66 524 368	8 315 548	99 592 601
Reao	254 430	30 361 575	7 571 091	22 790 484	2 532 276	20 258 208	2 532 276	30 361 575
Takaroa	431 883	51 537 351	12 819 927	38 717 424	4 301 936	34 415 488	4 301 936	51 537 351
Tatakoto	210 368	25 103 580	6 266 319	18 837 261	2 093 029	16 744 232	2 093 029	25 103 580
Tureia	420 639	50 195 585	12 537 501	37 658 084	4 184 232	33 473 856	4 184 228	50 195 585
Tuamotu-Gambier	6 257 018	746 660 859	185 953 305	560 707 554	62 300 840	498 406 720	62 300 834	746 660 859
TOTAL GENERAL	48 130 147	5 743 454 296	1 422 331 341	4 321 122 955	480 124 774	3 840 998 192	480 124 763	5 743 454 296

ARRETE n° 89 DAC du 18 mars 2008 fixant les indemnités maximales pour l'exercice des fonctions de maires, maires délégués et adjoints aux maires, de présidents et membres de délégations spéciales faisant fonction d'adjoints, de conseillers municipaux, de présidents de syndicats de communes et de présidents de syndicats mixtes des communes de la Polynésie française, et abrogeant l'arrêté n° 636 BAC du 28 juin 1989.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code général des collectivités territoriales en ses dispositions applicables aux communes de la Polynésie française, et particulièrement les articles L. 2123-20, L. 2123-21, L. 2123-24, L. 2123-24-1 et L. 5211-12 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les indemnités maximales pour l'exercice des fonctions de maires et adjoints aux maires, de maires délégués et adjoints aux maires délégués, de présidents et membres de délégations spéciales faisant fonction d'adjoints sont fixées par référence aux indices de traitements des fonctionnaires des corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, conformément au tableau ci-après :

Population de la commune ou de la commune associée	Indemnités des maires et maires délégués	Indemnités des adjoints
	Indices de référence	Pourcentage de l'indemnité du maire
- moins de 500 habitants	62	50 %
- de 501 à 999 habitants	77	50 %
- de 1 000 à 3 499 habitants	212	50 %
- de 3 500 à 9 999 habitants	302	45 %
- de 10 000 à 19 999 habitants	343	40 %
- de 20 000 à 49 999 habitants	360	40 %

Art. 2.— Les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller municipal sont égales à 6 % des indemnités du maire visées à l'article 1er.

Art. 3.— Les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de président d'un syndicat de communes sont fixées par référence aux indices suivants :

Population de la commune ou de la commune associée	Indemnités des présidents	Indemnités des vice-présidents
	Indices de référence	Pourcentage de l'indemnité du maire
- moins de 500 habitants	20	50 %
- de 501 à 999 habitants	30	50 %
- de 1 000 à 3 499 habitants	45	50 %
- de 3 500 à 9 999 habitants	70	50 %
- de 10 000 à 19 999 habitants	90	50 %
- de 20 000 à 49 999 habitants	115	50 %
- de 50 000 à 99 999 habitants	140	50 %
- de 100 000 à 199 999 habitants	160	50 %
- plus de 200 000 habitants	170	50 %

Art. 4.— Les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de président d'un syndicat mixte associant exclusivement les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et la Polynésie française sont fixées comme suit :

Population de la commune ou de la commune associée	Indemnités des présidents	
	Indice de référence	Pourcentage de l'indemnité du maire
- plus de 200 000 habitants	85	50 %

Art. 5.— Le présent arrêté prend effet à compter du renouvellement des conseils municipaux des 9 et 16 mars 2008.

Art. 6.— Sont abrogées toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 636 BAC du 28 juin 1989.

Art. 7.— Le secrétaire général du haut-commissariat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2008.

Anne BOQUET.

ARRETE n° HC 23 IDV du 19 mars 2008 portant modification de l'arrêté n° HC 35 IDV du 18 septembre 2007 attribuant à la commune de Arue une subvention pour la réalisation du projet suivant "Assainissement des eaux pluviales des quartiers Tefaaroa et Paruau".

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 248 SME/BRHT/ET du 24 octobre 2007 portant délégation de signature à M. Olivier Jacob, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté de financement n° HC 35 IDV du 18 septembre 2007 ;

Vu la lettre du maire de la commune de Arue n° 730/03.08 HT du 17 mars 2008,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté de financement n° HC 35 IDV du 18 septembre 2007 relatif à l'opération "Assainissement des eaux pluviales des quartiers Tefaaroa et Paruau" en ce qui concerne le délai d'exécution de cette opération.

Art. 2.— L'article 5 de l'arrêté de financement relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de :

"exécuter cette opération dans un délai maximal de 6 mois à partir de la date de signature de l'arrêté" ;

Lire :

"exécuter cette opération dans un délai maximal de 12 mois à partir de la date de signature de l'arrêté".

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, le trésorier-payeur général de la Polynésie française et le maire de la commune de Arue sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mars 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 399 DRCL du 19 mars 2008 portant délimitation de la zone d'attente de l'aéroport de Tahiti-Faa'a.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, et notamment son article 52-I ;

Sur proposition de M. le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La zone d'attente de l'aéroport de Tahiti-Faa'a, prévue par l'article 52-I de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, s'étend des points d'embarquement et de débarquement à ceux où sont effectués les contrôles des personnes.

Elle inclut également l'hôtel Sheraton, BP 416, Papeete, Tahiti, et l'hôtel Sofitel Tahiti, BP 60008, 98702 Faa'a. Ces établissements, situés à proximité de l'aéroport, offriront aux étrangers non autorisés à entrer sur le sol polynésien des prestations de type hôtelier.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat de la République et M. le directeur de la police aux frontières de la Polynésie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mars 2008.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Jacques WITKOWSKI.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT**CONVENTIONS ETAT - POLYNESIE FRANÇAISE**

AVENANT n° 87-08 du 18 mars 2008 à la convention particulière d'application n° 264-03 du 30 décembre 2003 entre l'Etat, la Polynésie française et l'Office polynésien de l'habitat de la convention cadre Etat - territoire n° 73-96 du 6 novembre 1996 relative à la réalisation d'opérations d'habitat social en Polynésie française au titre de la programmation 2002 finançant l'opération "Amoe/Loing S2", 27 logements collectifs destinés à la location-vente, commune de Mahina.

Entre :

- L'Etat (ministère de l'outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- la Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

Et :

- L'Office polynésien de l'habitat, représenté par son directeur général,
-

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — A l'article 2 de la convention, les termes suivants :

"- démarrage dans un délai de 12 mois à compter de la signature de la présente convention" ;

Sont remplacés par :

"- démarrage avant le 31 décembre 2006".

Les autres articles sans changement.

.....

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

AVIS n° 344 CM du 19 mars 2008 sur le projet de décret modifiant, pour la Polynésie française, le code de justice administrative, sur le projet de décret pris pour l'application des articles 159 et 159-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, sur le projet de décret relatif aux dépenses remboursées aux communes de la Polynésie française en application des articles 159 et 159-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, sur le projet de décret pris pour l'application des articles 185-1 et 185-12 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

NOR : SGG0800460V

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les articles 10 et 97 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° 267 DRCL du 22 février 2008 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 mars 2008,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— Le projet de décret modifiant, pour la Polynésie française, le code de justice administrative (partie réglementaire) appelle un avis favorable sous réserve de modifications conformément aux observations suivantes :

Le renvoi au troisième alinéa du II de l'article 112 du statut, qui concerne la déclaration des activités que les représentants entendent conserver durant leur mandat, opéré par l'article R. 225-8-3, semble erroné. Il convient de remplacer les mots : "au troisième alinéa du II" par : "au II".

Art. 2.— Le projet de décret pris pour l'application des articles 159 et 159-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie

française appelle un avis favorable sous réserve de modifications conformément aux observations suivantes :

A l'article 15, il convient de remplacer l'alinéa 2 ainsi qu'il suit :

"Le dossier comporte notamment la délibération ou l'arrêté par laquelle, ou lequel, la consultation a été décidée et à laquelle, ou auquel, sont annexées les observations formulées par les membres de l'assemblée ou du gouvernement de la Polynésie française à l'occasion de cette délibération ou de cet arrêté, ainsi qu'une notice d'information sur l'objet de la consultation."

Art. 3.— Le projet de décret relatif aux dépenses remboursées aux communes de la Polynésie française en application des articles 159 et 159-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française appelle un avis favorable.

Art. 4.— Le projet de décret pris pour l'application des articles 185-1 et 185-12 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française appelle un avis favorable sous réserve de modifications conformément aux observations suivantes :

L'article premier comporte une erreur matérielle qu'il convient de corriger, les mots : "le taux prévisionnel d'évolution de la dotation général de fonctionnement" doivent être remplacés par : "le taux prévisionnel d'évolution de la dotation globale de fonctionnement".

Art. 5.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mars 2008.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 345 CM du 26 mars 2008 portant nomination de Mme Alice Tinorua épouse Rijkaart en qualité de chef du service du protocole.

NOR : PR 0800427AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-42 APF du 18 mars 1999 portant création du service du protocole ;

Vu l'arrêté n° 1532 CM du 14 novembre 2002 portant organisation du service du protocole ;

Vu la procédure d'entretien et de communication du dossier de Mme Varinka Léontieff épouse Vernaudeau liée à sa fin de fonctions ;

Vu la lettre du Président signifiant à Mme Vernaudeau sa fin de fonctions au titre de la décision du conseil des ministres de ce jour ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 mars 2008,

Arrête :

Article 1er.— Mme Alice Tinorua épouse Rijkaart est nommée en qualité de chef du service du protocole à compter du 19 mars 2008.

Art. 2.— Il est mis fin aux fonctions de Mme Varinka Léontieff épouse Vernaudeau.

Art. 3.— L'arrêté n° 148 CM du 21 avril 2005 portant nomination de Mme Varinka Léontieff épouse Vernaudeau en qualité de chef du service du protocole est abrogé.

Art. 4.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2008.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 347 CM du 27 mars 2008 portant nomination de M. Pierre Course en qualité de chef de service par intérim du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles.

NOR : EMP0800481AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du travail, du dialogue social et du développement des communes, chargé de la politique de la ville,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-208 APF du 18 novembre 1999 portant création du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) ;

Vu l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 modifié portant organisation et fonctionnement du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) ;

Vu l'arrêté n° 622 CM du 16 août 2005 portant nomination de M. Paul Natier aux fonctions de chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) ;

Vu l'arrêté n° 1 VP du 13 mars 2008 portant délégation de signature au chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mars 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Pierre Course, conseiller des services administratifs, est nommé en qualité de chef de service par intérim du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) durant les congés de M. Paul Natier du 25 mars au 4 avril 2008 inclus.

Art. 2.— Le vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du travail, du dialogue social et du développement des communes, chargé de la politique de la ville, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.

Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française:

Le vice-président,
ministre de l'emploi,
de la formation professionnelle,
du travail, du dialogue social
et du développement des communes,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 349 CM du 27 mars 2008 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein des assemblées générales et conseils d'administration de la SA Electricité de Tahiti (EDT).

NOR : MEF0800502AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les statuts de la SA Electricité de Tahiti (EDT) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mars 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. Teva Rohfritsch, ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement, est désigné en qualité de représentant de la Polynésie française au sein des assemblées et conseils d'administration de la SA Electricité de Tahiti (EDT).

Art. 2. — L'arrêté n° 1372 CM du 12 octobre 2007 est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie et des finances,
de l'industrie, du commerce,
des petites et moyennes entreprises,
et de l'énergie,*
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 350 CM du 27 mars 2008 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein des assemblées générales et conseils d'administration de la SA Coder Marama Nui.

NOR : MEF0800503AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les statuts de la SA Coder Marama Nui ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mars 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. Teva Rohfritsch, ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement est désigné en qualité de représentant de la Polynésie française au sein des assemblées et conseils d'administration de la SA Electricité de Tahiti (EDT).

Art. 2. — L'arrêté n° 1469 CM du 30 octobre 2007 est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement,

est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie et des finances,
de l'industrie, du commerce,
des petites et moyennes entreprises,
et de l'énergie,*
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 351 CM du 27 mars 2008 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein des assemblées générales et conseils d'administration de la société Transport d'énergie électrique en Polynésie (TEP).

NOR : MEF0800504AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les statuts de la société Transport d'énergie électrique en Polynésie (TEP) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mars 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. Teva Rohfritsch, ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement, est désigné en qualité de représentant de la Polynésie française au sein des assemblées et conseils d'administration de la société Transport d'énergie électrique en Polynésie (TEP).

Art. 2. — L'arrêté n° 1470 CM du 29 octobre 2007 est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie et des finances,
de l'industrie, du commerce,
des petites et moyennes entreprises,
et de l'énergie,*
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 352 CM du 27 mars 2008 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein des assemblées générales et conseils d'administration de la SA Electra.

NOR : MEF0800505AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les statuts de la SA Electra ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mars 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Teva Rohfritsch, ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement, est désigné en qualité de représentant de la Polynésie française au sein des assemblées et conseils d'administration de la SA Electra.

Art. 2.— L'arrêté n° 72 CM du 25 janvier 2007 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie et des finances,
de l'industrie, du commerce,
des petites et moyennes entreprises,
et de l'énergie,*
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 353 CM du 27 mars 2008 portant nomination de M. Gilbert Lai Woa en qualité de chef du service des postes et télécommunications par intérim.

NOR : SPT0800423AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, du logement et de l'Office des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 96-147 APF du 5 décembre 1996 modifiée portant création du service des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 29 janvier 2004 précisant les missions du service des postes et télécommunications et fixant son organisation ;

Vu l'arrêté n° 6275 MFR du 11 septembre 1998 modifié portant affectation au service des postes et télécommunications de M. Gilbert Lai Woa ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mars 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Gilbert Lai Woa est nommé en qualité de chef du service des postes et télécommunications par intérim du 14 au 24 mars 2008 inclus.

Art. 2.— Le ministre des affaires foncières et du logement chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre des affaires foncières et du logement,
Antony GEROS.

NOR : DBR0800497AC

Par arrêté n° 346 CM du 27 mars 2008.— La répartition prévisionnelle n° 1-2008 des crédits de paiement du budget pour le compte d'aide aux victimes des calamités de 2008 est déterminée selon l'annexe ci-jointe.

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	915	916	917	950	951	Total
MEF																		830 000 000	830 000 000
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	830 000 000	830 000 000

NOR : DBR0800491AC

Par arrêté n° 348 CM du 27 mars 2008.— La répartition prévisionnelle n° 3-2008 des crédits de paiement du budget d'investissement initial de 2008 est déterminée selon l'annexe ci-jointe.

	900	901	903	905	906	907	908	909	910	911	913	914	915	916	951	Total
PR	23 710 967	34 728 439						1 099 420					65 000 000			124 538 826
VP			2 371 839 246			292 499 900										2 664 439 146
MEF		60 035 300	12 726 432		101 283 719										7 900 000 000	8 074 045 451
MAP		50 198 141	202 200 000									24 000 000		1 235 850 347		1 512 248 488
MEP		9 000 000	354 079 345					9 094 069 065	37 084 094			4 683 202 433	50 000 000	100 000 000		14 327 434 937
MSF		18 075 000								36 476 775						54 551 775
MEE								1 265 453 282								1 265 453 282
MDA	153 276 900	30 000 000	50 000 000													233 276 900
MSP						30 000 000			357 625 810							387 625 810
MAE				154 477 176					8 000 000							162 477 176
MER			6 000 000	222 650 159												228 650 159
MED			59 505 131								145 279 915					204 785 046
MJS										30 000 000						30 000 000
MCA						10 000 000	9 320 000									19 320 000
MTF	30 000 000															30 000 000
Total	206 987 867	202 036 880	3 056 450 154	377 127 335	101 283 719	332 499 900	9 320 000	1 266 552 702	9 459 694 875	103 560 869	145 279 915	4 772 202 433	50 000 000	1 335 850 347	7 900 000 000	29 318 846 996

NOR : CHP0800313AC

Par arrêté n° 363 CM du 28 mars 2008.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 73-07 CHPF du 13 décembre 2007 portant approbation du budget modificatif n° 3 du Centre hospitalier de la Polynésie française (budget général) pour l'exercice 2007.

Le budget modifié est arrêté à la somme de *vingt milliards soixante millions quatre cent quarante-cinq mille cent cinquante et un francs CFP* (20 060 445 151 F CFP), se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
Recettes	17 846 964 579	2 213 480 572	20 060 445 151
Dépenses	17 846 964 579	2 213 480 572	20 060 445 151
Résultat	0	0	0

NOR : CHP0800314AC

Par arrêté n° 364 CM du 28 mars 2008.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 74-07 CHPF du 13 décembre 2007 portant approbation du budget modificatif n° 2 de l'école de sages-femmes (budget annexe) pour l'exercice 2007.

La décision modificative concerne le transfert de la somme de 200 000 F CFP depuis la ligne budgétaire des missions (62561) vers la ligne entretien et réparation, matériel de bureau (61 5532), pour le budget de l'école de sages-femmes (budget annexe).

NOR : CHP0800316AC

Par arrêté n° 365 CM du 28 mars 2008.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 76-07 CHPF du 13 décembre 2007 portant approbation du budget primitif du Centre hospitalier de la Polynésie française pour l'exercice 2008.

Le budget est arrêté à la somme de *dix-sept milliards trois cent quatre millions neuf cent onze mille neuf cent cinquante francs CFP* (17 304 911.950 F CFP), se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
Recettes	16 281 661 950	1 023 250 000	17 304 911 950
Dépenses	16 281 661 950	1 023 250 000	17 304 911 950
Résultat	0	0	0

NOR : CHP0800317AC

Par arrêté n° 366 CM du 28 mars 2008.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 77-07 CHPF du 13 décembre 2007 fixant les prix de journée d'hospitalisation complète et tarifs des autres prestations de soins du Centre hospitalier de la Polynésie française applicables aux personnes ne relevant pas du RGS, du RNS et du RSPE.

NOR : CHP0800318AC

Par arrêté n° 367 CM du 28 mars 2008.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 78-07 CHPF du

13 décembre 2007 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget primitif de l'école de sages-femmes (budget annexe) pour l'exercice 2008.

Le budget est arrêté à la somme de *vingt-sept millions trois cent mille francs CFP* (27 300 000 F CFP), se décomposant comme suit :

	Section I Fonctionnement
Recettes (en F CFP)	27 300 000
Dépenses (en F CFP)	27 300 000
Résultat (en F CFP)	0

NOR : CHP0800319AC

Par arrêté n° 368 CM du 28 mars 2008. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 79-07 CHPF du 13 décembre 2007 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget primitif du département psychiatrie (budget annexe) pour l'exercice 2008.

Le budget est arrêté à la somme de *huit cent treize millions cinq cent vingt-deux mille deux cents francs CFP* (813 522 200 F CFP), se décomposant comme suit :

	Section I Fonctionnement
Recettes (en F CFP)	813 522 200
Dépenses (en F CFP)	813 522 000
Résultat (en F CFP)	0

NOR : CHP0800320AC

Par arrêté n° 369 CM du 28 mars 2008. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 80-07 CHPF du 13 décembre 2007 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget primitif du Centre de transfusion sanguine (budget annexe) pour l'exercice 2008.

Le budget est arrêté à la somme de *quatre cent quatorze millions huit cent soixante-treize mille cent cinquante-six francs CFP* (414 873 156 F CFP), se décomposant comme suit :

	Section I Fonctionnement
Recettes (en F CFP)	414 873 156
Dépenses (en F CFP)	414 873 156
Résultat (en F CFP)	0

NOR : CHP0800321AC

Par arrêté n° 370 CM du 28 mars 2008. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 81-07 CHPF du 13 décembre 2007 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget primitif du service d'aide médicale urgente (budget annexe) pour l'exercice 2008.

Le budget est arrêté à la somme de *deux cent vingt-quatre millions de francs CFP* (224 000 000 F CFP), se décomposant comme suit :

Section I Fonctionnement

Recettes (en F CFP)	224 000 000
Dépenses (en F CFP)	224 000 000
Résultat (en F CFP)	0

NOR : CHP080032AC

Par arrêté n° 371 CM du 28 mars 2008. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 85-07 CHPF du 13 décembre 2007 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant régularisation des indemnités de sujétion spéciale attribuées à certains personnels du Centre hospitalier de la Polynésie française.

NOR : CHP0800315AC

Par arrêté n° 372 CM du 28 mars 2008. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 75-07 CHPF du 13 décembre 2007 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant approbation du budget modificatif n° 2 du département de la psychiatrie (budget annexe) pour l'exercice 2007.

La décision modificative du budget annexe du département de la psychiatrie pour l'exercice 2007 concerne un transfert entre chapitres à hauteur de 6 050 000 F CFP.

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 611 PR du 6 mars 2008 portant délégation de signature à M. Bruno Peaucellier, chef du service des relations internationales.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR 28 février 2007 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 177 CM du 13 février 2002 modifié portant création et organisation du service des relations internationales ;

Vu l'arrêté n° 353 CM du 20 mars 2003 portant nomination de M. Bruno Peaucellier en qualité de chef du service des relations internationales ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Bruno Peaucellier, chef du service des relations internationales, à l'effet de signer au nom du Président de la Polynésie française, dans la limite de ses attributions :

- 1° Les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1 et 1.2 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 2004 ;
- 2° Les actes suivants relevant de la gestion du personnel placé sous son autorité :
 - congés de toute nature et permissions exceptionnelles, à l'exclusion des congés administratifs ;
 - notation primaire du personnel ;
 - propositions de bonifications ou de réductions pour les avancements d'échelon ;
 - sanctions disciplinaires de premier groupe (avertissements et blâmes) à l'exception des blâmes attribués aux agents de 1re catégorie ;
 - certificats de travail et attestations de salaire ;
- 3° Les actes d'engagement, de liquidation, de certification du service fait et toutes pièces justificatives des dépenses imputées sur les crédits du budget de la Polynésie française qui lui sont attribués ;
- 4° Les ordres de déplacements ainsi que les réquisitions de passages et de bagages y relatifs, pour les agents du service, s'agissant des missions à l'intérieur de la Polynésie française.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Peaucellier, délégation de signature sera donnée à M. Maurice Lau Poui Cheung.

Art. 3.— Le chef du service des relations internationales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 734 PR du 25 mars 2008 portant nomination de Mlle Léone Tetuanui en qualité de chef de cabinet auprès du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 641 PR du 11 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinets et ses textes d'application ;

Vu la demande de mise à disposition de l'intéressée du 13 mars 2008,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Léone Tetuanui est nommée en qualité de chef de cabinet auprès du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel à compter du 17 mars 2008.

Art. 2.— Le ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre du développement des archipels,
Lana TETUANUI.

ARRETE n° 736 PR du 25 mars 2008 portant nomination de M. Bernard Tching Chi Yen en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 641 PR du 11 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinets et ses textes d'application ;

Vu la demande de détachement de l'intéressé en date du 10 mars 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Bernard Tching Chi Yen est nommé en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre du

développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel à compter du 8 mars 2008.

Art. 2.— Le ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre du développement des archipels,
Lana TETUANUI.

ARRETE n° 745 PR du 25 mars 2008 portant nomination de M. Ferdinand Taputuarai en qualité de chef de cabinet auprès du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu la demande de suspension de contrat de l'intéressé du 29 février 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Ferdinand Taputuarai est nommé en qualité de chef de cabinet auprès du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres, à compter du 29 février 2008.

Art. 2.— Le ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre du transport interinsulaire
et de la fonction publique,
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 746 PR du 25 mars 2008 portant nomination de M. Pierre Gonnot en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— M. Pierre Gonnot est nommé en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres, à compter du 29 février 2008.

Art. 2.— Le ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre du transport interinsulaire
et de la fonction publique,
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 747 PR du 25 mars 2008 portant délégation du pouvoir d'ordonnancement à Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire,

comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 462 FT du 23 juin 1978 portant création d'un centre de sous-ordonnement aux Australes ;

Vu l'arrêté n° 1340 CM du 24 novembre 2006 portant nomination de Mme Ingrid Vahinerii Drollet en qualité de tavana hau de la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 1193 MTE du 10 août 2006 portant affectation de Mlle Ghislaine Tepoe Salmon, rédacteur, 3e échelon, à la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 38 MEF du 17 octobre 2007 portant affectation de M. Sylvain Viriamu, agent de recouvrement principal 1re classe, en position de service détaché auprès de la Polynésie française, à la circonscription des îles Australes ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes, reçoit délégation du pouvoir d'ordonnement aux fins de signature de toutes pièces justificatives d'ordonnement pour les recettes et les dépenses du budget général de la Polynésie française et des comptes spéciaux imputables sur les crédits délégués au centre de sous-ordonnement de Mataura, à l'exclusion des ordres de réquisition du comptable.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Ingrid Vahinerii Drollet, les mêmes pouvoirs que ceux définis à l'article 1er sont délégués à son suppléant, Mlle Ghislaine Tepoe Salmon, chef du bureau des finances et de la comptabilité de la circonscription des îles Australes, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Sylvain Viriamu, assistant du chef du bureau des finances et de la comptabilité de la circonscription des îles Australes.

Art. 3.— Pour compter de la date d'effet du présent arrêté, sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 3323 PR du 23 octobre 2007.

Art. 4.— Le tavana hau de la circonscription des îles Australes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 752 PR du 26 mars 2008 portant nomination de Mme Augustine Shan Sei Fan en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre des ressources de la mer.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du

gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 674 PR du 19 mars 2008 relatif aux attributions du ministre des ressources de la mer ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Mme Augustine Shan Sei Fan est nommée en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre des ressources de la mer, à compter du 3 mars 2008.

Art. 2.— Le ministre des ressources de la mer est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des ressources de la mer,
Keitapu MAAMAATUAIAHUTAPU.

ARRETE n° 753 PR du 26 mars 2008 portant nomination de M. Jean-Paul Landé en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu la demande de prolongation de détachement de l'intéressé en date du 4 mars 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Paul Landé est nommé en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, à compter du 29 février 2008.

Art. 2.— Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur et technique,
et de la recherche,*
Jean-Marius RAAPOTO.

ARRETE n° 754 PR du 26 mars 2008 portant nomination de M. Raanui Daunassans en qualité de chef de cabinet auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu la demande de prolongation de détachement de l'intéressé en date du 3 mars 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Raanui Daunassans est nommé en qualité de chef de cabinet auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, à compter du 3 mars 2008.

Art. 2.— Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur et technique,
et de la recherche,*
Jean-Marius RAAPOTO.

ARRETE n° 760 PR du 26 mars 2008 relatif à l'exercice des attributions du ministre du tourisme.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 10 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du tourisme ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Teua Temaru, ministre de l'environnement et du développement durable est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre du tourisme, pendant l'absence de M. Marc Collins du 26 mars au 1er avril 2008 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 763 PR du 27 mars 2008 portant délégation de signature du Président de la Polynésie française à M. Jean-Marie Suhas, chef du service d'assistance et de sécurité.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 67-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-5 AT du 11 février 1988 modifiée portant création du service d'accueil et de surveillance ;

Vu l'arrêté n° 396 CM du 20 mars 1989 modifié portant organisation du service d'accueil et de surveillance ;

Vu l'arrêté n° 337 CM du 18 mars 2008 portant nomination de M. Jean-Marie Suhas en qualité de chef du service d'assistance et de sécurité,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie Suhas, chef du service d'assistance et de sécurité, à l'effet de signer au nom du Président de la Polynésie française, tout acte ou document à caractère interne ou relatif au fonctionnement courant du service d'assistance et de sécurité.

Art. 2.— M. Jean-Marie Suhas est en particulier habilité à signer les pièces ci-après :

- a) Lettres, notes et bordereaux adressés aux chefs de service et directeurs d'établissements publics de la Polynésie française ;
- b) Correspondances adressées aux fournisseurs et usagers du service d'assistance et de sécurité ;
- c) Ordres de déplacement et réquisitions à l'intérieur de la Polynésie française pour les agents placés sous son autorité ;
- d) Actes individuels concernant les congés de toute nature pour les agents placés sous son autorité, à l'exception des congés administratifs et des congés exceptionnels, mutations internes ;
- e) Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- f) Notation primaire des agents placés sous son autorité ;
- g) Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- h) Section de fonctionnement : engagements, dans la limite de 500 000 F CFP par opération, certification de service fait, liquidation et signature de toutes pièces justificatives pour les dépenses imputées sur le budget de fonctionnement du service ;
- i) Section d'investissement : engagements, dans la limite d'un million de francs CFP par opération, certification de service fait, liquidation et signature de toutes pièces justificatives pour les dépenses imputées sur le budget d'investissement du service.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie Suhas, M. Charly Teriirere est habilité à signer l'ensemble des pièces prévues à l'article 2.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Marie Suhas et Charly Teriirere, la délégation prévue aux alinéas d), e), h) et i) de l'article 2 est consentie à Mlle Anne-Lise Ruahe.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.

Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 795 PR du 28 mars 2008 portant nomination de Mlle Titaua Ariimanihinihi Salmon en qualité de chef de cabinet auprès du ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 673 PR du 19 mars 2008 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinets et ses textes d'application,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Titaua Ariimanihinihi Salmon est nommée en qualité de chef de cabinet auprès du ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres, à compter du 3 mars 2008.

Art. 2.— Le ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 mars 2008.

Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'urbanisme,
des ports et aéroports,
et des transports terrestres,*
James Narii SALMON.

ARRETE n° 797 PR du 28 mars 2008 portant nomination de M. Georges Chavez en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 673 PR du 19 mars 2008 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de

recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinets et ses textes d'application,

Arrête :

Article 1er.— M. Georges Chavez est nommé en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres, à compter du 3 mars 2008.

Art. 2.— Le ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 mars 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'urbanisme,
des ports et aéroports,
et des transports terrestres,*
James Narii SALMON.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES
ET DU LOGEMENT**

ARRETE n° 3 MAP du 25 mars 2008 portant délégation de signature du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies, à M. Karl Tefaatau, chef du service de la délégation au développement des technologies de l'information et de la communication.

Le ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 658 PR du 13 mars 2008 modifié relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies ;

Vu l'arrêté n° 1485 CM du 31 octobre 2007 portant création de la délégation au développement des technologies de l'information et de la communication ;

Vu l'arrêté n° 52 CM du 23 janvier 2008 portant nomination de M. Karl Tefaatau en qualité de chef du service de la délégation au développement des technologies de l'information et de la communication ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Karl Tefaatau, chef du service de la délégation au développement des technologies de l'information et de la communication, à l'effet de signer au nom du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies, tout acte ou document à caractère interne ou relatif au fonctionnement courant de la délégation au développement des technologies de l'information et de la communication.

Art. 2.— M. Karl Tefaatau est notamment habilité à signer les documents suivants :

- a) Lettres, notes et bordereaux adressés aux chefs de service et directeurs d'établissements publics de la Polynésie française ;
- b) Correspondances adressées aux fournisseurs et usagers de la délégation au développement des technologies de l'information et de la communication ;
- c) Ordres de déplacement et réquisitions à l'intérieur de la Polynésie française pour les agents placés sous son autorité ;
- d) Actes individuels concernant les congés de toute nature pour les agents placés sous son autorité, à l'exception des congés administratifs et des congés exceptionnels ;
- e) Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- f) Notation primaire des agents placés sous son autorité ;
- g) Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- h) Section de fonctionnement : engagements, conventions dans la limite d'un million de francs CFP par opération, certification de service fait, liquidation et signature de toutes pièces justificatives pour les dépenses imputées sur le budget de fonctionnement du service.

Art. 3.— Le chef du service de la délégation au développement des technologies de l'information et de la communication est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2008.
Antony GEROS.

**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'URBANISME, DES PORTS ET AEROPORTS,
ET DES TRANSPORTS TERRESTRES**

ARRETE n° 5 MET du 25 mars 2008 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme et à certains de ses agents.

Le ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 673 PR du 19 mars 2008 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1988 modifiée portant création du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 6 avril 1988 portant organisation du service de l'urbanisme ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les arrêtés n° 16 CM du 9 janvier 2002, n° 1340 CM du 24 novembre 2006 et n° 1011 CM du 18 juillet 2007 portant nomination des tavana hau des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 12 avril 2007 portant nomination de M. Christian Mariotti en qualité de chef du service de l'urbanisme,

Arrête :

Article 1er.— M. Christian Mariotti, chef du service de l'urbanisme, est habilité à signer pour le ministre et par délégation, dans la limite de ses attributions, les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— En particulier, M. Christian Mariotti est habilité à signer les actes et correspondances suivants :

1° En matière de gestion du personnel :

- 1.1 - Ordres de déplacement n'excédant pas 3 (trois) jours à l'intérieur du pays excepté pour les Tuamotu-Gambier où la limite est fixée à 6 (six) jours, ainsi que les réquisitions de passages et de bagages correspondantes ;
- 1.2 - Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1.3 - Notation définitive et avancement des agents placés sous son autorité ;
- 1.4 - Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- 1.5 - Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux prévues par la réglementation ;
- 1.6 - Congés annuels, congés de maternité et de maladie.

2° En matière de gestion de crédits :

- 2.1 - Engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputables au budget local ;
- 2.2 - Signature des contrats et conventions liés au fonctionnement du service de l'urbanisme.

3° En matière de réglementation relative à l'urbanisme et à la construction et pour les procédures correspondantes :

- 3.1 - Renseignements et explications nécessaires aux administrés ;
- 3.2 - Avis, explications et notifications établis dans le contexte du contentieux de l'urbanisme et du constat des infractions ;
- 3.3 - Avis et renseignements liés à l'élaboration des documents et règlements d'aménagement.

4° En matière d'instruction de dossiers de demande d'autorisation :

- 4.1 - Transmission et communication pour avis des dossiers dont l'instruction lui est confiée, à tous services ou organismes concernés par la demande et dont la consultation est prévue par les textes ;
- 4.2 - Etablissement des avis incombant au service de l'urbanisme dans le cadre des procédures de consultation dont la responsabilité est confiée à d'autres services.

5° En matière de mise à disposition de données numériques :

5.1- Convention de mise à disposition de données numériques.

En cas d'absence ou empêchement de M. Christian Mariotti, la même délégation est donnée à M. Antoine Nesa, chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC). En cas d'absence ou empêchement de ce dernier, la même délégation est donnée à M. Olivier Babin, chef de la section "études et plans".

Art. 3.— M. Antoine Nesa, chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC), est habilité à signer, dans la limite de ses attributions, les actes et documents visés aux 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou empêchement de celui-ci, la même délégation est donnée à Mme Angeline Hapaitahaa-Conroy, adjointe au chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC).

Art. 4.— Sont habilités à signer les transmissions et actes visés au paragraphe 4.1 de l'article 2 ci-dessus, dans la limite de leurs attributions, Mme Angeline Hapaitahaa-Conroy, adjointe au chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC), et Mmes et MM. les contrôleurs et inspecteurs d'urbanisme, Diane Perry, Lovaina Toriki, Teiki Choung Ping, Adrien Law, Denis Chene, Pascal Pellerin, Christian Laine, Andy Wong, Emile Suhas et Ronald Moua.

Art. 5.— M. François-Louis Raoulx, responsable de la cellule "urbanisme opérationnel et construction" (UOC) de Taïarapu, est habilité à signer, dans la limite de ses attributions, les actes visés aux 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus, dans la zone concernant les communes de Taïarapu-Est et Ouest.

En cas d'absence ou empêchement, la même délégation est donnée à M. Antoine Nesa, chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC).

En cas d'absence ou empêchement de celui-ci, la même délégation est donnée à M. Olivier Babin, chef de la section "études et plans".

Art. 6.— Sont habilités à signer les transmissions et actes visés au paragraphe 4.1 de l'article 2 ci-dessus, dans la limite de leurs attributions, Mme et M. les inspecteur et contrôleur d'urbanisme, Vaimuna Robson et Heimana Bessert.

Art. 7.— Mme Laurence François-Casimir, attachée d'administration, est habilitée à signer, dans la limite de ses attributions, les avis, explications et notifications établis dans le contexte du contentieux de l'urbanisme et du constat

des infractions, visés au paragraphe 3.2 de l'article 2 ci-dessus.

Art. 8.— Mlle Stéphanie Bardon, attachée d'administration, est habilitée à signer, dans la limite de ses attributions, les actes et documents visés aux paragraphes 1.2, 1.5 et 1.6 de l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, la même délégation est donnée à Mme Brigitte Ottavy-Rubio, chargée de mission.

Art. 9.— Mlle Stéphanie Bardon, attachée d'administration, est habilitée à signer, dans la limite de ses attributions, les actes et documents visés aux paragraphes 2.1 et 2.2 de l'article 2 ci-dessus.

Art. 10.— M. Didier Lequeux, chef de la section "topographie", est habilité, dans la limite de ses attributions, à signer les conventions de mise à disposition de données numériques signifiées au paragraphe 5.1 de l'article 2 ci-dessus.

Art. 11.— M. Bruno Gérard, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent, est habilité à signer, dans la limite de ses attributions :

- pour son personnel, les actes visés aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 de l'article 2 ci-dessus ;
- les actes visés au paragraphe 2.1 de l'article 2 ci-dessus ;
- les actes visés aux 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la même délégation est donnée à M. Yannick Ebb, tavana hau des îles Sous-le-Vent.

Art. 12.— Mme Débora Kimitete, chef de la subdivision aux îles Marquises, est habilitée à signer, dans la limite de ses attributions :

- pour son personnel, les actes visés aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 de l'article 2 ci-dessus ;
- tous actes visés au paragraphe 2.1 de l'article 2 ci-dessus ;
- les actes visés aux 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, la même délégation est donnée à M. Teva Quesnot, tavana hau de la circonscription des îles Marquises.

Art. 13.— Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes, est habilitée à signer, dans la limite de ses attributions :

- pour son personnel, les actes visés aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 de l'article 2 ci-dessus ;
- tous actes visés au paragraphe 2.1 de l'article 2 ci-dessus ;
- les actes visés aux 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus.

Art. 14.— Les dispositions de l'arrêté n° 23 MET du 9 octobre 2007 sont abrogées.

Art. 15.— Le chef de service est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2008.
James Narii SALMON.

ARRETE n° 6 MET du 25 mars 2008 portant délégation de signature en matière de travaux immobiliers.

Le ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 673 PR du 19 mars 2008 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1988 modifiée portant création du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 6 avril 1988 portant organisation du service de l'urbanisme ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les arrêtés n° 16 CM du 9 janvier 2002, n° 1340 CM du 24 novembre 2006 et n° 1011 CM du 18 juillet 2007 portant nomination des tavana hau des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 12 avril 2007 portant nomination de M. Christian Mariotti en qualité de chef du service de l'urbanisme,

Arrête :

Article 1er.— M. Christian Mariotti, chef du service de l'urbanisme, est habilité à signer, pour le ministre et par délégation, les autorisations, décisions et actes afférents à l'application de la réglementation des travaux immobiliers, à l'exception de ceux relatifs :

- aux immeubles de plus de 20 logements ;
- aux hôtels de plus de 20 chambres ou de 20 bungalows ;
- aux autres constructions présentant une surface de plancher supérieure à 500 mètres carrés ;
- aux lotissements de plus de 20 lots ;
- aux groupes d'habitation comportant plus de 20 logements.

Cette délégation vaut également pour les actes relatifs à la modification et à l'extension de travaux immobiliers, de lotissement ou de groupes d'habitations, dans la mesure où ces modifications et extensions respectent les limites définies précédemment.

Art. 2.— La présente délégation vaut :

- pour la circonscription des îles du Vent, exception faite des autorisations, décisions et actes mentionnés à l'article 1er, alinéa 1 et 2, se situant dans la zone touchant aux communes de Taïarapu-Est et Ouest où cette délégation est donnée à M. François-Louis Raoulx, responsable de la cellule "urbanisme opérationnel et construction" (UOC) de Taïarapu ;
- pour la circonscription des Tuamotu et Gambier.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Christian Mariotti et François-Louis Raoulx, les mêmes délégations sont données à M. Antoine Nesa, chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC), et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. Olivier Babin, chef de la section "études et plans".

Art. 4.— M. Antoine Nesa, chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC), est habilité à signer les notes de renseignements d'aménagement pour :

- la circonscription des îles du Vent, exception faite de la zone touchant aux communes de Tiarapu-Est et Ouest où cette délégation est donnée à M. François-Louis Raoulx, responsable de la cellule "urbanisme opérationnel et construction" (UOC) de Tiarapu ;
- la circonscription des Tuamotu et Gambier.

En cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, la même délégation est donnée à Mme Angeline Hapaitahaa-Conroy, adjointe au chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC).

Art. 5.— M. Bruno Gérard, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent, est habilité à signer :

- les autorisations, décisions et actes afférents à l'application de la réglementation des travaux immobiliers, dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 1er ;
- les notes de renseignements d'aménagement.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Gérard, les mêmes délégations sont données à M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim des îles Sous-le-Vent.

Art. 6.— Mme Débora Kimitete, chef de la subdivision des îles Marquises, est habilitée à signer :

- les autorisations, décisions et actes afférents à l'application de la réglementation des travaux immobiliers, dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 1er ;
- les notes de renseignements d'aménagement.

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, les mêmes délégations sont données à M. Teva Quesnot, tavana hau des îles Marquises.

Art. 7.— Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau des îles Australes, est habilitée à signer :

- les autorisations, décisions et actes afférents à l'application de la réglementation des travaux immobiliers, dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 1er ;
- les notes de renseignements d'aménagement.

Art. 8.— Les dispositions de l'arrêté n° 12 MET du 2 octobre 2007 sont abrogées.

Art. 9.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2008.
James Narii SALMON.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS

ARRETE n° 5 MDA du 26 mars 2008 portant délégation de signature à Mlle Katia Testard, secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française.

Le ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 641 PR du 11 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 298 CM du 27 février 1998 nommant Mlle Katia Testard secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— En application des articles 40 et 41 de la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005, délégation de signature est donnée à Mlle Katia Testard, secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel, à l'effet de signer, au nom du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, les correspondances relatives à la gestion du personnel du secrétariat général du Conseil économique, social et culturel, pour les actes n'entrant pas dans le champ de compétence de la présidente du Conseil économique, social et culturel, et énumérés ci-après :

- courriers relatifs aux nominations, mutations, positions des agents, avancements, promotions, formations, congés autres que les congés annuels et autorisations d'absence, après avis de la présidente du Conseil économique, social et culturel ;
- avertissements et blâmes sur proposition de la présidente du Conseil économique, social et culturel.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Katia Testard, délégation de signature est donnée à Mme Lanie Chin, pour les actes énumérés ci-dessus.

Art. 3.— L'arrêté n° 19 VP du 17 octobre 2007 portant délégation de signature à Mlle Katia Testard, secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel, est abrogé.

Art. 4.— La secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2008.
Lana TETUANUI.

ARRETE n° 6 MDA du 26 mars 2008 portant délégation de signature à M. Bernard Tching Chi Yen, directeur de cabinet du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.

Le ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 641 PR du 11 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président du gouvernement et des membres du gouvernement et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 736 PR du 25 mars 2008 portant nomination de M. Bernard Tching Chi Yen en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 734 PR du 25 mars 2008 portant nomination de Mlle Léone Tetuanui en qualité de chef de cabinet auprès du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Bernard Tching Chi Yen, directeur de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, dans la limite de ses attributions, tous actes et correspondances nécessaires à l'exécution des instructions du ministre, et plus particulièrement :

- 1° Les actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services, établissements publics et organismes sous la tutelle du ministère ;
- 2° Les ordres de déplacement et réquisitions à l'intérieur de la Polynésie française des chefs de services placés sous la tutelle du ministre et les ordres de déplacement d'une durée supérieure à six (6) jours pour les agents de ces mêmes services ;
- 3° Les actes de gestion ci-après, du personnel du ministère du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel :
 - congés de toute nature ;
 - déplacements à l'intérieur de la Polynésie ;
 - certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Art. 2.— Délégation est donnée à M. Bernard Tching Chi Yen à l'effet de signer au nom du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, dans la limite de ses attributions, les engagements, certifications de service fait, liquidations de dépenses imputées sur les budgets alloués au cabinet et, le cas échéant, aux services rattachés au ministère.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, M. Bernard Tching Chi Yen est habilité à certifier le caractère exécutoire des actes réglementaires pris par le ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Tching Chi Yen, directeur de cabinet du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, les délégations ci-dessus définies sont exercées par Mlle Léone Tetuanui, chef de cabinet du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.

Art. 5.— Le directeur de cabinet du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2008.
Lana TETUANUI.

ARRETE n° 7 MDA du 26 mars 2008 portant délégation de signature à M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent.

Le ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 641 PR du 11 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 4 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 16 CM du 9 janvier 2002 portant nomination de M. Yannick Ebb en qualité de tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 718 PR du 18 juillet 2005 portant nomination de M. Judex Taputuarai en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent, reçoit délégation à l'effet de signer, au nom du ministre du développement des archipels, dans la limite de ses attributions :

- 1° Les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- 2° Les actes suivants relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :

- 1 - décisions de congé et permissions exceptionnelles d'absence prévues par la réglementation en vigueur ;
- 2 - actes de notation du personnel ;
- 3 - avancement d'échelon ;
- 4 - certificat de travail et attestation de salaire ;
- 5 - sanctions disciplinaires dans la limite de l'avertissement et du blâme.

Art. 2. — Il reçoit délégation à l'effet de signer, au nom du ministre du développement des archipels, dans la limite de ses attributions :

- 1° Les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local qui lui ont été notifiés ;
- 2° Les actes relatifs aux opérations de virements de crédits de rubrique à rubrique à l'intérieur d'un même sous-chapitre, pour les crédits propres à la circonscription des îles Sous-le-Vent ;
- 3° Les attestations certifiant du caractère exécutoire des actes qu'il prend en vertu des points 1 et 2 ci-dessus.

Art. 3. — Il reçoit délégation à l'effet de signer, au nom du ministre du développement des archipels, dans la limite de ses attributions, les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours ainsi que les réquisitions de passages et de bagages y relatifs, pour les personnels placés sous son autorité directe.

Art. 4. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent, les délégations visées aux articles 1er (alinéas 1 et 2-1), 2 (alinéa 1) et 3 du présent arrêté sont dévolues à M. Judex Taputuarai, secrétaire général de la circonscription des îles Sous-le-Vent.

Art. 5. — Les dispositions de l'arrêté n° 8 VP du 2 octobre 2007 sont abrogées.

Art. 6. — Le tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2008.
Lana TETUANUI.

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE**

ARRETE n° 1 MAE du 25 mars 2008 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et de l'élevage au chef du service du développement rural et à certains de ses agents.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 642 PR du 11 mars 2008 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de l'élevage ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1387 CM du 17 octobre 2007 portant nomination de M. Léopold Stein, chef du service du développement rural ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

TITRE Ier

Délégation de signature du chef de service

Article 1er.— M. Léopold Stein, chef du service du développement rural, est habilité à signer au nom du ministre de l'agriculture et de l'élevage conformément à ses directives et aux règles administratives en vigueur, dans les matières relevant de la compétence du service du développement rural, les actes de gestion suivants :

A - Gestion du personnel placé sous son autorité

- 1° Affectations des agents au sein d'un même centre de travail, sous réserve des dispositions de l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 susvisé ;
- 2° Ordres de déplacement pour des missions n'excédant pas six (6) jours et prise en charge des frais de transport (passages et bagages) correspondants à l'intérieur de la Polynésie française ;
- 3° Délivrance des certificats administratifs ;
- 4° Congés annuels et autorisations d'absence, congés de maternité, de maladie et accidents de travail ;
- 5° Notation et proposition de bonification ou de réduction pour les avancements à l'ancienneté ;
- 6° Sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus ;
- 7° Conventions de stages de formation et/ou de stages d'accueil avec les organismes de formation et d'enseignement.

B - Gestion des crédits

- 1° Engagement et liquidation des crédits délégués au service, y compris dans le cadre des contrats et conventions afférents aux attributions du service, sauf crédits engagés par arrêté et signature de ces contrats et conventions ;
- 2° Etats des primes, frais et indemnités diverses tels que prévus par la réglementation ;
- 3° Rendu exécutoire des actes pour lesquels le chef du service du développement rural reçoit délégation de signature.

C - En matière réglementaire

Délivrance des autorisations, agréments, certifications, avis, autorisations d'importation, décisions de retrait de la consommation et de destruction et toutes mesures ainsi que de tous documents prévus par la réglementation phytosanitaire, zoosanitaire et forestière en vigueur.

Art. 2.— M. Léopold Stein est habilité à signer au nom du ministre, dans les matières relevant de la compétence du service du développement rural, les actes et correspondances suivants :

A - Les correspondances définies dans la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée, notamment :

- 1° Les correspondances échangées entre le SDR et les services et établissements publics relevant du ministère en charge de l'agriculture ;
- 2° Les correspondances échangées entre le SDR et les services et établissements publics relevant d'autres ministères ;
- 3° Les correspondances adressées, en Polynésie française, aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ;
- 4° Les correspondances adressées aux usagers du service pour l'instruction des dossiers les concernant ;
- 5° Les correspondances adressées aux organismes privés, tels que associations, syndicats, etc.

B - Les correspondances à caractère technique adressées aux services homologues extérieurs à la Polynésie française.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Léopold Stein, les délégations mentionnées aux articles 1er et 2 ci-dessus sont exercées par M. Pierre Souvignet, adjoint au chef de service.

TITRE II

Délégation de signature aux chefs des départements et à certains agents des départements

Art. 4.— Des délégations de signature sont accordées aux chefs des départements ainsi qu'aux agents ci-dessous désignés, dans la limite de leurs attributions.

1° Département du personnel et des finances - PEF

Mlle Rebecca Garbutt, responsable du bureau des ressources humaines (BRH), pour la délégation mentionnée à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Rebecca Garbutt, la délégation qui lui est attribuée est exercée par M. Marc Fareata, responsable du bureau du suivi des opérations financières (BSOF).

M. Marc Fareata, responsable du bureau du suivi des opérations financières (BSOF) pour la délégation mentionnée à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Fareata, la délégation qui lui est attribuée est exercée par Mlle Rebecca Garbutt, responsable du bureau des ressources humaines (BRH).

2° Département de la logistique - LOG

Mme Mareva Taaroa, chef du département, pour la délégation mentionnée à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Mareva Taaroa, la délégation qui lui est attribuée est exercée par Mme Louise Maitere, adjointe au chef de département.

3° Département de l'information et de la documentation - DID

Mme Léontine Bordes, chef du département, pour la délégation mentionnée à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité.

4° Département des études économiques et de la législation - EEL

M. Noa Tetuanui, chef du département, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité ; 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits qui lui sont délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Noa Tetuanui, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par M. Lauric Laille.

5° Département de l'aménagement et de l'équipement rural - AER

M. Engel Raygadas-Zavala, chef du département, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité ; 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits qui lui sont délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP en matière d'investissement, y compris les travaux en régie.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Engel Raygadas-Zavala, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par M. Sébastien Leuliette, et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Raygadas-Zavala et de Leuliette, par Mlle Emilie Nowack.

6° Département des industries agroalimentaires - IAA

M. Francis Vognin, chef du département, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité ; 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits qui lui sont délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP en matière d'investissement, y compris les travaux en régie.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis Vognin, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par Mme Corinne Laugrost, adjointe au chef de département.

7° Département du développement de l'agriculture - DAG

M. Jérôme Lecerf, chef du département, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité ; 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits qui lui sont délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP en matière d'investissement, y compris les travaux en régie.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Lecerf, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par Mlle Taraina Pinson, adjointe au chef de département.

8° Département de la recherche agronomique appliquée - DRA

M. Maurice Wong, chef du département, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité ; 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits qui lui sont délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP en matière d'investissement, y compris les travaux en régie.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Maurice Wong, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par M. Wilhem Leboucher, adjoint au chef de département.

9° Département du développement de l'élevage - DEL

M. Philippe Raust, docteur vétérinaire, chef du département, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité, 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits qui lui sont délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP en matière d'investissement, y compris les travaux en régie.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Raust, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par M. Etienne Zipper, adjoint au chef de département.

En cas d'absence ou d'empêchement, cette habilitation est exercée par M. Etienne Zipper, docteur vétérinaire.

10° Département de la forêt et de la gestion de l'espace rural - FOGER

M. Maxime Taerea, chef du département, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité ; 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits qui lui sont délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP en matière d'investissement, y compris les travaux en régie, et 1er - C pour les matières relevant des attributions du département.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Maxime Taerea, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par M. Stéphane Defranoux, adjoint au chef de département.

11° Département de la protection des végétaux - DPV

M. Djeen Cheou, chef du département, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité, 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits qui lui sont délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP en matière d'investissement, y compris les travaux en régie, et 1er - C pour les matières relevant des attributions du département. Il reçoit également les délégations mentionnées à l'article 2 - B.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Djeen Cheou, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par Mme Viviane Teihotu, adjointe au chef de département et, en cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Djeen Cheou et Mme Viviane Teihotu, par Mme Christine Wong.

Par ailleurs, les contrôleurs phytosanitaires dûment commissionnés et assermentés pour constater les infractions à la réglementation phytosanitaire reçoivent délégation pour signer les actes suivants :

- a) Certificats phytosanitaires pour l'exportation ;
- b) Certificats phytosanitaires des produits importés ;
- c) Certificats phytosanitaires des produits à destination des îles de la Polynésie française ;
- d) Procès-verbaux de destruction ou de refoulement ;

- e) Bons de sortie des pesticides à usage agricole des hangars douaniers ;
- f) Autorisations d'importation des pesticides à usage agricole ;
- g) Autorisations d'achat des pesticides à usage agricole classés en catégorie I ;
- h) Arraisonnement des navires ;
- i) Certificats de qualité du coprah ;
- j) Certificats de désinsectisation des aéronefs.

Les agents commissionnés et assermentés des secteurs agricoles, chargés de l'application de la réglementation phytosanitaire, sont habilités à signer dans la limite de leur circonscription administrative, les actes *c*, *d* et *h* (seulement les voiliers et les navires de moins de 100 T) ci-dessus énumérés.

12° Département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire - QAAV

Mme Valérie Roy, docteur vétérinaire, chef du département, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité ; 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits qui lui sont délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP en matière d'investissement, y compris les travaux en régie ; 1er - C pour les matières relevant des attributions du département. Elle reçoit également les délégations mentionnées à l'article 2 - B.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie Roy, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par Mme Valérie Antras, docteur vétérinaire, adjointe au chef du département et, en cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mmes Valérie Roy et Valérie Antras, par M. Vetea Plichart, docteur vétérinaire.

Par ailleurs, les techniciens vétérinaires dûment commissionnés et assermentés pour constater les infractions à la réglementation zoosanitaire reçoivent délégation pour signer les actes suivants :

- a) Laisser-passes ;
- b) Autorisations de sortie de zone sous douane ;
- c) Certificats de mise en consigne ;
- d) Procès-verbaux de destruction ou de refoulement ;
- e) Autorisations d'embarquement des animaux ;
- f) Certificats sanitaires.

TITRE III

Délégation de signature aux chefs des secteurs agricoles

Art. 5. — Des délégations de signature sont accordées aux chefs des secteurs agricoles ainsi qu'aux agents ci-dessous désignés, dans la limite de leurs attributions :

1° 1er secteur agricole - 1° SA

M. Yves Salmon, chef de secteur, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A2 pour les déplacements n'excédant pas six (6) jours des agents placés sous son autorité ; 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité ; 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits qui lui sont délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP du budget d'investissement, y compris les travaux en régie.

Il reçoit également les délégations mentionnées à l'article 2 - A1, 2 - A4 et 2 - A5. Une copie de ces correspondances est adressée au chef de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Salmon, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par M. Luciano Niuaïti, adjoint au chef de secteur.

Par ailleurs, M. Jean-Loïc Haapii, chef du sous-secteur de Moorea, reçoit délégation de signature dans les matières relevant de l'article 1er - C dans la limite du sous-secteur.

M. Gré Tahiaata, directeur du domaine agricole de Opunohu, reçoit délégation de signature pour l'article 1er - B1 et 1er-B2 dans la limite des crédits qui lui sont délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP du budget d'investissement, y compris les travaux en régie.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gré Tahiaata, ces délégations sont exercées par M. Louis Sandford, adjoint au directeur.

2° 2e secteur agricole - 2° SA

M. Serge Amiot, chef de secteur, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A2 pour les déplacements n'excédant pas six (6) jours des agents placés sous son autorité ; 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité ; 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP du budget d'investissement, y compris les travaux en régie.

Il reçoit également les délégations mentionnées à l'article 2 - A1, 2 - A4 et 2 - A5. Une copie de ces correspondances est adressée au chef de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge Amiot, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par M. Joël Buillard.

3° 3e secteur agricole - 3° SA

M. Pierre Atai, chef de secteur, pour les délégations mentionnées à l'article 1er-A2 pour les déplacements n'excédant pas six (6) jours des agents placés sous son autorité, 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité ; 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP du budget d'investissement, y compris les travaux en régie.

Il reçoit également les délégations mentionnées à l'article 2 - A1, 2 - A4 et 2 - A5. Une copie de ces correspondances est adressée au chef de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre Atai, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par M. Charly Audouin, adjoint au chef de secteur et, en cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Atai et Audouin, par Mme Justine Yieng-Kow.

4° 4e secteur agricole - 4° SA

Mme Karima Fauchon, chef de secteur, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A2 pour les déplacements n'excédant pas six (6) jours des agents placés sous son autorité ; 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité, 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP du budget d'investissement, y compris les travaux en régie.

Il reçoit également les délégations mentionnées à l'article 2 - A1, 2 - A4 et 2 - A5. Une copie de ces correspondances est adressée au chef de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Karima Fauchon, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par M. Eugène Tahitoterai, adjoint au chef de secteur.

5° 5e secteur agricole - 5° SA

M. Christian Butin, chef de secteur, pour les délégations mentionnées à l'article 1er - A2 pour les déplacements n'excédant pas six (6) jours des agents placés sous son autorité ; 1er - A4 pour les congés annuels des agents placés sous son autorité ; 1er - B1 et 1er - B2 dans la limite des crédits délégués à la section de fonctionnement du budget de la Polynésie française et dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP du budget d'investissement, y compris les travaux en régie.

Il reçoit également les délégations mentionnées à l'article 2 - A1, 2 - A4 et 2 - A5. Une copie de ces correspondances est adressée au chef de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Butin, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par M. Harold Hagel.

Art. 6.— L'arrêté n° 70 MAE du 9 novembre 2007 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts au chef du service du développement rural et à certains de ses agents est abrogé.

Art. 7.— Le chef du service du développement rural est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2008.
Frédéric RIVETA.

MINISTÈRE DES RESSOURCES DE LA MER

ARRETE n° 3 MER du 26 mars 2008 portant délégation de signature à Mme Augustine Shan Sei Fan, directrice de cabinet auprès du ministre des ressources de la mer.

Le ministre des ressources de la mer,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 674 PR du 19 mars 2008 relatif aux attributions du ministre des ressources de la mer ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet et ses textes d'application ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 752 PR du 26 mars 2008 portant nomination de Mme Augustine Shan Sei Fan en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre des ressources de la mer,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Augustine Shan Sei Fan, directrice de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre des ressources de la mer, dans la limite de ses attributions :

- 1.1 - Les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- 1.2 - Les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire pour les chefs de service placés sous l'autorité du ministre, et les ordres de déplacement d'une durée supérieure à six jours pour les agents de ces mêmes services ;
- 1.3 - Mme Augustine Shan Sei Fan reçoit délégation de signature pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre des ressources de la mer, en application des dispositions de l'arrêté n° 674 PR du 19 mars 2008 relatif aux attributions du ministre des ressources de la mer ;
- 1.4 - Les congés des chefs de service ;
- 1.5 - Les actes de gestion ci-après du personnel de cabinet du ministère des ressources de la mer :
 - congés de toute nature ;
 - déplacements à l'intérieur de la Polynésie française ;
 - certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Art. 2.— Délégation est également donnée à Mme Augustine Shan Sei Fan, directrice de cabinet, pour signer les certifications de service fait, procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du cabinet du ministre des ressources de la mer.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Augustine Shan Sei Fan, les délégations visées aux articles 1er et 2 sont attribuées à M. Emmanuel Nauta, conseiller technique auprès du ministre des ressources de la mer.

Art. 4.— La directrice de cabinet du ministre des ressources de la mer est chargée de l'application du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2008.
Keitapu MAAMAATUAIAHUTAPU.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

ARRETE n° 2 MJS du 25 mars 2008 portant délégation de signature du ministre de la jeunesse et des sports à Mlle Reiri Cauvin, directrice de cabinet.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 640 PR du 11 mars 2008 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 696 PR du 19 mars 2008 portant nomination de Mlle Reiri Cauvin en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 697 PR du 19 mars 2008 portant nomination de Mlle Joany Hapaitahaa en qualité de chef de cabinet auprès du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mlle Reiri Cauvin, directrice de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de la jeunesse et des sports dans la limite de ses attributions, tout acte ou document nécessaire à l'exécution des instructions du ministre, et plus particulièrement :

- tous actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité du ministre adressés aux services administratifs, aux établissements publics, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés ;
- les réquisitions et ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française, des chefs de services placés sous l'autorité du ministre, et les ordres de déplacement d'une durée supérieure à six (6) jours pour les agents de ces mêmes services.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à Mlle Reiri Cauvin, directrice de cabinet, pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de la jeunesse et des sports.

Art. 3.— Délégation de signature est également donnée à Mlle Reiri Cauvin, directrice de cabinet, à l'effet de procéder aux actes de gestion ci-après du personnel du cabinet du ministère de la jeunesse et des sports :

- congés de toute nature à passer en Polynésie française ;
- ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française ;

- réquisition de passages et bagages à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Art. 4.— Délégation de signature est également donnée à Mlle Reiri Cauvin, directrice de cabinet, à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses sur les crédits budgétaires affectés au ministère de la jeunesse et des sports.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Reiri Cauvin, directrice de cabinet, la délégation prévue aux articles 1er, 2, 3 et 4 du présent arrêté est dévolue dans les mêmes conditions à Mlle Joany Hapaitahaa, chef de cabinet.

Art. 6.— La directrice de cabinet du ministre de la jeunesse et des sports et le chef de cabinet du ministre de la jeunesse et des sports sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2008.
Tauhiti NENA.

Par arrêté n° 3 MJS du 26 mars 2008.— Le brevet de surveillant aquatique en Polynésie française est attribué à :

- N° 9-2008 BSA/PF, Jérôme Aa, né le 2 novembre 1998 à Papeete ;
- N° 10-2008 BSA/PF, Harrys Ariitai, né le 31 mai 1987 à Fare ;
- N° 11-2008 BSA/PF, Lewin Blanc, né le 15 mars 1972 à Raivavae ;
- N° 12-2008 BSA/PF, Teva Desperiers, né le 28 février 1978 à Loudun (86) ;
- N° 13-2008 BSA/PF, Heimata Dhieux, né le 23 juin 1972 à Nanterre (92) ;
- N° 14-2008 BSA/PF, Jean-Claude Fava Mahai, né le 20 février 1955 à Papeete ;
- N° 15-2008 BSA/PF, Valentin Hanere, né le 11 juin 1970 à Afareaitu ;
- N° 16-2008 BSA/PF, Caroline Hau, né le 19 novembre 1966 à Lyon (69) ;
- N° 17-2008 BSA/PF, Jean Raioaoa, né le 6 juin 1988 à Papeete ;
- N° 18-2008 BSA/PF, Jean-Claude Raioaoa, né le 26 mai 1987 à Papeete ;
- N° 19-2008 BSA/PF, Daniel Richardson, né le 23 avril 1981 à Mournex (64) ;
- N° 20-2008 BSA/PF, Marc Richardson, né le 7 octobre 1986 à Montpellier (34) ;
- N° 21-2008 BSA/PF, Arnaud Simonnet, né le 12 octobre 1970 à Poissy (78) ;
- N° 22-2008 BSA/PF, Nehemia Tainanuarii, né le 12 mai 1976 à Papeete ;
- N° 23-2008 BSA/PF, Teriitua Tainanuarii, né le 3 février 1983 à Papeete ;
- N° 24-2008 BSA/PF, Alexis Tapi, né le 27 avril 1985 à Papeete ;
- N° 25-2008 BSA/PF, Robert Taurua, né le 25 novembre 1982 à Papeete ;
- N° 26-2008 BSA/PF, Stello Teikitekahiohio, né le 27 décembre 1971 à Nuku Hiva ;
- N° 27-2008 BSA/PF, Robert Thuillier, né le 17 août 1975 à Papeete ;
- N° 28-2008 BSA/PF, Landry Teniarahi, né le 15 avril 1978 à Uturoa ;
- N° 29-2008 BSA/PF, Aurélie Tuhoe, née le 31 mars 1989 à Papeete ;
- N° 30-2008 BSA/PF, Emmanuel Vivi, né le 18 mars 1986 à Papeete.

Par arrêté n° 4 MJS du 26 mars 2008.— Le brevet de surveillant aquatique en Polynésie française est attribué à :

- N° 1-2008 BSA/PF, Heiarii Matuanui, né le 13 novembre 1976 à Papeete ;
- N° 2-2008 BSA/PF, Mesmin Moevai, né le 2 décembre 1965 à Papeete ;
- N° 3-2008 BSA/PF, Teina Teipoarii, née le 19 octobre 1974 à Raivavae ;
- N° 4-2008 BSA/PF, Titaua Teipoarii, née le 1er juin 1983 à Papeete ;
- N° 5-2008 BSA/PF, Elvis Tetaronia, né le 16 mars 1978 à Raivavae ;
- N° 6-2008 BSA/PF, Amota Viriamu, né le 10 octobre 1968 à Papeete ;
- N° 7-2008 BSA/PF, Jammes Viriamu, né le 7 mai 1974 à Tubuai ;
- N° 8-2008 BSA/PF, Henri Teipoarii, né le 15 juillet 1966 à Raivavae.

Par arrêté n° 5 MJS du 26 mars 2008.— La composition du jury de la session d'examen du brevet de surveillant aquatique de Polynésie française organisée les 5 et 6 avril 2008 à Ahe aux Tuamotu est fixée comme suit :

Présidente du jury : Mme Josiane Vongy, représentant le chef du service de la jeunesse et des sports, titulaire du monitorat national des premiers secours (MNPS) ;

Membre : Mme Maud Walker, titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1er degré, option natation (BEESAN/MNS).

Par arrêté n° 6 MJS du 26 mars 2008.— La composition du jury de la session d'examen du brevet de surveillant aquatique de Polynésie française organisée du 14 au 16 avril 2008 à Tubuai aux îles Australes est fixée comme suit :

Président du jury : M. Didier Reiatua, représentant le chef du service de la jeunesse et des sports, titulaire des diplômes de monitorat national des premiers secours (MNPS) et du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) ;

Membre : M. Charles Berger, titulaire des diplômes de monitorat national des premiers secours (MNPS) et maître-nageur sauveteur (MNS).

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE L'ARTISANAT

ARRETE n° 4 MCA du 26 mars 2008 portant délégation de signature à M. William Ellacott, chef du service de l'artisanat traditionnel.

Le ministre de la culture et de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 635 PR du 10 mars 2008 relatif aux attributions du ministre de la culture et de l'artisanat ;

Vu la délibération n° 84-1014 AT du 11 octobre 1984 portant création du service de l'artisanat traditionnel ;

Vu l'arrêté n° 262 CM du 7 décembre 1984 relatif à l'organisation et au fonctionnement du service de l'artisanat traditionnel ;

Vu l'arrêté n° 662 CM du 5 juillet 2006 portant nomination de M. William Ellacott en qualité de chef du service de l'artisanat traditionnel ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. William Ellacott, chef du service de l'artisanat traditionnel, à l'effet de signer, au nom du ministre de la culture et de l'artisanat, dans la limite de ses attributions, les actes énumérés ci-après :

- A) Les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée ;
- B) Les actes relevant de la gestion courante du personnel placé sous son autorité :

- a) Les congés de toute nature, à l'exclusion des congés administratifs ;
- b) Les réquisitions de passages et de bagages et les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas 6 jours ;
- c) Les permissions exceptionnelles ;
- d) Les certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- e) Les notations primaires et propositions de bonifications pour les avancements à l'ancienneté ;
- f) Les sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus, à l'exception des blâmes pour les agents de première catégorie de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration territoriale et les agents de cadre A de la fonction publique ;
- g) Les certificats administratifs nécessaires pour la liquidation des salaires et traitements ;
- h) Les mesures d'organisation interne.

Art. 2.— M. William Ellacott, chef du service de l'artisanat traditionnel, est autorisé à :

- procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget du territoire qui ont été notifiés pour les sections de fonctionnement et d'investissement et dans la limite de 500 000 F CFP par dépense en matière d'investissement ;
- procéder aux virements de crédits d'article au sein d'un même sous-chapitre ;
- établir les procès-verbaux de réforme de matériels ;
- certificat de service fait ;
- engager et liquider les indemnités kilométriques ;
- engager et certifier le service fait et liquider les dépenses imputées à la section locale du FIDES et gérées par le service de l'artisanat traditionnel.

Art. 3.— M. William Ellacott reçoit délégation pour certifier le caractère exécutoire des actes et décisions pris dans les matières énumérées au présent arrêté.

Art. 4.— Le ministre de l'artisanat et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2008.
René KOHUMOETINI.

MINISTÈRE DU TRANSPORT INTERINSULAIRE ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARRETE n° 12 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 2 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature au profit de Mlle Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes.

Le ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 722 PR du 20 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 portant nomination de Mlle Catherine Rocheteau en qualité de chef du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1434 CM du 8 décembre 2006 modifié portant autorisation de la prise en charge des frais de transport dans le cadre des commissions de visite de sécurité des navires ;

Vu l'arrêté n° 2 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à Mlle Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 1er et 2 de l'arrêté n° 2 MTF du 20 mars 2008 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

I - L'article 1er est ainsi rédigé :

"Article 1er. — Mlle Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes, reçoit délégation pour signer au nom du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée. Une copie des correspondances devra être adressée au ministre."

II - Le premier alinéa de l'article 2 est ainsi rédigé :

"En particulier, Mlle Catherine Rocheteau est habilitée à signer au nom du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique les actes suivants :".

Art. 2. — La directrice des affaires maritimes polynésiennes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.

Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 13 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 8 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à Mme Christine Martinez, chef du service des affaires administratives.

Le ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 722 PR du 20 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres ;

Vu la délibération n° 85-1014 AT du 7 février 1985 portant création du service des affaires administratives ;

Vu l'arrêté n° 209 CM du 29 janvier 2004 portant organisation du service des affaires administratives ;

Vu l'arrêté n° 7 CM du 10 janvier 2007 portant nomination de Mme Christine Martinez en qualité de chef du service des affaires administratives ;

Vu l'arrêté n° 8 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à Mme Christine Martinez, chef du service des affaires administratives ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 4 et 5 de l'arrêté n° 8 MTF du 20 mars 2008 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

I - L'article 4 est ainsi rédigé :

"Art. 4. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine Martinez, la délégation prévue à l'article 1er, à l'article 2 à l'exception des points 2 et 3, et à l'article 3, est dévolue dans les mêmes conditions, à M. Raphaël Demarquet, attaché d'administration, chef du bureau "activités et professions réglementées (APR)."

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raphaël Demarquet, la même délégation est dévolue à Mme Danièle Joussin, rédacteur administratif, chef de la cellule "îles du Vent (IDV)."

II - L'article 5 est ainsi rédigé :

"Art. 5. — Les dispositions de l'arrêté n° 5 MEF du 25 septembre 2007 modifié portant délégation de signature à Mme Christine Martinez, chef du service des affaires administratives, sont abrogées."

Art. 2. — Le chef du service des affaires administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.

Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 14 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 3 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à Mme Ingrid Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes.

Le ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 722 PR du 20 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres ;

Vu la délibération n° 2001-72 du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 629 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 6 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 1340 CM du 24 novembre 2006 portant nomination de Mme Ingrid Vahinerii Drollet en qualité de tavana hau de la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 2043 PR du 14 août 2006 portant nomination de M. Alain Tehina Ernest Tchong Fouk Aon en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 3 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à Mme Ingrid Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — L'article 3 de l'arrêté n° 3 MTF du 20 mars 2008 susvisé est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

"Art. 3. — Les dispositions de l'arrêté n° 9 MEF du 25 septembre 2007 portant délégation de signature à Mme Ingrid Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes, sont abrogées."

Art. 2. — Le tavana hau de la circonscription des îles Australes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 15 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 6 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à M. Teva Quesnot, tavana hau de la circonscription des îles Marquises.

Le ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 722 PR du 20 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres ;

Vu la délibération n° 2001-72 du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 628 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 5 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 1011 CM du 18 juillet portant nomination de M. Teva Quesnot en qualité de tavana hau de la circonscription des îles Marquises, pour compter du 1er août 2007 ;

Vu l'arrêté n° 2375 PR du 14 août 2007 portant nomination de M. Joseph Ah Scha en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 6 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à M. Teva Quesnot, tavana hau de la circonscription des îles Marquises ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 3 et 4 de l'arrêté n° 6 MTF du 20 mars 2008 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

I - L'article 3 est ainsi rédigé :

"Art. 3. — Est habilitée à signer les transmissions, actes courants, correspondances et décisions (autorisation, refus ou retrait) relatifs aux seules licences de 9e classe,

Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau, rédactrice administrative, assistante de direction.”

II - L'article 4 est ainsi rédigé :

“Art. 4.— Les dispositions de l'arrêté n° 7 MEF du 25 septembre 2007 portant délégation de signature à M. Teva Quesnot, tavana hau de la circonscription des îles Marquises, sont abrogées.”

Art. 2.— Le tavana hau de la circonscription des îles Marquises est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 16 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 7 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent.

Le ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 722 PR du 20 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres ;

Vu la délibération n° 2001-72 du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 626 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 4 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 16 CM du 9 janvier 2002 portant nomination de M. Yannick Ebb en qualité de tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 718 PR du 18 juillet 2005 portant nomination de M. Judex Taputuarai en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 7 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 7 MTF du 20 mars 2008 susvisé est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 3.— Les dispositions de l'arrêté n° 6 MEF du 25 septembre 2007 portant délégation de signature à M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent, sont abrogées.”

Art. 2.— Le tavana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 17 MTF du 27 mars 2008 modifiant l'arrêté n° 5 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à M. François Laudon, tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier.

Le ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 722 PR du 20 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres ;

Vu la délibération n° 2001-72 du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 483 CM du 26 mai 2006 portant nomination de M. François Laudon en qualité de tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 401 PR du 26 mai 2005 portant nomination de Mlle Maheata Williams, attachée d'administration, en qualité de secrétaire générale de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 5 MTF du 20 mars 2008 portant délégation de signature à M. François Laudon, tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 5 MTF du 20 mars 2008 susvisé est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

"Art. 3.— Les dispositions de l'arrêté n° 8 MEF du 25 septembre 2007 portant délégation de signature à M. François Laudon, tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier, sont abrogées."

Art. 2.— Le tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2008.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 19 MTF du 28 mars 2008 portant délégation de signature aux agents du service d'Etat de l'aviation civile.

Le ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 722 PR du 20 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres ;

Vu l'arrêté n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté n° 1123 AC.DIR du 13 août 2003 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu la convention n° 61-89 du 3 avril 1989 relative à la mise à disposition de la Polynésie française du service d'Etat de l'aviation civile, et son avenant n° 27-94 du 15 juillet 1994 ;

Vu l'arrêté n° 3389 PEL du 16 juillet 1979 nommant M. Guy Yeung directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Guy Yeung, directeur du service d'Etat de l'aviation civile, reçoit délégation de signature pour signer

au nom du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres, dans la limite de ses attributions, tous les actes et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1, de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2.— En particulier, M. Guy Yeung est habilité à signer les actes et correspondances suivants :

1° En matière de gestion du personnel territorial :

- 1-1 Ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas six jours, pour les agents placés sous son autorité ;
- 1-2 Réquisitions de passages et de bagages relatives aux ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française ;
- 1-3 Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1-4 Congés de toute nature ;
- 1-5 Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective du travail des agents non fonctionnaires de l'administration ;
- 1-6 Notation intermédiaire des agents territoriaux placés sous son autorité ;
- 1-7 Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes.

2° En matière de gestion de crédits :

- 2-1 Bons et lettres de commande, certification du service fait et liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local, dans le domaine de la navigation aérienne ;
- 2-2 Tous marchés, dont le montant n'excède pas le seuil fixé par l'arrêté prévu aux articles 2 et 47 du code des marchés publics ;
- 2-3 Signature des contrats et conventions liés à la gestion courante du service.

3° En matière d'exécution des travaux dans le domaine de la navigation aérienne :

- 3-1 Transmission des dossiers à la commission consultative des marchés, rapport de présentation des marchés, notification des résultats des appels d'offres aux entrepreneurs, notification des marchés et de leurs avenants, ordres de service, ainsi que tous documents relevant des missions de conduite d'opération, telles que définies dans la convention n° 61-89 du 3 avril 1989 susvisée ;
- 3-2 Documents relatifs à la réception des travaux.

4° En matière de gestion des installations de navigation aérienne :

- 4-1 Gestion des services de contrôle, AFIS et SSIS des aéroports de la Polynésie française ;
- 4-2 Décisions relatives à l'entretien des installations ;
- 4-3 Décisions relatives aux limitations de nuisance.

5° En matière de réglementation :

- 5-1 Décisions relatives au contrôle de l'application de la réglementation.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy Yeung, les délégations mentionnées aux articles précédents

seront exercées par M. Jean-Pierre Faubladié, chef du service de la navigation aérienne.

Art. 4.— En matière de gestion du personnel, les ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française, les réquisitions de passages et de bagages correspondants, les certificats de travail et attestations de salaires, ainsi que les congés annuels pourront être signés, en outre, dans les limites de ses attributions, par M. Philippe Tumahai, chef de la division aérodromes des îles.

Art. 5.— Les contrats et conventions liés à la gestion courante du service ainsi que les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local, visées au 2.1 de l'article ci-dessus, seront exercés en outre dans la limite de leurs attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés, par :

- M. Jean-Pierre Faubladié, chef du service de la navigation aérienne ;
- M. Philippe Tumahai, chef de la division des aérodromes des îles.

Art. 6.— En matière de marchés publics, la transmission des dossiers à la commission consultative des marchés, la notification des résultats des appels d'offres aux entrepreneurs, la notification des marchés et leurs avenants, les ordres de service pourront en outre être signés par M. Jean-Pierre Faubladié, chef du service de la navigation aérienne.

Art. 7.— L'arrêté n° 3 MTI du 28 septembre 2007 est abrogé.

Art. 8.— Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 mars 2008.
Pierre FREBAULT.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETE n° A 23-2008 APF/SG du 17 mars 2008 mettant fin aux fonctions de Mlle Henriette Faremiro en qualité de chef du service des ressources humaines de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004

modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-219 AT du 14 décembre 1995 relative aux différentes positions des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 27 MTE du 31 mars 2005 portant détachement de Mlle Henriette Faremiro auprès de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A 33-2005 APF/SG/tb du 14 mars 2005 portant nomination de Mlle Henriette Faremiro aux fonctions de chef du service des ressources humaines de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport sur les faits reprochés à l'intéressée établi par le secrétaire général de l'assemblée, enregistré sous le numéro n° 245-2008 APF/SG le 1er février 2008 ;

Vu la lettre du 25 février 2008 convoquant Mlle Henriette Faremiro à un entretien préalable avant décharge des fonctions ;

Vu la consultation par l'intéressée de son dossier personnel le 27 février 2008 ;

Vu la lettre n° 805-2008 APF/SG du 17 mars 2008 notifiant à l'intéressée la décharge de ses fonctions de chef du service des ressources humaines pour faute grave,

Arrête :

Article 1er.— Il est mis fin aux fonctions de Mlle Henriette Faremiro en qualité de chef du service des ressources humaines de l'assemblée de la Polynésie française à compter du 26 mars 2008 au soir.

Art. 2.— L'arrêté n° A 33-2005 APF/SG/tb du 14 mars 2005 susvisé est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE UTUROA

ARRETE MUNICIPAL n° 10-2008 du 27 février 2008 portant interdiction de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique et les lieux publics ou accessibles au public dans la commune de Uturoa.

Le maire de la commune de Uturoa,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 119 DRCL du 3 mars 2004 ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu les lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguées par décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer ;

Vu le décret n° 45-1349 du 18 juin 1945 instituant la commune de Uturoa, chef-lieu des îles Sous-le-Vent ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le code des communes de Polynésie française et notamment ses articles L. 131-1 et L. 131-2 relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

Vu la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 réglementant le commerce des boissons en Polynésie française, et ses modifications ;

Considérant les nuisances et troubles à l'ordre public causés par les attroupements de consommateurs de boissons alcoolisées aux abords des magasins et sur les lieux publics, en particulier en début et pendant le week-end, dans la commune de Uturoa ;

Considérant la nécessité de veiller à la sécurité et au maintien du bon ordre sur la voie publique ainsi que dans tous lieux et places publics de la ville de Uturoa,

Arrête :

Article 1er. — Il est interdit de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique, les rues, les chemins, les places, les appontements, les quais, les plages, les marchés, le domaine public, les lieux de stationnement des véhicules à moteur, les abords des magasins et tous lieux publics ou accessibles au public dans la commune de Uturoa, à compter de l'application du présent arrêté.

Art. 2. — Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées, amende prévue pour les contraventions de la 1re classe, par tout officier de police judiciaire, tout agent de la force publique ou agent de police municipale habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 3. — Le commandant de la gendarmerie nationale, le chef de la police municipale et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié partout où besoin sera.

Fait à Uturoa, le 27 février 2008.
Philippe BROTHERSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 29 février 2008.
Pour le chef de la subdivision administrative
des îles Sous-le-Vent et par délégation :
L'adjoint,
Jean-Marie SCHEMITH.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET n° 2008-263 du 14 mars 2008 relatif aux dispositions réglementaires du livre IV du code de l'éducation (Décrets en Conseil d'Etat et décrets).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code des juridictions financières ;

Vu l'ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000 relative à la partie Législative du code de l'éducation et la loi n° 2003-339 du 14 avril 2003 portant ratification de cette ordonnance ;

Vu le décret n° 85-924 du 30 août 1985 modifié relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;

Vu le décret n° 85-1242 du 25 novembre 1985 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement relevant du ministre chargé de la mer ;

Vu le décret n° 86-164 du 31 janvier 1986 portant organisation administrative et financière des établissements d'enseignement dont la responsabilité et la charge incombent entièrement à l'Etat et dispositions diverses applicables aux établissements d'enseignement de second degré municipaux ou départementaux ;

Vu le décret n° 87-242 du 7 avril 1987 relatif à la définition et aux conditions d'exécution des services privés de transport routier non urbain de personnes ;

Vu le décret n° 95-592 du 6 mai 1995 relatif à l'organisation et au fonctionnement des établissements d'enseignement français en Principauté d'Andorre ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles, modifié notamment par le décret n° 2007-139 du 1er février 2007 ;

Vu le décret n° 97-1196 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de la défense du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 97-1200 du 19 décembre 1997 modifié pris pour l'application à la ministre chargé de la culture et de la communication du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 99-439 du 25 mai 1999 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice des fonctions à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage ;

Vu le décret n° 2006-583 du 23 mai 2006 relatif aux dispositions réglementaires du livre III du code de l'éducation (décrets en Conseil d'Etat et décrets) ;

Vu l'avis du conseil général de la collectivité départementale de Mayotte émis le 23 juillet 2007 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française émis le 2 août 2007 ;

Vu la lettre de saisine de la commission permanente de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna en date du 5 juillet 2007 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie émis le 26 juillet 2007 ;

Vu les avis de la Commission supérieure de codification en date du 18 décembre 2006 et du 28 mars 2007 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er.— L'annexe au présent décret regroupe les dispositions réglementaires du livre IV du code de l'éducation. Les articles identifiés par un "R" correspondent aux dispositions relevant d'un décret en Conseil d'Etat, ceux identifiés par un "D" correspondent aux dispositions relevant d'un décret.

Art. 2.— Les références contenues dans les dispositions de nature réglementaire à des dispositions abrogées par l'article 12 du présent décret sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes du code de l'éducation.

Art. 3.— Le livre II du code de l'éducation (partie réglementaire) est ainsi modifié :

1° a) Au début du chapitre VI du titre Ier, est insérée une section 1 intitulée : "Dispositions générales" et comportant les articles D. 216-1, D. 216-2 et R. 216-3 ;

b) L'article R. 216-3 est ainsi rédigé :

“Art. R. 216-3. — Les règles relatives au classement des établissements d’enseignement public de la musique, de la danse et de l’art dramatique sont fixées par la section 1 du chapitre Ier du titre VI du livre IV.”

2° Dans ce même chapitre, est insérée une section 2 ainsi rédigée :

“Section 2

“Concessions de logement accordées aux personnels de l’Etat dans les établissements publics locaux d’enseignement

“Art. R. 216-4. — Dans les établissements publics locaux d’enseignement relevant de leur compétence en application des articles L. 211-8, L. 213-2, L. 214-6, L. 216-5 et L. 216-6 du présent code et dans les établissements publics locaux d’enseignement et de formation professionnelle agricoles relevant de la section 3 du chapitre Ier du titre Ier du livre VIII du code rural, la région, le département ou, le cas échéant, la commune ou le groupement de communes attribue les concessions de logement aux personnels de l’Etat exerçant certaines fonctions, dans les conditions fixées par la présente section.

“Les concessions de logement sont attribuées par nécessité absolue ou utilité de service, dans les conditions fixées aux articles R. 92 à R. 103 du code du domaine de l’Etat et par la présente section.

“Art. R. 216-5. — Dans les conditions fixées au premier alinéa de l’article R. 94 du code du domaine de l’Etat, sont logés par nécessité absolue de service les personnels appartenant aux catégories suivantes :

“1° Les personnels de direction, d’administration, de gestion et d’éducation, dans les limites fixées à l’article R. 216-6, selon l’importance de l’établissement ;

“2° Les personnels de santé, dans les conditions définies à l’article R. 216-7 ;

“3° Dans les établissements publics locaux d’enseignement et de formation professionnelle agricoles mentionnés à l’article L. 815-1 du code rural, les personnels responsables d’une exploitation agricole et ceux chargés des élevages et des cultures, dans les conditions définies à l’article R. 216-8.

“Art. R. 216-6. — Le nombre des personnels mentionnés au 1° de l’article R. 216-5 et logés par nécessité absolue de service est fixé selon un classement pondéré des établissements :

- “- moins de 400 points : 2 ;
- “- de 400 à 800 points : 3 ;
- “- de 801 à 1 200 points : 4 ;
- “- de 1 201 à 1 700 points : 5 ;
- “- de 1 701 à 2 200 points : 6 ;
- “- de 2 201 à 2 700 points : 7 ;

“Au-delà, à raison d’un agent supplémentaire logé par nécessité absolue de service par tranche de 500 points.

“Dans ce calcul, chaque élève est compté pour un point. Toutefois, sont comptés pour deux points les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles, les élèves des sections industrielles des lycées, les élèves de l’enseignement agricole et les élèves de l’enseignement pour les enfants et adolescents handicapés. En outre, chaque demi-pensionnaire

est compté pour un point supplémentaire et chaque interne pour trois points supplémentaires. Lorsque les demi-pensionnaires et les internes sont hébergés dans un autre établissement, ces points supplémentaires sont attribués à l’établissement qui assure l’hébergement.

“Art. R. 216-7. — Le nombre des personnels mentionnés au 2° de l’article R. 216-5 et logés par nécessité absolue de service est fixé au minimum à un dans un établissement d’externat simple, deux s’il existe une demi-pension et trois s’il existe un internat.

“Art. R. 216-8. — Le nombre des personnels mentionnés au 3° de l’article R. 216-5 et logés par nécessité absolue de service ne peut excéder quatre par établissement public local d’enseignement et de formation professionnelle agricoles auquel la ou les exploitations sont rattachées.

“Art. R. 216-9. — Dans les conditions fixées au deuxième alinéa de l’article R. 94 du code du domaine de l’Etat, peuvent être logés par utilité de service, dans la limite des logements disponibles après application des articles R. 216-5 à R. 216-8, les personnels occupant les emplois dont la liste est proposée par le conseil d’administration de l’établissement sur rapport du chef d’établissement.

“Art. R. 216-10. — Dans le ressort d’une même commune ou d’un groupement de communes, l’autorité académique ou l’autorité en tenant lieu peut procéder, avec l’accord de la collectivité ou des collectivités de rattachement, à une compensation entre établissements compte tenu des logements disponibles.

“La compensation ne peut jouer que sur des logements concédés par utilité de service.

“Art. R. 216-11. — Seules les concessions de logement accordées par nécessité absolue de service comportent la gratuité du logement nu.

“Les charges locatives sont remboursées à l’établissement, sous réserve des prestations accessoires accordées gratuitement aux personnels concessionnaires dans les conditions fixées à l’article R. 216-12.

“Les concessions par utilité de service ne comportent aucune prestation gratuite.

“Art. R. 216-12. — La collectivité de rattachement fixe chaque année le taux d’actualisation de la valeur des prestations accessoires mentionnées à l’article R. 216-11 pour chacune des catégories d’agents mentionnées à l’article R. 216-5, selon qu’ils exercent leurs fonctions en métropole, en distinguant les logements dotés d’un chauffage collectif de ceux qui n’y sont pas raccordés, ou dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion. L’actualisation de ce montant ne peut être inférieure à celle de la dotation générale de décentralisation.

“Art. R. 216-13. — En cas de concession de logement par utilité de service, les redevances mises à la charge des bénéficiaires sont égales à la valeur locative des locaux, déterminée conformément aux règles applicables aux concessions de logement accordées par l’Etat. Cette valeur locative est diminuée d’un abattement décidé par la collectivité de rattachement selon les critères fixés par l’article R. 100 du code du domaine de l’Etat.

“*Art. R. 216-14.* — La durée des concessions de logement est limitée à celle de l'exercice des fonctions au titre desquelles les bénéficiaires les ont obtenues.

“*Art. R. 216-15.* — Lorsque tous les besoins résultant de la nécessité ou de l'utilité de service ont été satisfaits, le conseil d'administration, sur le rapport du chef d'établissement, émet des propositions sur l'attribution des logements demeurés vacants. La collectivité de rattachement peut accorder à des personnels de l'Etat, en raison de leurs fonctions, des conventions d'occupation précaire de ces logements.

“*Art. R. 216-16.* — Sur le rapport du chef d'établissement, le conseil d'administration propose les emplois dont les titulaires bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou par utilité de service, la situation et la consistance des locaux concédés ainsi que les conditions financières de chaque concession.

“*Art. R. 216-17.* — Le chef d'établissement, avant de transmettre les propositions du conseil d'administration à la collectivité de rattachement en vue d'attribuer les logements soit par voie de concession, soit par voie de convention d'occupation précaire, recueille l'avis du service des domaines sur leur nature et leurs conditions financières. Il soumet ensuite ces propositions, assorties de l'avis du service des domaines, à la collectivité de rattachement et en informe l'autorité académique ou l'autorité en tenant lieu.

“La collectivité de rattachement délibère sur ces propositions. Le président du conseil régional, le président du conseil général, le maire ou le président du groupement de communes compétent accorde, par arrêté, les concessions de logement telles qu'elles ont été fixées par la délibération de la collectivité de rattachement. Il signe également les conventions d'occupation précaire.

“Toute modification dans la nature ou la consistance d'une concession fait l'objet d'un arrêté pris dans les mêmes conditions.

“*Art. R. 216-18.* — La concession ou la convention d'occupation prend fin en cas d'aliénation, de nouvelle affectation ou de désaffectation du logement. L'occupant du logement en est informé au moins trois mois à l'avance.

“La concession ou la convention prend également fin si le bénéficiaire ne s'acquitte pas de ses obligations financières et sur proposition de l'autorité académique ou de l'autorité en tenant lieu, lorsque le bénéficiaire ne jouit pas des locaux en bon père de famille.

“Lorsque la concession ou la convention d'occupation vient à expiration pour quelque cause que ce soit, le bénéficiaire doit quitter les lieux dans le délai qui lui est imparti conjointement par l'autorité académique ou l'autorité en tenant lieu et la collectivité de rattachement, sous peine d'être astreint à payer à l'établissement public une redevance fixée et majorée selon les critères fixés par l'article R. 102 du code du domaine de l'Etat.

“*Art. R. 216-19.* — Tout établissement public local d'enseignement créé depuis le 1er janvier 1986 doit comporter un nombre de logements correspondant au moins à celui des concessions déterminées en application des dispositions de la présente section. Il ne peut être dérogé à cette obligation qu'avec l'accord de l'autorité académique ou de l'autorité en tenant lieu.

“Pour les établissements existant à la date précitée, les dispositions de la présente section ne s'appliquent que dans la limite du nombre des logements existant à cette date.”

Art. 4. — Le livre III du code de l'éducation (partie réglementaire) est ainsi modifié :

1° Dans l'intitulé du paragraphe 5 du chapitre IV du titre Ier et aux articles D. 314-100, D. 314-103, D. 314-104, D. 314-105 et D. 314-106 ainsi qu'à l'article D. 314-76, les mots : “Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information” sont remplacés par les mots : “Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information” ;

2° L'article D. 314-99 est remplacé par les dispositions suivantes :

“*Art. D. 314-99.* — Le Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information est chargé de l'éducation aux médias dans l'ensemble du système éducatif. Il a pour mission de promouvoir, tant au plan national que dans les académies, notamment par des actions de formation, l'utilisation pluraliste des moyens d'information dans l'enseignement afin de favoriser une meilleure compréhension par les élèves du monde qui les entoure tout en développant leur sens critique.

“Ce centre constitue un service du Centre national de documentation pédagogique.”

3° L'article D. 314-101 est remplacé par les dispositions suivantes :

“*Art. D. 314-101.* — Le ministre chargé de l'éducation nomme les membres du conseil d'orientation et de perfectionnement et son président.

“Le directeur général du Centre national de documentation pédagogique est membre de droit du conseil d'orientation et de perfectionnement.

“Ce conseil comprend un nombre égal de représentants des pouvoirs publics, de représentants du système éducatif et de représentants des professionnels de l'information et de la communication :

“1° Vingt et un représentants des pouvoirs publics, dont le directeur général du Centre national de documentation pédagogique ;

“2° Vingt et un représentants du système éducatif choisis au sein des organisations syndicales représentatives des personnels des corps enseignants, des associations à finalité pédagogique ou périscolaire et des associations de parents d'élèves les plus représentatives ;

“3° Vingt et un représentants des professionnels de l'information et de la communication choisis en raison de leur expérience et de leur compétence en matière de relations entre la presse et l'enseignement.

“En cas d'empêchement, chacun des membres mentionnés au 1° et au 2° du présent article peut se faire représenter par toute autre personne qu'il désignera au président du conseil d'orientation et de perfectionnement.” ;

4° Au deuxième alinéa (1°) de l'article D. 336-3, les mots : “Série SMS : sciences médico-sociales” sont remplacés par les mots : “Série ST2S : sciences et technologies de la santé et du social” ;

5° Au deuxième alinéa de l'article D. 337-4, les mots : "et d'évaluation" sont remplacés par les mots : " , d'évaluation et de dispense" ;

6° Au cinquième alinéa de l'article D. 337-11, les mots : "à la fois" sont supprimés ;

7° L'article R. 342-7 devient l'article D. 342-7;

8° A l'article D. 351-33, les mots : "certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur" sont remplacés par les mots : "diplôme d'Etat de moniteur éducateur" ;

9° Au chapitre Ier du titre VI, est insérée une section 3 ainsi rédigée :

"Section 3

"Le cycle d'enseignement professionnel initial et les diplômes nationaux d'orientation professionnelle de musique, de danse et d'art dramatique

"Art. R. 361-7. — Le cycle d'enseignement professionnel initial de musique, de danse et d'art dramatique est destiné à approfondir la motivation et les aptitudes des élèves en vue d'une orientation professionnelle. Ce cycle est assuré par les conservatoires classés par l'Etat.

"L'accès au cycle d'enseignement professionnel initial et son organisation sont définis par arrêté du ministre chargé de la culture.

"Le cycle d'enseignement professionnel initial est sanctionné par un diplôme national.

"Art. R. 361-8. — Le cycle d'enseignement professionnel initial est accessible aux élèves ayant achevé le second cycle des conservatoires classés tel que défini par les schémas nationaux d'orientation pédagogique et aux personnes présentant un dossier attestant d'un niveau équivalent.

"L'admission est décidée par un jury après étude du dossier personnel du candidat et réussite à l'examen d'entrée.

"Art. R. 361-9. — Le cycle d'enseignement professionnel initial dispense un enseignement permettant à l'élève d'acquérir le savoir-faire nécessaire à une pratique artistique confirmée et une culture musicale, chorégraphique ou théâtrale.

"Art. R. 361-10. — Les diplômes nationaux qui sanctionnent le cycle d'enseignement professionnel initial sont :

- "- le diplôme national d'orientation professionnelle de musique ;
- "- le diplôme national d'orientation professionnelle de danse ;
- "- le diplôme national d'orientation professionnelle d'art dramatique.

Ces diplômes sont délivrés à compter de l'année 2009.

"Art. R. 361-11. — Les diplômes nationaux d'orientation professionnelle mentionnés à l'article R. 361-10 sont délivrés par le ministre chargé de la culture.

"Art. R. 361-12. — Le diplôme est délivré aux élèves ayant satisfait à l'évaluation continue et à l'épreuve d'évaluation terminale devant un jury.

"Le diplôme ouvre à ses titulaires la possibilité de suivre une formation professionnelle supérieure.

"Les modalités de l'évaluation des cursus et les conditions d'obtention des diplômes nationaux d'orientation professionnelle sont définies par arrêté du ministre chargé de la culture." ;

10° Au chapitre II du titre VI, sont insérés les articles R. 362-1 et R. 362-2 ainsi rédigés :

"Art. R. 362-1. — Les enfants de quatre et cinq ans ne peuvent pratiquer que les activités d'éveil corporel.

"Pour l'enseignement de la danse classique, de la danse contemporaine et de la danse de jazz, les enfants de six et sept ans ne peuvent pratiquer qu'une activité d'initiation.

"Les activités d'éveil corporel et d'initiation ne doivent pas inclure les techniques propres à la discipline enseignée.

"L'ensemble des activités pratiquées par les enfants de quatre à sept ans inclus ne peuvent comporter un travail contraignant pour le corps, des extensions excessives ni des articulations forcées.

"Art. R. 362-2. — Les exploitants doivent s'assurer, avant le début de chaque période d'enseignement, que les élèves sont munis d'un certificat médical attestant l'absence de contre-indication à l'enseignement qui leur est dispensé. Ce certificat doit être renouvelé chaque année. A la demande de tout enseignant, un certificat attestant un examen médical supplémentaire doit être requis." ;

11° Au 72° de l'article 7 du décret du 23 mai 2006 susvisé, les mots : "l'article 900-1 du code du travail" sont remplacés par les mots : "l'article L. 900-1 du code du travail".

Art. 5. — Le code des juridictions financières (partie réglementaire) est ainsi modifié :

1° L'article R. 232-3 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. R. 232-3. — Le contrôle des actes budgétaires et de l'exécution des budgets des établissements publics locaux d'enseignement s'exerce dans les conditions prévues aux articles R. 421-59 à R. 421-61 du code de l'éducation."

2° Les articles R. 232-4 et R. 232-5 sont abrogés.

Art. 6. — A l'article 2 du décret du 7 avril 1987 susvisé, est rétabli un c ainsi rédigé :

"c) Les transports mentionnés à l'article R. 213-17 du code de l'éducation ;".

Art. 7. — I. - Au 65° de l'article 7 du décret du 23 mai 2006 susvisé, les mots : "et 21" sont supprimés.

II. - L'article 21 du décret du 25 mai 1999 susvisé est ainsi rétabli :

"Art. 21. — Les titres de formation professionnelle maritime sont délivrés conformément aux dispositions du présent décret par le directeur régional des affaires maritimes ou le chef du service des affaires maritimes dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, dont

relève le quartier d'identification du marin. Le directeur régional des affaires maritimes peut donner délégation de signature aux directeurs départementaux des affaires maritimes et chefs de service placés sous son autorité.

“Le directeur régional des affaires maritimes ou le chef du service des affaires maritimes dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie peut autoriser la délivrance des titres prévus au chapitre 4 du présent titre par les établissements scolaires maritimes ou les établissements de formation autorisés à concourir à la formation professionnelle maritime en application des articles R. 342-1 à R. 342-6 du code de l'éducation.”

Art. 8.— Le décret du 30 août 1985 susvisé est ainsi modifié :

1° Les premier à septième alinéas de l'article 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

“Les sanctions qui peuvent être prononcées à l'encontre des élèves vont de l'avertissement et du blâme à l'exclusion temporaire ou définitive de l'établissement ou de l'un de ses services annexes. La durée de l'exclusion temporaire ne peut excéder un mois. Des mesures de prévention, d'accompagnement et de réparation peuvent être prévues par le règlement intérieur. Les sanctions peuvent être assorties d'un sursis total ou partiel.”

2° La deuxième phrase du quatrième alinéa de l'article 3-3 est remplacée par les dispositions suivantes :

“Les modalités d'exercice du droit de réunion sont fixées après consultation dans les lycées du conseil des délégués pour la vie lycéenne.”

3° L'article 8 est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 8.— Les sanctions que le chef d'établissement peut prononcer seul à l'égard des élèves sont : l'avertissement, le blâme ou l'exclusion temporaire, de huit jours au plus, de l'établissement ou de l'un de ses services annexes. Le chef d'établissement et l'équipe éducative recherchent, dans la mesure du possible avant la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire, toute mesure utile de nature éducative.”

Art. 9.— L'article 6 du décret du 25 novembre 1985 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 6.— Les sanctions que le chef d'établissement peut prononcer seul à l'égard des élèves sont : l'avertissement ou l'exclusion temporaire, de huit jours au plus, de l'établissement.”

Art. 10.— Le décret du 31 janvier 1986 susvisé est ainsi modifié :

1° Les premier à huitième alinéas de l'article 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

“Les sanctions qui peuvent être prononcées à l'encontre des élèves vont de l'avertissement et du blâme à l'exclusion temporaire ou définitive de l'établissement ou de l'un de ses services annexes. La durée de l'exclusion temporaire ne peut excéder un mois. Des mesures de prévention, d'accompagnement et de réparation peuvent être prévues par le règlement intérieur. Les sanctions peuvent être assorties d'un sursis total ou partiel.”

2° La deuxième phrase du quatrième alinéa de l'article 4-3 est remplacée par les dispositions suivantes :

“Les modalités d'exercice du droit de réunion sont fixées après consultation dans les lycées du conseil des délégués pour la vie lycéenne.”

3° L'article 8 est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 8.— Les sanctions que le chef d'établissement peut prononcer seul à l'égard des élèves sont : l'avertissement, le blâme ou l'exclusion temporaire, de huit jours au plus, de l'établissement ou de l'un de ses services annexes. Le chef d'établissement et l'équipe éducative recherchent, dans la mesure du possible avant la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire, toute mesure utile de nature éducative.”

4° L'article 48 est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 48.— Les articles 4-1 à 4-5, l'article 8-1 et les articles 31, 31-1 et 31-2 sont applicables aux collèges et aux lycées municipaux ou départementaux.”

Art. 11.— L'article 12 du décret du 6 mai 1995 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 12.— Les sanctions que le chef d'établissement peut prononcer seul à l'égard des élèves sont : l'avertissement ou l'exclusion temporaire, de huit jours au maximum, de l'établissement.”

Art. 12.— L'annexe au décret n° 97-1196 du 19 décembre 1997 susvisé est complétée par un tableau ainsi rédigé :

“Code de l'éducation.

1	Décisions d'admission dans les lycées de la défense.	Article R. 425-10
2	Décisions d'admission dans les lycées de la défense.	Article R. 425-12
3	Décisions de remises totales ou partielles du montant des frais de trousseau et de pension.	Article R. 425-19

Art. 13.— I. - Au 2 du titre II de l'annexe au décret n° 97-1200 du 19 décembre 1997 susvisé, le tableau :

“Décret n° 2005-675 du 16 juin 2005 portant organisation du cycle d'enseignement professionnel initial et création des diplômes nationaux d'orientation professionnelle de musique, de danse et d'art dramatique.

1	Délivrance des diplômes nationaux d'orientation professionnelle de musique, de danse et d'art dramatique.	Premier alinéa de l'article 4
---	---	----------------------------------

est remplacé par un tableau ainsi rédigé :

“Code de l'éducation.

1	Délivrance des diplômes nationaux d'orientation professionnelle de musique, de danse et d'art dramatique.	Article R. 361-11
2	Décision de reconnaissance des établissements d'enseignement artistique.	Article R. 461-13

II. - Dans cette même annexe, le tableau :

“Décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

1	Décisions de classement, de renouvellement, de changement de catégorie, de mise en demeure, de radiation ou de refus de classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique et de poursuite de l'instruction de la demande.	Les décisions du ministre chargé de la culture prévues aux articles 1er, 4, 5, 6 et 7.
---	---	--

est remplacé par un tableau ainsi rédigé :

“Code de l'éducation.

1	Décisions de classement, de renouvellement, de changement de catégorie, de mise en demeure, de radiation ou de refus de classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique et de poursuite de l'instruction de la demande.	Les décisions du ministre chargé de la culture prévues aux articles R. 461-1, R. 461-4, R. 461-5, R. 461-6 et R. 461-7
---	---	--

Art. 14.— L'article R. 442-58 du code de l'éducation est applicable aux demandes présentées postérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 15.— Sont abrogés :

1° Le décret du 20 décembre 1850 concernant les certificats de stage délivrés par les conseils académiques en exécution de l'article 61 de la loi du 15 mars 1850 ;

2° Les articles 1er et 4 du décret du 20 décembre 1850 relatif aux établissements libres d'instruction secondaire ;

3° Les articles 106, 107, 117 à 119, 158 à 161, 166 à 168, 170 à 173 et 175 à 179 du décret du 18 janvier 1887 ayant pour objet l'exécution de la loi organique de l'enseignement primaire ;

4° Le décret du 7 avril 1887 déterminant les règles relatives à la création et à l'installation des écoles primaires publiques ;

5° Le décret du 16 janvier 1894 relatif aux pensionnats primaires installés dans les écoles primaires publiques ;

6° Les articles 29 et 31 du décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, en ce qui concerne les mots : “et le registre prévu à l'article 29 par l'inspecteur d'académie ou son délégué” ;

7° Le décret du 14 septembre 1925 relatif à l'administration financière des collèges communaux de garçons et de jeunes filles ;

8° Les articles 1er et 7 du décret du 9 janvier 1934 relatif aux conditions exigées du personnel enseignant et de direction des écoles privées techniques ;

9° L'article 2 du décret du 23 septembre 1934 relatif à l'inscription aux budgets communaux des opérations relatives aux internats annexés aux collèges, aux écoles primaires supérieures et cours complémentaires ;

10° L'article 6 du décret du 10 octobre 1936 relatif aux sanctions de l'obligation scolaire (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle) ;

11° Le décret du 30 septembre 1940 relatif au contrôle des internats ;

12° L'article 6 du décret n° 46-5 du 3 janvier 1946 déterminant les conditions exigées des directeurs et professeurs des cours privés professionnels ou de perfectionnement ;

13° Le décret n° 49-94 du 22 janvier 1949 fixant les titres de capacité professionnelle de l'enseignement technique ;

14° Les articles 79 à 81 du décret n° 56-931 du 14 septembre 1956 portant codification des textes législatifs concernant l'enseignement technique ;

15° Le décret n° 59-970 du 5 août 1959 fixant les conditions de délivrance des brevets d'enseignement technique ;

16° Le décret n° 60-385 du 22 avril 1960 relatif aux demandes introduites par les établissements d'enseignement privés en application de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 ;

17° Les articles 1er et 16 à 20 du décret n° 60-388 du 22 avril 1960 relatif à l'intégration d'établissements d'enseignement privés dans l'enseignement public ;

18° Les articles 1er à 3, 5 à 7-3, 9, 10, 12, 15 et 16 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 relatif au contrat d'association à l'enseignement public passé par les établissements d'enseignement privés ;

19° Les articles 1er à 4, 7 et 10 à 13 du décret n° 60-390 du 22 avril 1960 relatif au contrat simple passé avec l'Etat par les établissements d'enseignement privés ;

20° Les articles 14 et 15 et le premier alinéa de l'article 16 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 relatif aux conditions financières de fonctionnement (personnel et matériel) des classes sous contrat d'association ;

21° L'article 9 et le premier alinéa de l'article 10 bis du décret n° 60-746 du 28 juillet 1960 relatif aux conditions financières de fonctionnement (personnel) des classes sous contrat simple ;

22° Le décret n° 61-246 du 15 mars 1961 relatif au contrôle financier et administratif des établissements d'enseignement privés ;

23° Le décret n° 61-542 du 31 mai 1961 relatif à une aide temporaire de trésorerie à des établissements d'enseignement privés ;

24° Le décret n° 61-873 du 4 août 1961 portant fixation, en application de l'article 49 du code de l'enseignement technique, des conditions dans lesquelles des conventions pourront être passées entre le ministère de l'éducation nationale, d'une part, et toute collectivité publique, groupement professionnel ou association, d'autre part, en vue d'assurer la création, le fonctionnement ou le développement des collèges d'enseignement technique ;

25° L'article 4 du décret n° 61-1151 du 18 octobre 1961 relatif à l'avis consultatif d'un certain nombre d'organismes ;

26° Le décret n° 62-821 du 18 juillet 1962 relatif à l'application des articles 33 et 34 de la loi n° 59-57 du 6 janvier 1959 portant réforme de l'enseignement public ;

27° Le décret n° 64-1209 du 8 décembre 1964 relatif aux commissions académiques de la carte scolaire ;

28° Le décret n° 66-20 du 7 janvier 1966 portant application de l'article 51 de la loi de finances rectificative pour 1964 (n° 64-1278 du 23 décembre 1964) ;

29° Le décret n° 70-1135 du 8 décembre 1970 relatif aux effectifs des établissements d'enseignement privés sous contrat simple ;

30° Le décret n° 72-549 du 30 juin 1972 fixant les conditions d'application sur le territoire des îles Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés ;

31° Le décret n° 72-1218 du 22 décembre 1972 relatif à la création, au fonctionnement et au contrôle des organismes privés dispensant un enseignement à distance ;

32° Le décret n° 72-1219 du 22 décembre 1972 relatif à la publicité que peuvent faire les établissements et organismes d'enseignement ;

33° Le décret n° 74-763 du 3 septembre 1974 relatif à l'aménagement du statut scolaire local en vigueur dans les établissements du premier degré des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ;

34° Les articles 1er à 3 du décret n° 77-521 du 18 mai 1977 portant application aux établissements d'enseignement privés sous contrat de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation ;

35° Les articles 1er à 4, 6 et 7 du décret n° 78-254 du 8 mars 1978 relatif au contrat simple passé avec l'Etat par les établissements spécialisés accueillant des enfants et adolescents handicapés ;

36° Le décret n° 78-359 du 17 mars 1978 étendant au département de Saint-Pierre-et-Miquelon les dispositions réglementaires contenues dans certaines lois relatives aux enseignements du premier et du second degré ;

37° Le décret n° 78-404 du 17 mars 1978 portant régime des subventions d'investissement accordées par l'Etat aux établissements d'enseignement privés sous contrat pour la réalisation des ateliers d'enseignement complémentaires préparant à la formation professionnelle ;

38° Les articles 1er à 5, 7, 9 et 10 du décret n° 78-860 du 9 août 1978 fixant les conditions d'application aux établissements d'enseignement privés de la Nouvelle-Calédonie des dispositions de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 modifiée sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés ;

39° Les articles 1er à 6, 8 et 9 du décret n° 81-594 du 11 mai 1981 relatif aux sections internationales dans les écoles, les collèges et lycées ;

40° L'article 3, en tant qu'il concerne les lycées professionnels maritimes, et l'article 4, en tant qu'il concerne les conditions d'admission dans ces établissements, du décret n° 85-378 du 27 mars 1985 relatif à la formation professionnelle maritime ;

41° Le deuxième alinéa de l'article 25 du décret n° 85-895 du 21 août 1985 relatif aux conseils de l'éducation nationale dans les départements et les académies ;

42° Les articles 1er, 2, 2-1, 2-2, le neuvième alinéa de l'article 3, le quatrième alinéa de l'article 3-5, les articles 4 à 7, 9 à 30-4, 32 à 35, 39 à 42, 44 à 56 et 58 du décret n° 85-924 du 30 août 1985 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;

43° Le décret n° 85-1204 du 13 novembre 1985 relatif aux commissions de concertation créées par l'article 27-8 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée ;

44° Les articles 1er à 5, 7 à 24 et 26 à 46 du décret n° 85-1242 du 25 novembre 1985 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement relevant du ministre chargé de la mer ;

45° Les articles 1er à 3, le quatrième alinéa de l'article 4-5, les articles 5 à 7, 9 à 30, 32 à 47, 49 à 53, 55-1 à 55-5, 55-7 à 55-12, 55-14 à 55-18 et 55-20 du décret n° 86-164 du 31 janvier 1986 portant organisation administrative et financière des établissements d'enseignement dont la responsabilité et la charge incombent entièrement à l'Etat et portant dispositions diverses applicables aux établissements d'enseignement de second degré municipaux ou départementaux ;

46° Le décret n° 86-428 du 14 mars 1986 relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les établissements publics locaux d'enseignement ;

47° L'article 5 du décret n° 86-642 du 14 mars 1986 pris pour l'application de la loi n° 85-1469 du 31 décembre 1985 relative à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale ;

48° Le décret n° 86-1054 du 23 septembre 1986 relatif aux élections des représentants des parents d'élèves aux différents conseils des établissements d'enseignement public ;

49° Les articles 1er et 3 à 10 du décret n° 88-605 du 6 mai 1988 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques et fixant les conditions de reconnaissance des établissements d'enseignement artistique ;

50° L'article 7 du décret n° 90-179 du 23 février 1990 instituant le Conseil national des programmes ;

51° Les articles 9, 9-1, 14, 17 à 20 et 24 du décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 relatif à l'organisation et au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires ;

52° Le décret n° 91-1162 du 7 novembre 1991 relatif au rôle de l'inspection du travail dans les ateliers des établissements publics dispensant un enseignement technique ou professionnel ;

53° Le décret n° 91-1194 du 27 novembre 1991 relatif à la commission d'hygiène et de sécurité créée dans les lycées techniques ou professionnels ;

54° Le décret n° 92-23 du 8 janvier 1992 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique ;

55° Le décret n° 92-193 du 27 février 1992 portant application de la loi n° 89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse ;

56° Le décret n° 92-275 du 26 mars 1992 relatif aux groupements d'établissements constitués en application de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 modifiée d'orientation sur l'éducation ;

57° L'article 9, en tant qu'il concerne les établissements publics d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale, la première phrase du deuxième alinéa et les troisième à sixième alinéas de l'article 10, les articles 12, 13 et 18 du décret n° 93-432 du 24 mars 1993 sur la mission de formation continue des adultes du service public de l'éducation ;

58° Le décret n° 93-723 du 29 mars 1993 relatif à l'accueil, à la scolarisation et à l'éducation dans les écoles régionales du premier degré ;

59° Le décret n° 93-1084 du 9 septembre 1993 relatif aux établissements scolaires français à l'étranger ;

60° Le décret n° 95-585 du 5 mai 1995 relatif à l'organisation administrative et financière des établissements d'enseignement placés à la suite des forces françaises et de l'élément civil stationnés en Allemagne ;

61° Le décret n° 95-586 du 5 mai 1995 relatif aux dispositions d'organisation générale et pédagogiques applicables aux établissements d'enseignement placés à la suite des forces françaises et de l'élément civil stationnés en Allemagne ;

62° Les articles 1er à 11, 13 à 29, la première phrase de l'article 30 et les articles 31 et 32 du décret n° 95-592 du 6 mai 1995 relatif à l'organisation et au fonctionnement des établissements d'enseignement français en Principauté d'Andorre ;

63° L'article 1er du décret n° 95-1045 du 22 septembre 1995 portant application des dispositions de l'article 31, alinéa 3, de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, au traitement d'informations nominatives concernant l'enseignement religieux dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ;

64° L'article 8 du décret n° 2000-992 du 6 octobre 2000 modifiant le décret n° 85-934 du 4 septembre 1985 relatif au fonctionnement du service annexe d'hébergement ;

65° Le décret n° 2001-757 du 28 août 2001 pris en application de l'article L. 423-1 du code de l'éducation et relatif aux groupements d'intérêt public constitués entre l'Etat et des personnes morales de droit public ou de droit privé dans le domaine de la formation continue, de la formation et de l'insertion professionnelles ;

66° Le décret n° 2001-1227 du 19 décembre 2001 pris en application de l'article L. 423-1 du code de l'éducation et relatif aux groupements d'intérêt public créés en vue de favoriser l'innovation et le transfert de technologie ;

67° Le décret n° 2001-1360 du 28 décembre 2001 portant création des centres régionaux de documentation pédagogique de Paris, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane et suppression du centre régional des académies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane ;

68° Le décret n° 2002-602 du 25 avril 2002 portant organisation et fonctionnement du Centre national d'enseignement à distance ;

69° Le décret n° 2002-1029 du 6 août 2002 relatif au titre professionnel délivré par le ministre chargé de l'emploi ;

70° Les articles 1er à 21, 23 et 24 du décret n° 2003-1288 du 23 décembre 2003 relatif à l'organisation administrative, budgétaire et comptable de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et modifiant le décret n° 76-832 du 24 août 1976 relatif à l'organisation financière de certains établissements ou organismes de diffusion culturelle et d'enseignement dépendant du ministère des affaires étrangères ;

71° Le décret n° 2005-675 du 16 juin 2005 portant organisation du cycle d'enseignement professionnel initial et création des diplômes nationaux d'orientation professionnelle de musique, de danse et d'art dramatique ;

72° Les premier, troisième et cinquième alinéas de l'article 2, l'article 7 et les premier et troisième alinéas de l'article 10, en ce qui concerne le Centre national de documentation pédagogique, le Centre international d'études pédagogiques, l'Office national d'information sur les enseignements et les professions, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications, l'Institut national de recherche pédagogique et le Centre national d'enseignement à distance, du décret n° 2005-1312 du 21 octobre 2005 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de directeur adjoint et de secrétaire général de certains établissements publics nationaux à caractère administratif ;

73° L'article 3 du décret n° 2005-1321 du 25 octobre 2005 modifiant le décret n° 86-164 du 31 janvier 1986 portant organisation administrative et financière des établissements d'enseignement dont la responsabilité et la charge incombent entièrement à l'Etat et portant dispositions diverses applicables aux établissements d'enseignement de second degré municipaux ou départementaux ;

74° Les articles 1er et 2, les premier et deuxième alinéas, la deuxième phrase du troisième alinéa et le quatrième alinéa de l'article 3, les articles 4 à 14 et 16 à 21 du décret n° 2006-246 du 1er mars 2006 relatif aux lycées de la défense ;

75° L'article 8 du décret n° 2006-1193 du 28 septembre 2006 modifiant le décret n° 81-594 du 11 mai 1981 relatif aux sections internationales dans les écoles, collèges et lycées ;

76° Les articles 1er à 8, 15 et 16 du décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique ;

77° Le décret n° 2007-474 du 28 mars 2007 modifiant le décret n° 93-718 du 25 mars 1993 relatif au Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information et le décret n° 2002-548 du 19 avril 2002 relatif au Centre national de documentation pédagogique et aux centres régionaux de documentation pédagogique.

Art. 16. — I. - L'abrogation résultant du 5° de l'article 8 de l'ordonnance du 15 juin 2000 susvisée, en tant qu'il concerne l'article 21 de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire, produit effet à compter de l'entrée en vigueur du décret du 23 mai 2006 susvisé.

II. - L'abrogation résultant du 13° du même article produit effet à compter de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 17. — I. - A l'exception des articles 6, 8, 9, 11 à 13, les dispositions du présent décret sont applicables dans les îles Wallis et Futuna, à Mayotte et en Nouvelle-Calédonie.

II. - A l'exception des articles 6, 8, 9 à 14, les dispositions du présent décret sont applicables en Polynésie française.

Art. 18. — La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de la défense, la ministre de la culture et de la communication et le secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mars 2008.

François FILLON.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
Xavier DARCOS.

La ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
Michèle ALLIOT-MARIE.

Le ministre de la défense,
Hervé MORIN.

La ministre de la culture
et de la communication,
Christine ALBANEL.

Le secrétaire d'Etat
chargé de l'outre-mer,
Christian ESTROSI.

ANNEXE

LIVRE IV

LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

TITRE IX

DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES ILES WALLIS ET FUTUNA, A MAYOTTE, EN POLYNESIE FRANÇAISE ET EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Chapitre III

Dispositions applicables en Polynésie française

Section unique

Les établissements d'enseignement privés

Art. R. 493-1. — Jusqu'à l'adoption par les autorités compétentes de la Polynésie française et l'entrée en vigueur des dispositions réglementaires applicables aux établissements d'enseignement privés de la collectivité, ces établissements demeurent régis par les dispositions du décret

n° 74-464 du 17 mai 1974 fixant les conditions d'application au territoire de la Polynésie française, en ce qui concerne l'enseignement du premier degré, de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 modifiée sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés et du décret n° 75-614 du 2 juillet 1975 fixant les conditions d'application au territoire de la Polynésie française, en ce qui concerne l'enseignement du second degré, des dispositions de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 modifiée sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés.

TABLE DES MATIERES

LIVRE IV

LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

.....
Titre IX. — Dispositions applicables dans les îles Wallis et Futuna, à Mayotte, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

.....
Chapitre III. — Dispositions applicables en Polynésie française.

Section unique. Les établissements d'enseignement privés.

ARRETE MINISTERIEL du 22 février 2008 portant reconnaissance de titres à finalité professionnelle préparés et délivrés en Polynésie française.

La ministre de l'économie, des finances et de l'emploi,

Vu le code de l'éducation, notamment les articles R. 338-1 et suivants, R. 373-3 et R. 373-4 ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2003 relatif au titre professionnel de technicien(ne) d'assistance en informatique ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2003 relatif au titre professionnel d'électricien d'équipement ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2003 relatif au titre professionnel de mécanicien automobile, modifié par l'arrêté du 18 décembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 4 septembre 2003 relatif au titre professionnel d'agent d'entretien du bâtiment, modifié par l'arrêté du 8 mars 2006 ;

Vu l'arrêté du 1er juin 2004 relatif au titre professionnel de cuisinier(ère) ;

Vu l'arrêté du 1er juin 2004 relatif au titre professionnel de mécanicien(ne) réparateur(trice) de matériel nautique ;

Vu l'arrêté du 15 juillet 2004 relatif au titre professionnel de menuisier(ère) d'agencement, prorogé par l'arrêté du 4 juillet 2007 ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 2004 relatif au titre professionnel de carrossier réparateur ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 2004 relatif au titre professionnel d'ouvrier(ère) de production horticole, option floriculture, option pépinière ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2004 relatif au titre professionnel d'agent(e) technique des ventes en magasin ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2006 relatif aux conditions de délivrance du titre professionnel du ministre chargé de l'emploi ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2006 relatif au titre professionnel de fabricant(e) de vêtements sur mesure ;

Vu la délibération n° 2007-018/APF du 19 juin 2007 de l'assemblée de Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les titres à finalité professionnelle, préparés et délivrés en Polynésie française, figurant sur l'annexe au présent arrêté sont reconnus et produisent les mêmes effets que les spécialités du titre professionnel définies par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi qui leur servent de référence.

Art. 2.— Le délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui est publié ainsi que son annexe au *Journal officiel* de la République française.

Pour le ministre et par délégation :
*Le sous-directeur des politiques
 de formation et du contrôle,*
 J.-R. LOUIS.

ANNEXE

INTITULE DES TITRES A FINALITE PROFESSIONNELLE préparés et délivrés en Polynésie française reconnus par l'Etat

Agent d'entretien du bâtiment.
 Agent technique des ventes en magasin.
 Carrossier réparateur.
 Cuisinier.
 Electricien d'équipement.
 Fabricant de vêtements sur mesure.
 Mécanicien automobile.
 Mécanicien réparateur de matériel nautique.
 Menuisier d'agencement.
 Ouvrier de production horticole, option floriculture.
 Technicien d'assistance en informatique.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 6 mars 2008 relatif aux inspections de l'aire de mouvement d'un aérodrome.

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et le ministre de la défense,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, publiée par le décret n° 47-974 du 31 mai 1947, ensemble les protocoles qui l'ont modifiée, notamment le protocole du 30 septembre 1977 concernant le

texte authentique quadrilingue de ladite convention, publié par le décret n° 2007-1027 du 15 juin 2007 ;

Vu le code de l'aviation civile,

Arrêtent :

Article 1er.— Au sens du présent arrêté, on entend par :

Aire de trafic : aire définie sur un aérodrome terrestre, destinée aux aéronefs pendant l'embarquement ou le débarquement des voyageurs, le chargement ou le déchargement de la poste ou du fret, l'avitaillement ou la reprise de carburant, le stationnement ou l'entretien ;

Aire de manœuvre : partie d'un aérodrome à utiliser pour les décollages, les atterrissages et la circulation des aéronefs à la surface, à l'exclusion des aires de trafic ;

Aire de mouvement : partie d'un aérodrome à utiliser pour les décollages, les atterrissages et la circulation des aéronefs à la surface, et qui comprend l'aire de manœuvre et la ou les aires de trafic ;

Mouvement : chaque décollage ou chaque atterrissage d'aéronef ;

Contaminant : substance indésirable sur une chaussée aéronautique susceptible d'altérer les performances des aéronefs pendant les opérations de roulage, de décollage et d'atterrissage ;

Saison aéronautique de programmation : chaque période allant soit, pour une saison d'été, du dernier dimanche de mars inclus au dernier dimanche d'octobre de la même année non inclus, soit, pour une saison d'hiver, du dernier dimanche d'octobre inclus au dernier dimanche de mars de l'année suivante non inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté s'applique aux aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique et aux aérodromes agréés à usage restreint, à l'exception des aérodromes ne recevant que des aéronefs de moins de 5,7 tonnes de masse maximale au décollage et dont le trafic annuel est inférieur à 15 000 mouvements, lorsqu'ils n'accueillent pas un trafic de transport aérien public. Il définit les dispositions relatives aux inspections de premier niveau dans le cadre de l'entretien de l'aire de mouvement de l'aérodrome.

L'objet de ces inspections est de vérifier son état apparent, sans expertise approfondie.

Art. 3.— Les inspections de premier niveau de l'aire de mouvement de l'aérodrome consistent notamment à :

- collecter des informations sur l'état global de l'aire ;
- informer le représentant local de l'organisme chargé de fournir les services de la circulation aérienne, s'il existe, des constats de l'inspection de l'aire de mouvement ;
- effectuer, en tant que de besoin, des actions immédiates.

Art. 4.— Les vérifications dans le cadre de ces inspections de l'aire de mouvement portent en particulier sur la détérioration visible de la surface de la chaussée, y compris les aides visuelles éventuelles, sur la présence de contaminants, de dangers temporaires comme des débris, objets, animaux ou aéronefs mal placés ainsi que l'existence de travaux non prévus.

Art. 5.— I. - Pour toute piste en service avec ses accotements éventuels, des inspections sont effectuées :

- au moins trois fois par jour pour une piste en service recevant au moins une ligne commerciale régulière, lors de la saison hivernale lorsque le trafic attendu pour cette piste est supérieur à 40 000 mouvements et lors de la saison estivale lorsqu'il est supérieur à 60 000 mouvements :
 - une première inspection entre 4 heures et 7 heures du matin (heure locale) ou avant la prise de service de l'organisme chargé de fournir les services de la circulation aérienne s'il existe ;
 - une deuxième inspection en milieu de journée ;
 - une troisième inspection avant les opérations de nuit, ces inspections sont espacées d'au moins cinq heures ;
- au moins deux fois par jour pour une piste en service recevant au moins une ligne commerciale régulière et dont le trafic attendu est supérieur à 200 mouvements par an :
 - une première inspection avant la prise de service de l'organisme chargé de fournir les services de la circulation aérienne s'il existe ou avant le premier vol attendu ou entre 4 heures et 7 heures du matin (heure locale) ;
 - une deuxième inspection au plus tôt cinq heures après la première,
 sauf lorsqu'aucun mouvement n'est attendu dans la journée ;
- au moins une fois par jour pour une piste en service présentant des conditions de trafic différentes, sauf lorsque aucun mouvement n'est attendu dans la journée.

II. - Pour toute aire de manœuvre et en dehors des pistes en service, des inspections sont effectuées :

- au moins deux fois par jour pour un aéroport recevant au moins une ligne commerciale régulière et dont le trafic attendu est supérieur à 200 mouvements par an :
 - une première inspection avant la prise de service de l'organisme chargé de fournir les services de la circulation aérienne s'il existe ou avant le premier vol attendu ou entre 4 heures et 7 heures du matin (heure locale) ;
 - une deuxième inspection au plus tôt cinq heures après la première,
 sauf lorsqu'aucun mouvement n'est attendu dans la journée ;
- au moins une fois par jour pour tout aéroport présentant des conditions de trafic différentes, sauf lorsqu'aucun mouvement n'est attendu dans la journée.

III. - Pour toute aire de trafic, des inspections sont effectuées :

- au moins deux fois par jour pour des aéroports recevant au moins une ligne commerciale régulière et dont le trafic attendu est supérieur à 200 mouvements par an :
 - une première inspection avant la prise de service de l'organisme chargé de fournir les services de la circulation aérienne s'il existe ou avant le premier vol attendu ou entre 4 heures et 7 heures du matin (heure locale) ;
 - une deuxième inspection au plus tôt cinq heures après la première,
 sauf lorsqu'aucun mouvement n'est attendu dans la journée ;
- au moins une fois par jour pour tout aéroport présentant des conditions de trafic différentes, sauf lorsqu'aucun mouvement n'est attendu dans la journée.

IV. - En cas de doute sur l'état de l'aire de manœuvre, des inspections partielles supplémentaires sont effectuées.

Art. 6. — L'exploitant de l'aéroport ou les utilisateurs des différents secteurs d'aéroport, chacun en ce qui le concerne, élaborent les procédures relatives aux inspections de l'aire de mouvement qui traitent au moins les points suivants :

- les fréquences des inspections ;
- les types d'observations à entreprendre ;
- les processus de décision pour prendre des mesures correctives ;
- les actions correctrices à moyen terme ;
- les mesures conservatoires immédiates ;
- les comptes rendus d'inspection et leur transmission ;
- les mesures de remplacement dans le cas où une procédure prévue ne pourrait être appliquée ;
- les transmissions de l'information ;
- les services chargés de l'inspection et de l'information ;
- l'archivage des comptes rendus des actions faisant suite à une inspection de premier niveau.

Art. 7. — L'exploitant de l'aéroport établit, avec les différents organismes et services impliqués dans le bon déroulement des inspections de l'aire de mouvement, des protocoles permettant leur coordination.

Ces protocoles prévoient :

- une coordination préalable à toute inspection d'une piste afin de s'assurer que celle-ci est libre de tout trafic ;
- les conditions de pénétration sur l'aire de manœuvre ;
- les procédures de transfert d'information relatives aux inspections de l'aire de mouvement entre l'exploitant de l'aéroport et le représentant local de l'organisme chargé de fournir les services de la circulation aérienne, s'il existe ;
- les conditions d'arrêt, de modification ou de reprise de l'exploitation d'une piste.

L'exploitant informe sans délai le représentant local de l'organisme chargé de fournir les services de la circulation aérienne de toute évolution nécessitant une mise à jour du protocole.

Art. 8. — Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas :

- aux visites techniques plus spécialisées et détaillées qui visent à évaluer les besoins importants de maintenance pour garantir la pérennité de l'ouvrage ni à celles relatives au contrôle et à l'entretien des aides visuelles ou des installations connexes de l'aire de mouvement ;
- aux actions réalisées pour les besoins du service de prévention du péril animalier.

Art. 9. — Le présent arrêté est applicable dans les îles Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Art. 10. — L'arrêté du 15 mars 2002 relatif aux inspections de l'aire de mouvement d'un aéroport est abrogé.

Art. 11. — Le présent arrêté s'applique à compter du 1er janvier 2009.

Art. 12. — Le directeur général de l'aviation civile, le chef d'état-major de l'armée de terre, le chef d'état-major de la marine, le chef d'état-major de l'armée de l'air et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mars 2008.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,
du développement et de l'aménagement durables,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur
des affaires stratégiques et techniques,*
P. SCHWACH.

*La ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*
Pour la ministre et par délégation :
*Le directeur des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'outre-mer,*
P. LEYSSENE.

Le ministre de la défense,
Hervé MORIN.

AVIS de concours pour l'admission d'élèves officiers médecins à l'école du service de santé des armées de Lyon-Bron en 2008 (catégorie "deuxième année du premier cycle des études médicales").

Conformément aux dispositions du décret n° 2004-535 du 14 juin 2004 fixant certaines dispositions applicables aux élèves médecins, pharmaciens, vétérinaires et chirurgiens-dentistes des écoles du service de santé des armées, un concours est ouvert en 2008 aux étudiants de deuxième année du premier cycle des études médicales (PCEM 2) pour l'admission en troisième année de scolarité à l'école du service de santé des armées de Lyon-Bron en qualité d'élèves officiers médecins.

Le nombre de places est fixé à 8.

Les directions régionales et les directions interarmées du service de santé des armées, dont les adresses sont indiquées ci-après, sont chargées du recueil des dossiers d'inscription :

*2. Candidats résidant dans les départements
et territoires d'outre-mer, à Djibouti et au Sénégal*

M. le directeur interarmées du service de santé en Polynésie française, SP 91390, 00200 Armées.

4. Date limite de dépôt des dossiers de candidature

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 28 mars 2008, le cachet de la poste faisant foi.

AVIS de concours pour l'admission d'élèves officiers médecins et pharmaciens dans les écoles du service de santé des armées de Bordeaux et de Lyon-Bron en 2008 (catégorie "baccalauréat").

Conformément aux dispositions du décret n° 2004-535 du 14 juin 2004 fixant certaines dispositions applicables aux

élèves médecins, pharmaciens, vétérinaires et chirurgiens-dentistes des écoles du service de santé des armées, un concours commun sur épreuves est ouvert, dans la catégorie baccalauréat, pour l'admission en 2008 d'élèves officiers médecins et pharmaciens dans les écoles du service de santé des armées de Bordeaux et de Lyon-Bron.

Le nombre de places est fixé à 150 pour la section médecine et à 5 pour la section pharmacie.

Les directions régionales et les directions interarmées du service de santé des armées, dont les adresses sont indiquées ci-après, sont chargées du recueil des dossiers d'inscription :

*II. - Candidats résidant dans les départements
et territoires d'outre-mer, à Djibouti et au Sénégal*

M. le directeur interarmées du service de santé en Polynésie française, SP 91390, 00200 Armées.

IV. - Date limite de dépôt des dossiers de candidature

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 28 mars 2008 (le cachet de la poste faisant foi).

ARRETE n° 1-2008 VR/DL du 21 février 2008 fixant le montant des crédits alloués au titre du forfait externat attribués aux établissements d'enseignement privé sous contrat primaires et secondaires, dotation 2008.

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu le décret n° 99-941 du 12 novembre 1999 relatif à l'organisation des vice-rectorats en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles de Wallis et Futuna et à Mayotte ;

Vu l'arrêté n° HC 121 SME/BRHT/ET du 10 avril 2006 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Pierre Meulenet, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional hors classe, vice-recteur de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 122 SME/BRHT/ET du 10 avril 2006 modifié partant délégation de signature à M. Jean-Pierre Meulenet, inspecteur d'académie inspecteur pédagogique régional hors classe, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° HC 56-07 du 4 avril 2007 entre l'Etat et la Polynésie française relative à l'éducation ;

Vu la notification d'autorisation d'engagement n° 500008 du 21 janvier 2008 fixant le montant des crédits afférents au forfait externat (dotation 2008) visée par la convention précitée et imputable sur le chapitre 139, article 51 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 2008 fixant pour l'année scolaire 2007-2008 le montant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements du second degré privés placées sous contrat d'association,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de la convention n° 214-99 du 19 juillet 1999, il est attribué aux établissements d'enseignement privé sous contrat primaires et secondaires, une première délégation de crédits alloués au titre du forfait externat, 1re trimestre 2007-2008, imputable sur les crédits du chapitre 139, article 51, d'un montant global de 3 436 987,61 euros, soit 410 141 720 F CFP réparti comme suit :

- 70 440,38 euros pour la direction de l'enseignement adventiste ;
- 767 159,38 euros pour la direction de l'enseignement protestant ;
- 2 599 387,85 euros pour la direction de l'enseignement catholique.

Un compte-rendu d'exécution sera fourni par les établissements d'enseignement privé sous contrats primaires et secondaires avant le 31 mars 2009.

Art. 2.— Le vice-recteur de la Polynésie française et le trésorier-payeur général de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 février 2008.
Pour le vice-recteur de Polynésie française,
par délégation :
Le directeur des ressources humaines
adjoint au secrétaire général,
Thierry MABRU.

Relevé des déclarations sur l'honneur adressées au haut-commissaire par les représentants élus à l'assemblée de la Polynésie française en janvier 2008.

En application de l'article 112 II 3e alinéa de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut de la Polynésie française modifiée, les représentants élus à l'assemblée de la Polynésie française le 18 février 2008 et installés dans leurs fonctions le jeudi 21 février 2008, proclamés élus le 25 février 2008, proclamés élus le 3 mars 2008, ont adressé les déclarations suivantes, certifiées sur l'honneur exactes et sincères, comportant la liste des activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, qu'ils envisagent de conserver ou attestant qu'ils n'en exercent aucune.

Annick Afo
(déposé le 04-03-08)
Aucune activité professionnelle.

Tarita Alexandre épouse Sinjoux
(déposé le 29-02-08)
Aucune activité professionnelle.

Tearii Alpha
(déposé le 28-02-08)
Président de l'association Maison des jeunes de Mataiea ;
Vice-président de l'association O Porinetia To Tatou Ai'a ;
Président de l'association Travail et dignité.

Sabrina Birk
(déposé le 20-03-2008)

Membre de droit de la commission consultative des aérodromes territoriaux en qualité de présidente de la commission législative des finances, non rémunérée ;

Titulaire du comité de pilotage chargé de la réhabilitation du domaine de Motu Ovini ;

Titulaire du comité de pilotage interministériel relatif au nouveau pôle économique de Taravao ;

Suppléante du comité territorial des constructions scolaires ;

Présidente de la commission chargée de la préparation du budget de l'assemblée ;

Suppléante de la commission consultative de la taxe de développement local (TDL) ;

Titulaire de la commission consultative des aides à la production audiovisuelle et cinématographique ;

Titulaire de la commission de recensement général des votes ;

Titulaire de la commission de surveillance des établissements pénitentiaires ;

Titulaire de la commission de suspension de la perception du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à l'importation de certains produits destinés à une transformation sur place ;

Présidente de la commission des finances ;

Vice présidente de la commission des institutions et des relations internationales ;

Titulaire de la commission médico-sociale de lutte contre la toxicomanie ;

Titulaire du conseil d'administration de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) ;

Suppléante du conseil d'administration de l'établissement dénommé musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha ;

Titulaire du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Suppléante du conseil d'administration du Centre des métiers d'art de la Polynésie française ;

Titulaire du conseil de direction du jardin botanique de Motu Ovini ;

Titulaire du conseil d'établissement du collège de Taravao ;

Titulaire du conseil d'établissement du lycée polyvalent de Taravao ;

Titulaire du conseil d'orientation pour le suivi des conséquences des essais nucléaires ;

Membre de l'association Opu Nui ;

Membre de l'association Utopia ;

Membre de l'association Taravao Nui Ma ;

Membre de l'association Moruroa E Tatou ;

Membre de droit de la commission consultative des aérodromes territoriaux en qualité de présidente de la commission législative des finances, non rémunérée.

Tamara Bopp Du Pont
(déposé le 20-03-2008)

Membre de la commission d'attribution des lotissements agricoles ;

Membre de la commission pour la création et l'extension des élevages de poules pondeuses en Polynésie française ;

Membre de la commission unique du domaine public de la pêche ;

Membre du conseil d'établissement du collège de Paopao ;

Membre du conseil d'établissement du collège de Afareaitu ;

Membre de la commission d'attribution des logements du centre d'hébergement pour étudiants de Outumaoro ;

Membre du conseil d'administration du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC) ;

Membre du conseil d'établissement de l'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPEFPA) ;

Membre du conseil d'administration du Fonds de développement des archipels (suppléant) ;

Membre de la commission d'attribution des aides du logement (CAL) ;

Membre de la commission compétente en matière de lutte contre le sida ;

Membre du conseil d'administration de l'Etablissement public administratif pour la prévention (EPAP) ;

Membre du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie (RSPF), suppléante ;

Membre du conseil d'administration de Coder Marama Nui ;

Conseillère municipale dans la commune de Moorea-Maiao.

Jean-Christophe Bouissou

(déposé le 11-03-08)

Aucune activité professionnelle.

(déposé le 19-03-08)

Membre du conseil d'établissement du CRDP de la Polynésie française, suppléant (mandat de 3 ans, validité mai 2008), non rémunéré ;

Membre du conseil d'orientation de la SEM Tahiti Nui Télévision, non rémunéré.

Daphné Chavey

(déposé le 28-02-08)

Aucune activité professionnelle.

Béatrice Coppenrath épouse Vernaudo

(déposé le 26-02-2008)

Présidence du mouvement citoyen "Tiatau" ;

Aucune activité professionnelle.

Armelle Coppenrath épouse Merceron

(déposé le 29-02-08)

Enseignante vacataire (environ 30h/an) à l'école assistants sociaux et à l'IRFE (éducateurs spécialisés) ;

Co-gérante d'une société civile immobilière familiale (activité non rémunérée) ;

Vice-présidente de l'association polynésienne d'enseignement supérieur (APES) qui gère le centre régional associé du CNAM en Polynésie française (activité non rémunérée).

(déposé le 19-03-2008)

Désignation au titre de la représentation de la Polynésie française ;

Membre du conseil d'administration de la SEM Tahiti Nui Rava'i ;

Membre du conseil d'administration de l'OPT ;

Désignation en qualité de représentante ;

Membre du conseil d'administration du régime des non-salariés, mandat de 2 ans à compter de 2007 ;

Membre du conseil d'administration du GIE Tahiti tourisme ;

Ces mandats se sont arrêtés le 19 mars 2008.

Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Valentina Cross

(déposé le 19-03-2008)

Membre de la société Air Moorea ;

Présidente du conseil d'administration de l'établissement Fare Tama Hau ;

Présidente du conseil d'administration de l'Institut d'insertion médico-éducatif ;

Vice-présidente du conseil d'administration de l'OPH ;

Membre du conseil d'administration de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture ;

Membre du conseil d'administration du centre hospitalier de la Polynésie française ;

Membre du conseil d'administration de l'EPAP ;

Membre du conseil d'administration de l'ICA ;

Membre de droit du comité mixte paritaire chargé de suivre l'application de la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Jacques Harold Tiamatahi Drollet

(déposé le 26-02-2008)

Secrétaire général de l'association Ia Mana Te Nunaa ;

Président de l'association Hitia Ia Ora ;

Membre du bureau de l'association Te Aa Tupuna Drollet-Namakeha ;

Ces activités d'intérêt général sont toutes gratuites.

(déposé le 12-03-2008)

Administrateur, non rémunéré, des sociétés d'économie mixte, sous le gouvernement de M. Temaru :

Air Tahiti Nui ;

Laboratoire des travaux publics ;

SOCREDO ;

TNTV ;

OPT.

Chantal Flores épouse Tahiaata

(déposé le 26-02-2008)

Présidente d'honneur d'une association sportive dénommée "Tearamoana Vaa" basée à Tupuai ;

Trésorière de l'association culturelle branche de Taahueia Tupuai (UCJG) - Eglise protestante ;

Trésorière de l'association culturelle de la paroisse protestante (UCJG) de l'île de Tupuai ;

(déposé le 20-03-2008)

Présidente du conseil d'administration du Fonds de développement des archipels (FDA) ;

Membre de droit de la commission consultative des aéroports territoriaux en qualité de présidente d'une commission législative des affaires économiques ;

Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Gaston Flosse

(déposé le 11-03-08)

Sénateur.

Temaui Foster

(déposé le 03-03-08)

Président de l'association grandes manifestations des Tuamotu-Gambier ;

Président de l'association sportive Tae Kwon Do Club Polynésien ;

Membre de l'association Taatihaga Tuamotu ;

Président de l'association familiale Toku Henua ;

Actionnaire de la société Coder Marama Nui ;

Actionnaire de la EURL Haoragi constructions (en cours de cession).

Françoise Tama

(déposé le 12-03-2008)

Siège au conseil d'administration de Tahiti Nui Ravai, non rémunérée.

(déposé le 25-03-2008)

Aucune activité professionnelle ;

En qualité de représentante du pays, siège dans les organismes suivants :

Membre du conseil d'administration de Tahiti Nui Ravai ;
 Membre du comité de pilotage interministériel pour la mise en œuvre d'un aménagement cohérent et concerté de l'agglomération entre les communes de Punaauia et de Arue ;
 Membre de la commission consultative de la taxe de développement local (TDL) ;
 Membre de la commission de suspension de la perception du droit de douane et du droit fiscal d'entrée, applicable à l'importation de certains produits destinés à une transformation sur place ;
 Membre du conseil d'établissement du collège de Bora Bora ;
 Membre du comité des mines ;
 Secrétaire de l'association familiale "association des héritiers de Taoatua a Taputea et de Tetuahitirere" ;
 Secrétaire de l'association familiale "association Tuterimarama Tama et Miriama Tauotaha ;
 Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Joëlle Frébault
 (déposé le 20-03-08)
 Aucune activité professionnelle.

Pierre Frébault
 (déposé le 03-03-08)
 Aucune activité professionnelle.

Edouard Fritch
 (déposé le 29-02-08)
 Maire de la commune de Pirae.

Chantal Galenon
 (déposé le 03-03-08)
 Aucune activité professionnelle.

Antony Géros
 (déposé le 19-03-2008)
 Président du conseil d'administration de l'Office polynésien de l'habitat ;
 Vice-président du conseil d'administration de l'Etablissement public des grands travaux ;
 Vice-président du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;
 Vice-président du conseil d'administration de l'OPT ;
 Membre du conseil d'administration de l'EPIC Vanille ;
 Membre du comité pour la reconversion économique de la Polynésie française ;
 Désigné par le précédent gouvernement pour représenter la Polynésie française dans les organismes suivants :
 Air Tahiti Nui ;
 Centre Paofai
 Maeva Nui ;
 SOCREDO ;
 Sofidep ;
 Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Pascale Haiti
 (déposé le 29-02-08)
 Aucune activité professionnelle ;
 (déposé le 19-03-2008)
 Présidente de la commission de la santé et de la médecine traditionnelle ;
 Membre de la commission de l'organisation sanitaire.

Georges Handerson
 (déposé le 06-03-08)
 Aucune activité professionnelle ;
 (déposé le 20-03-2008)

Membre du conseil d'administration des sociétés d'économie mixte en qualité de représentant du pays sous le gouvernement de M. Temaru, non rémunéré :
 Assainissement des eaux de Tahiti ;
 Centre Paofai ;
 Environnement polynésien ;
 Société d'aménagement et de gestion de la Polynésie française (SAGEP) ;
 SETIL-Aéroports ;
 Port autonome ;
 Membre de droit de la commission consultative des aéroports territoriaux en qualité de président de la commission législative de l'aménagement, de l'espace naturel, rural et urbain, de l'environnement, de l'urbanisme, de la qualité de la vie et de la gestion du domaine public (non rémunéré).

Unutea Hirshon
 (déposé le 29-02-08)
 Patente de loueur en meuble ;
 (déposé le 20-03-2008)
 Membre du conseil d'administration des sociétés d'économie mixte en qualité de représentante du pays sous le gouvernement de M. Temaru, non rémunérée :
 Environnement polynésien ;
 Tahiti Nui Télévision.

Rosine Hoiore épouse Brodien
 (déposé le 06-03-08)
 Retraitée (régime salarié).

Teura Iriti
 (déposé le 03-03-08)
 Aucune activité professionnelle ;
 (déposé le 19-03-2008)
 Membre du conseil d'administration de l'ATP (2007-68 du 25 janvier 2007) ;
 Membre du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française ;
 Membre du conseil d'administration du Centre de recherche et de documentation pédagogiques de la Polynésie française (CRDP - mandat de 3 ans - validité mai 2008).

Heifara Izal
 (déposé le 28-02-08)
 Aucune activité professionnelle.

Patricia Jennings
 (déposé le 20-03-08)
 Membre du conseil d'administration de l'OPH en qualité de vice-présidente de la communication législative du logement, suppléante, non rémunérée.

Benoît Kautai
 (déposé le 19-03-2008)
 Président du parti politique Te Henua Enata A Tu.

René Kohumoetini
 (déposé le 03-03-08)
 Conseiller municipal ;
 Désigné par la précédente assemblée pour représenter la Polynésie française dans les organismes suivants :
 Membre du conseil d'administration de l'Huilerie de Tahiti (mandat de 6 ans) ;
 Membre du conseil d'orientation de la société d'économie mixte Tahiti Nui Télévision (TNTV) ;
 Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Monique Labbeyi épouse Richeton
(déposé le 03-03-08)
Maire de la commune de Rikitea, Gambier.

Marcelin Lisan
(déposé le 14-03-2008)
Maire de Huahine ;
Gérant de sociétés commerciales, pêche, location de
voiture ;
Président de Farenui fishing club.

Léonie Lucas épouse Mataoa
(déposé le 28-02-08)
Retraitée ;
Actionnaire dans une ferme perlière "SCA Vaipura
perles" à hauteur de 30%.

Victor Maamaatuaiahutapu
(déposé le 11-03-08)
Membre de l'association Taaretu ;
Membre de l'association Te Reo O Tefana.

Sandra Manutahi épouse Levy-Agami
(déposé le 28-02-08)
En position de détachement du ministère de la justice.

Emma Maraea
(déposé le 28-02-08)
Présidente de la maison familiale rurale de Tahaa ;
(déposé le 20-03-2008)
Membre du conseil d'administration de l'Huilerie de
Tahiti, non rémunérée.

Teina Maraeura
(déposé le 19-03-08)
Membre du conseil d'administration de la SAEM
Abattage de Tahiti ;
Membre du conseil de direction du jardin botanique de
Motu Ovini ;
Membre du conseil d'administration du GIE Tahiti
tourisme ;
Membre de la commission de l'organisation sanitaire ;
Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Myron Mataoa
(déposé le 19-03-2008)
Membre du conseil d'administration d'Air Tahiti Nui en
qualité de représentant du pays sous le gouvernement de
M. Temaru, non rémunéré.

Thomas Moutame
(déposé le 28-02-08)
Maire de la commune de Taputapuatea.

Amaronn Naia Teriipaia
(déposé le 06-03-08)
Aucune activité professionnelle.

Maryse Ollivier
(déposé le 20-03-2008)
Titulaire d'une pharmacie à Faa'a (pharmacie Tautiare)
Désignée par la précédente assemblée pour représenter la
Polynésie française en qualité de :
Membre du conseil d'administration du Centre hospitalier
de la Polynésie française ;
Membre de l'Institut Louis-Malardé.

Eléanor Parker
(déposé le 28-02-2008)
Gérante de la société Poerani Black Pearl.

Teiki Porlier
(déposé le 28-02-08)
Aucune activité professionnelle.

Jean-Marius Raapoto
(déposé le 07-03-08)
2e adjoint au maire de la commune de Faa'a (indemnité de
132 000 F CFP).

Frédéric Riveta
(déposé le 03-03-08)
Membre de la coopérative agricole Rurutu Tu Nena ;
Maire de la commune de Rurutu ;
Désigné par la précédente assemblée pour représenter la
Polynésie française dans les organismes suivants :
SAEM Abattage de Tahiti ;
SA Huilerie de Tahiti ;
Membre du conseil d'administration de la société mixte
d'abattage de Tahiti ;
Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Teva Rohfritsch
(déposé le 03-03-08)
Président de l'association sportive Real SOCREDO
(football).

Fernand Roomataaroa
(déposé le 28-02-08)
Président de l'association culturelle Manureva I Te Rai
Matua Tini ;
Président de l'association Tuura de Avera Rurutu ;
Président de la coopérative scolaire de Avera Rurutu ;
Trésorier de l'association Atanoa de Hauti Rurutu.

Maïna Sage
(déposé le 14-03-2008)
Aucune activité professionnelle.

James Salmon
(déposé le 19-03-2008)
Président du conseil d'administration de l'Etablissement
des grands travaux ;
Président du conseil d'administration de l'Etablissement
de gestion et d'aménagement de Teva ;
Membre du conseil d'administration de Heiva Nui ;
Membre du conseil d'administration du Fonds de
développement des archipels ;
Membre du conseil d'administration du port autonome de
Papeete ;
Membre du conseil d'administration de l'Office polynésien
de l'habitat ;
Membre du conseil d'administration de l'Etablissement
public administratif pour la prévention ;
Membre du comité de gestion pour la reconversion
économique de la Polynésie française ;
Membre de droit du comité mixte paritaire chargé de
suivre l'application de la loi n° 94-99 du 5 février 1994
d'orientation pour le développement économique, social et
culturel de la Polynésie française ;
Désigné par le précédent gouvernement pour représenter
la Polynésie française dans les organismes suivants :
Laboratoire des travaux publics ;
Maeva Nui ;

Société d'aménagement et de gestion de la Polynésie française (SAGEP) ;

SETIL-Aéroports ;

SEM port de pêche de Papeete ;

Te Mau Ito Api ;

SA Electra ;

SA Electricité de Tahiti ;

SA Coder Marama Nui ;

TEP ;

Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Philip Schyle

(déposé le 28-02-08)

Maire de la commune de Arue ;

Président du parti politique Fetia Api.

Juliette Tahuhuatama

(déposé le 29-02-08)

Maire-délégué de la commune associée de Taahueia Tubuai.

Robert Tanseau

(déposé le 19-03-2008)

Administrateur de l'association Dragon, de l'association socio-culturelle Phisigma ;

Association chinoise Sinitong SEML "Te Ora No Ananahi" ;

Gérant des sociétés Shop Tahiti, Shop Tahiti import, SARL Raimana, EURL Robert TANSEAU, Shop Tahiti Mahina, Shop Tahiti Papara ;

Gérant SCI Beatrice, SCI Mirenda, SCI Bob, SCI Mirimana.

At-Chong Tchoun You Thung Hee

(déposé le 28-02-08)

Aucune activité professionnelle.

Hirohiti Tefaarere

(déposé le 13-03-2008)

Membre du conseil d'administration de la SOCREDO jusqu'au prochain renouvellement prévu courant mars ou avril 2008 ;

Membre du conseil d'administration de la CPS jusqu'au prochain renouvellement prévu courant mars ou avril 2008 ;

Membre du conseil d'administration de la TEP jusqu'au prochain renouvellement prévu courant mars ou avril 2008 ;

Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Juliana Tefaatau épouse Mati

(déposé le 06-03-08)

SCI Teriitauaroa du 22 août 2005 (Etude de Me Bernard Bruggmann).

Oscar Manutahi Temaru

(déposé le 11-03-08)

Aucune activité professionnelle ;

(déposé le 20-03-2008)

Membre du conseil d'administration des sociétés d'économie mixte en qualité de Président de la Polynésie française, non rémunéré ;

Air Tahiti Nui ;

SETIL-Aéroports ;

Assemblée générale de TNTV ;

Membre du comité de gestion pour la reconversion économique de la Polynésie française ;

Membre du comité mixte paritaire chargé de suivre l'application de la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Membre de la commission consultative d'évaluation des charges relative au transfert de services de l'Etat à la Polynésie française ;

Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

René Temeharo

(déposé le 03-03-08)

7e adjoint au maire de la commune de Papeete ;

Représentant de la commune de Papeete au sein du conseil d'administration SETIL-Aéroports ;

Et du conseil d'administration de la SAGEP ;

(déposé le 19-03-2008)

Président de la commission des affaires civiles, du logement, de la famille, de la parité et de la protection sociale ;

Adjoint au maire de la commune de Papeete ;

Membre du conseil d'administration de l'OPH - titulaire ;

Membre de la commission d'attribution des aides au logement - titulaire.

Ruben Teremate

(déposé le 06-03-08)

Aucune activité professionnelle.

Mita Teriipaia

(déposé le 28-02-08)

Vice-président dans l'association culturelle Heiva I Bora Bora de 2006 à 2007 ;

Actionnaire dans la société Vaitehi de Bora Bora, non rémunéré.

Sylviane Terooatea

(déposé le 28-02-08)

Aucune activité professionnelle ;

(déposé le 19-03-08)

Membre du conseil d'administration du régime des non-salariés - suppléante, non rémunérée ;

Membre du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française - suppléante, non rémunérée.

Lana Tetuanui

(déposé le 03-03-08)

Présidente du comité des fêtes de Tumaraa ;

Désignée par la précédente assemblée pour représenter la Polynésie française dans les organismes suivants :

Membre du conseil d'administration de la société de transports électrique en Polynésie française ;

Membre du conseil d'administration du GIE Tahiti tourisme, suppléante ;

Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Justine Teura

(déposé le 19-03-2008)

Aucune activité professionnelle.

Emma Tiunu épouse Algan

(déposé le 28-02-08)

Aucune activité professionnelle ;

(déposé le 19-03-08)

Membre du conseil d'administration du régime des non-salariés (RNS), mandat de 2 ans à compter de 2007 ;

Membre du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française, mandat de 2 ans à compter de 2007 ;

Membre du conseil d'administration du CRDP de la Polynésie française, mandat de 3 ans, validité mai 2008.

Gaston Tong Sang
(déposé le 19-03-08)

Président du syndicat pour la promotion des communes,
non rémunéré ;

Représentant de la commune de Bora Bora au sein des
assemblées générales et du conseil d'administration de la
société Vaitehi, non rémunéré ;

Maire de la commune de Bora Bora avec une indemnité de
fonction.

Ismaël Tuahu
(déposé le 29-02-08)
Aucune activité professionnelle.

Catherine Tuiho-Buillard
(déposé le 19-03-2008)
Présidente de l'association Taatira'a Ia Ora Mahina ;
Haut comité de la Recherche ;
(déposé le 20-03-2008)

Membre du conseil d'administration de Coder Marama
Nui, non rémunérée ;
Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Clarenntz Vernaoudon
(déposé le 26-02-2008)
Maire de la commune de Taiarapu-Ouest (indemnités).

Jacques Vii
(déposé le 29-02-08)
Maire de la commune de Punaauia.

Michel Yip
(déposé le 19-03-2008)
Membre du conseil d'administration des SEM en qualité
de représentant du pays sous le gouvernement de
M. Temaru :
SOCREDO ;
SOFIDEP ;
Te Mau Ito Api ;
Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

En cours de mandat, les représentants devront déclarer
tout élément de nature à modifier cette déclaration initiale.

DECRET du 21 mars 2008 portant promotion et nomination.

Par décret du Président de la République en date du
21 mars 2008, pris sur le rapport du Premier ministre et des
ministres et visé pour son exécution par le grand chancelier
de l'ordre national de la Légion d'honneur, vu les déclarations
du conseil de l'ordre portant que les présentes promotions et
nominations sont faites en conformité des lois, décrets et
règlements, sont promus ou nommés, pour prendre rang à
compter de la date de réception dans leur grade :

.....
Ostre-mer

.....
Au grade de chevalier

.....
M. Simon (Jean-Marie), directeur d'un centre de
formation professionnelle en Polynésie française ; 45 ans
d'activités professionnelles et associatives.
.....

ARRETE MINISTERIEL du 28 février 2008 portant au titre de l'année scolaire 2008-2009 répartition entre les départements, aux premiers concours internes, du contingent de promotions à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles de maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du
28 février 2008, le nombre de maîtres contractuels ou agréés
des établissements d'enseignement privés sous contrat,
assimilés pour leur rémunération aux instituteurs, pouvant
accéder, au titre de l'année scolaire 2008-2009, par la voie du
premier concours interne à l'échelle de rémunération des
professeurs des écoles est fixé, pour chaque département,
dans le tableau ci-annexé.

ANNEXE

Tableau de répartition entre les départements

Code	Départements	Premier concours interne
987	Polynésie française.....	30

ARRETE MINISTERIEL du 3 mars 2008 portant répartition entre les départements, la Polynésie française et Mayotte des emplois à pourvoir aux premiers concours internes de recrutement de professeurs des écoles pour l'année 2008.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du
3 mars 2008, le nombre des emplois à pourvoir aux premiers
concours internes de recrutement de professeurs des écoles
au titre de l'année 2008 est fixé dans le tableau ci-annexé
pour chaque département.

ANNEXE

*Tableau de répartition entre les départements des emplois à
pourvoir aux premiers concours internes de recrutement de
professeurs des écoles pour l'année 2008*

Départements	Emplois mis au concours
Polynésie française.....	40

ARRETE MINISTERIEL du 3 mars 2008 portant répartition entre les départements, la Polynésie française et Mayotte des emplois ouverts en 2008 pour l'intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles par la voie de l'inscription sur des listes d'aptitude.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du
3 mars 2008, le nombre des emplois ouverts à compter du
1er septembre 2008 pour l'intégration d'instituteurs
titulaires dans le corps des professeurs des écoles par la voie
de l'inscription sur des listes d'aptitude est fixé dans le
tableau ci-annexé pour chaque département, la Polynésie
française et Mayotte.

Les changements de département des professeurs des
écoles nommés sur des emplois répartis selon les dispositions
ci-dessus entraînent transferts simultanés des emplois
correspondants des départements d'origine aux
départements d'accueil.

ANNEXE

Répartition des emplois ouverts en 2008 pour l'intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles par la voie de l'inscription sur listes d'aptitude

Départements	Contingent
Polynésie française.....	200

ARRETE MINISTERIEL du 3 mars 2008 fixant au titre de l'année 2008 le nombre de postes à pourvoir au concours externe de recrutement de professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 3 mars 2008, le nombre de postes à pourvoir au concours externe de recrutement de professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française est fixé à 60.

ARRETE MINISTERIEL du 6 mars 2008 autorisant l'ouverture de l'examen professionnel des agents de catégorie C de la filière éducative ou technique de la protection judiciaire de la jeunesse d'accès au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2008.

Par arrêté de la garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 6 mars 2008, est autorisée l'ouverture d'un examen professionnel des agents de catégorie C de la filière éducative ou technique de la protection judiciaire de la jeunesse pour l'accès au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2008.

Le nombre total des postes offerts à l'examen professionnel sera fixé ultérieurement par arrêté.

La date limite de retrait des dossiers d'inscription est fixée au 4 avril 2008.

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 11 avril 2008.

L'épreuve orale d'admission aura lieu à partir du 19 mai 2008.

La composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'arrêtés de la garde des sceaux, ministre de la justice.

Nota. — Pour tous renseignements et demandes de formulaires d'inscription, les candidats doivent s'adresser aux directions régionales et directions départementales d'outre-mer de la protection judiciaire de la jeunesse (liste jointe).

**ADRESSES UTILES
ADRESSES DE RETRAIT ET DE DEPOT
DES DOSSIERS D'INSCRIPTION**

**LISTE DES DIRECTIONS REGIONALES
ET DEPARTEMENTALES DE LA PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

.....
Polynésie française (987), immeuble Papineau, BP 547,
98713 Papeete Tahiti, (téléphone : 00 689 50 05 20).
Mél : drpjj-papeete@justice.fr.
.....

ARRETE MINISTERIEL du 11 mars 2008 autorisant l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2008.

Par arrêté de la garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 11 mars 2008, est autorisée l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2008.

Le nombre de postes offerts sera fixé ultérieurement par arrêté.

La date limite de retrait des dossiers d'inscription est fixée au 14 avril 2008.

La date limite de dépôt des dossiers d'inscription est fixée au 18 avril 2008.

L'épreuve orale d'entretien avec le jury aura lieu à partir du 13 mai 2008.

La composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'arrêtés de la garde des sceaux, ministre de la justice.

Nota. — Pour tous renseignements et demandes de formulaires d'inscription, les candidats doivent s'adresser aux directions régionales et directions départementales d'outre-mer de la protection judiciaire de la jeunesse (liste jointe).

ANNEXE

**LISTE DES DIRECTIONS REGIONALES
ET DEPARTEMENTALES DE LA PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

.....
Polynésie française (987), immeuble Papineau, BP 547,
98713 Papeete Tahiti, (téléphone : 00 689 50 05 20).
Mél : drpjj-papeete@justice.fr.
.....

EXEQUATUR accordés à des consuls.

L'exequatur est accordé à Mlle Butler (Anita Jo), en qualité de consule générale du Commonwealth d'Australie à Nouméa, avec juridiction sur les territoires d'outre-mer suivants :

La Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et les îles Wallis et Futuna.
.....

**CONVENTION de financement
n° HC 88-08 DAC/FIP du 18 mars 2008.**

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Maupiti, représentée par son maire M. Paul Ropiteau,

.....
Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le FIP apporte son soutien financier à la commune de Maupiti pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Ecole primaire, construction d'un centre de ressources" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation des travaux prévus dans le dossier technique et dont le coût est estimé à 4 380 000 F CFP, soit 36 704,40 euros.

Art. 3.— *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

FIP programmation 2007	36 704,40 euros	4 380 000 F CFP	soit 100 %
------------------------	-----------------	-----------------	------------

.....

AVENANT n° HC 83-08 du 12 mars 2008 à la convention de financement n° 42-00 IDV du 5 décembre 2000 entre l'Etat et la commune de Paea relative au financement de l'opération intitulée "Rénovation du réseau d'eau potable de Orofero".

Entre :

- l'Etat, ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales (secrétariat d'Etat chargé de l'outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Paea, représentée par son maire M. Jacquie Graffe,
-

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier l'avenant n° 231-03 du 17 novembre 2003 à la convention n° 42-00 IDV du 5 décembre 2000 relative au financement des travaux de rénovation du réseau d'eau potable de Orofero de la commune de Paea en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération.

Art. 2.— Les dispositions de l'avenant n° 66-05 du 2 mai 2005 modifiant les dispositions de l'article 8 de l'avenant n° 231-03 du 17 novembre 2003 à la convention n° 42-00 IDV du 5 décembre 2000 sont modifiées comme suit :

Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 24 mois à compter de la date de signature de l'avenant n° 231-03 du 17 novembre 2003" ;

Lire : "exécuter cette opération au plus tard le 30 octobre 2011".

Art. 3.— Toutes les dispositions de la convention n° 42-00 IDV du 5 décembre 2000 non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

.....

AVENANT n° 86-08 du 18 mars 2008 à la convention de financement n° 158-05 du 24 octobre 2005 relative au financement du réaménagement et de l'extension de l'école primaire de Taaone.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par Mme haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Pirae, représentée par son maire M. Edouard Fritch,
-

Il est convenu :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 158-05 du 24 octobre 2005 relative au financement du réaménagement et de l'extension de l'école primaire de Taaone par la commune de Pirae en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération.

Art. 2.— L'article 6 de la convention de financement initiale, relatif aux engagements de la commune, est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 24 mois à partir de la date de signature de la présente convention" ;

Lire : "exécuter cette opération au plus tard le 31 juillet 2008".

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par l'avenant n° 173-07 du 11 septembre 2007 et le présent avenant sont et demeurent valables.

.....

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SCI TEONETERE

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE TEONETERE.

Par abréviation : SCIT.

Forme : Société civile.

Capital : 50 000 F CFP.

Siège social : Amanahune, Bora Bora, Nunue.

Objet : La société a pour objet essentiel l'acquisition des biens immobiliers, maisons, terrains, immeubles, l'achat, la commande, les mutations, les transferts, les réquisitions, les ventes, les locations, l'importation et l'exportation etc., la gestion, l'administration, ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire, l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions susrelatées et la constitution des garanties y relatives, et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social susdécrit, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société, de participer et de promouvoir au développement économique du territoire et du pays, îles, îlots des cinq archipels de la Polynésie française concernant toutes sortes d'activités sans exception pouvant se rattacher à tous secteurs public, privé et parapublic de la Polynésie française.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation.

Gérance : M. Hinatini TIAIHO, demeurant à Bora Bora, sera le gérant de la société susnommée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte du commerce de Papeete.

Pour avis et mention,
Le gérant.

SCI PAPAROA

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE PAPAROA.

Par abréviation : SCIP.

Forme : Société civile.

Capital : 50 000 F CFP.

Siège social : Taravao, en face de la Poste.

Objet : La société a pour objet essentiel l'acquisition des biens immobiliers, maisons, terrains, immeubles, l'achat, la commande, les mutations, les transferts, les réquisitions, les ventes, les locations, l'importation et l'exportation etc., la gestion, l'administration, ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire, l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions susrelatées et la constitution des garanties y relatives, et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social susdécrit, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société, de participer et de promouvoir au développement économique du territoire et du pays, îles, îlots des cinq archipels de la Polynésie française concernant toutes sortes d'activités sans exception pouvant se rattacher à tous secteurs public, privé et parapublic de la Polynésie française.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation.

Gérance : M. Julien WAN, demeurant à Taravao, sera le gérant de la société susnommée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte du commerce de Papeete.

Pour avis et mention,
Le gérant.

SCI HAU'E

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE HAU'E.

Par abréviation : SCIPV.

Forme : Société civile.

Capital : 50 000 F CFP.

Siège social : Avenue Vairaatoa, quartier Rurutu, en face de la FOL.

Objet : La société a pour objet essentiel l'acquisition des biens immobiliers, maisons, terrains, immeubles, l'achat, la commande, les mutations, les transferts, les réquisitions, les ventes, les locations, l'importation et l'exportation etc., la gestion, l'administration, ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire, l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions susrelatées et la constitution des garanties y relatives, et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social susdécrit, pourvu que ces

opérations n'affectent pas le caractère civil de la société, de participer et de promouvoir au développement économique du territoire et du pays, îles, îlots des cinq archipels de la Polynésie française concernant toutes sortes d'activités sans exception pouvant se rattacher à tous secteurs public, privé et parapublic de la Polynésie française.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation.

Gérance : M. Jean PARAU, demeurant à Papeete, sera le gérant de la société susnommée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte du commerce de Papeete.

Pour avis et mention,
Le gérant.

SCI IVIPOTO

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE IVIPOTO.

Par abréviation : SCIL.

Forme : Société civile.

Capital : 50 000 F CFP.

Siège social : Outumaoro.

Objet : La société a pour objet essentiel l'acquisition des biens immobiliers, maisons, terrains, immeubles, l'achat, la commande, les mutations, les transferts, les réquisitions, les ventes, les locations, l'importation et l'exportation etc., la gestion, l'administration, ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire, l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions susrelatées et la constitution des garanties y relatives, et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social susdécrit, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société, de participer et de promouvoir au développement économique du territoire et du pays, îles, îlots des cinq archipels de la Polynésie française concernant toutes sortes d'activités sans exception pouvant se rattacher à tous secteurs public, privé et parapublic de la Polynésie française.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation.

Gérance : M. Jean NOHO, demeurant à Outumaoro, Punaauia, sera le gérant de la société susnommée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte du commerce de Papeete.

Pour avis et mention,
Le gérant.

SNC JULIETTE

Nom commercial Magasin Juliette

Au capital de 20 000 000 F CFP

Siège social : Papeete, rue François-Cardella n° 43

RCS Papeete n° 4715 B - N° TAHITI 267637

Aux termes d'une assemblée générale ordinaire en date à Papeete du 31 mars 2008, les associés de la SNC JULIETTE ont nommé M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU en qualité de gérants de ladite société, pour une durée illimitée, avec faculté d'agir ensemble ou séparément.

Ancienne mention

Gérants : M. Pierre A YOU et Mme Juliette LOSSING.

Nouvelle mention

Gérants : M. Pierre A YOU, Mme Juliette LOSSING, M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU.

Pour avis,
Le gérant.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE HEITIARE
Société civile au capital de 40 400 000 F CFP
Siège social : Papeete, Mamao,
avenue Georges-Bambridge
RCS Papeete n° 5351 C - N° TAHITI 318527

Aux termes d'une assemblée générale ordinaire en date à Papeete du 31 mars 2008, les associés de la société civile immobilière HEITIARE ont nommé M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU en qualité de gérants de ladite société, pour une durée illimitée, avec faculté d'agir ensemble ou séparément.

Ancienne mention

Gérants : M. Pierre A YOU et Mme Juliette LOSSING.

Nouvelle mention

Gérants : M. Pierre A YOU, Mme Juliette LOSSING, M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU.

Pour avis,
Le gérant.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE A YOU
Société civile au capital de 30 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, Mamao,
avenue Georges-Bambridge
RCS Papeete n° 3166 B

Aux termes d'une assemblée générale ordinaire en date à Papeete du 31 mars 2008, les associés de la société civile immobilière A YOU ont nommé M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU en qualité de gérants de ladite société, pour une durée illimitée, avec faculté d'agir ensemble ou séparément.

Ancienne mention

Gérants : M. Pierre A YOU et Mme Juliette LOSSING.

Nouvelle mention

Gérants : M. Pierre A YOU, Mme Juliette LOSSING, M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU.

Pour avis,
Le gérant.

SCI VEHIARII

Société civile au capital de 300 000 F CFP

Siège social : Papeete, Titioro

RCS Papeete : n° 6133 C - N° TAHITI 391946

Aux termes d'une assemblée générale ordinaire en date à Papeete du 31 mars 2008, les associés de la SCI VEHIARII ont nommé M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU en qualité de gérants de ladite société, pour une durée illimitée, avec faculté d'agir ensemble ou séparément.

Ancienne mention

Gérants : M. Pierre A YOU et Mme Juliette LOSSING.

Nouvelle mention

Gérants : M. Pierre A YOU, Mme Juliette LOSSING,
M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU.

Pour avis,
Le gérant.

SCI NANA-I-TUA

Société civile au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Punaauia, PK 18,300, côté mer
RCS Papeete : n° 8814 C - N° TAHITI 624890

Aux termes d'une assemblée générale ordinaire en date à Papeete du 31 mars 2008, les associés de la SCI NANA-I-TUA ont nommé M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU en qualité de gérants de ladite société, pour une durée illimitée, avec faculté d'agir ensemble ou séparément.

Ancienne mention

Gérant : M. Pierre A YOU.

Nouvelle mention

Gérants : M. Pierre A YOU, M. Bruno A YOU et
Mlle Fanny A YOU.

Pour avis,
Le gérant.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE RAROMATAI DREAM

Société civile au capital de 180 000 F CFP
Siège social : Papeete, BP 879
RCS Papeete : n° 06 130 C - N° TAHITI 778720

Aux termes d'une assemblée générale ordinaire en date à Papeete du 31 mars 2008, les associés de la SCI RAROMATAI DREAM ont nommé M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU en qualité de gérants de ladite société, pour une durée illimitée, avec faculté d'agir ensemble ou séparément.

Ancienne mention

Gérant : M. Pierre A YOU.

Nouvelle mention

Gérants : M. Pierre A YOU, M. Bruno A YOU et
Mlle Fanny A YOU.

Pour avis,
Le gérant.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE PUATEA

Société civile au capital de 180 000 F CFP
Siège social : Papeete, rue des Poilus-Tahitiens
RCS Papeete : n° 8074 C - N° TAHITI 571315

Aux termes d'une assemblée générale ordinaire en date à Papeete du 31 mars 2008, les associés de la société civile immobilière PUATEA ont nommé Mlle Fanny A YOU en qualité de gérante de ladite société.

Ancienne mention

Gérants : M. Pierre A YOU, Mme Juliette LOSSING et
M. Bruno A YOU.

Nouvelle mention

Gérants : M. Pierre A YOU, Mme Juliette LOSSING,
M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU.

Pour avis,
Le gérant.

COOPERATIVE AGRICOLE HOTU RAU NO TUHAA PAE

Il est constitué le 25 mars 2008 une société coopérative agricole dénommée Hotu Rau No Tuhaa Pae, société civile particulière de personnes à capital et personnel variables, régie par les dispositions de la délibération n° 34 du 3 mars 1958 portant statut de la coopération dans le territoire de la Polynésie française, rendu exécutoire par arrêté n° 119 AE du 22 mars 1958 en application du décret n° 184 du 2 février 1955 ainsi que par la délibération n° 2000-16 APF du 27 janvier 2000 modifiée et par les dispositions réglementaires qui les modifieront ultérieurement.

Elle exerce son action dans la circonscription territoriale des Australes.

La société coopérative a pour objet, dans le cadre de ses statuts et règlements :

- l'achat de produits nécessaires aux associés coopérateurs ;
- le conditionnement, la transformation et la commercialisation des produits collectés auprès des associés coopérateurs ;
- l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux associés coopérateurs.

Son siège social est établi à Taahuaia, île de Tubuai, Australes.

Sa durée est fixée à 99 ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TANEPAU Charles
Vice-président	: TAU Pascal
Secrétaire	: TAATAROA Annette
Secrétaire adjoint	: CHUNG Maurice
Trésorier	: ROOMATAAROA Joseph
Trésorier adjoint	: ANIHIA Raoul
Administrateurs	: VIRIAMU Mere TANÉPAU Georges TEMARONO Victor

COOPERATIVE DE PECHE AVEA

Il est constitué le 26 décembre 2007 une société coopérative maritime de pêche à capital variable dénommée Avea, régie par les dispositions de la délibération du 3 mars 1958 portant statut de la coopération dans le territoire de la Polynésie française en application du décret du 2 février 1955, rendu exécutoire par arrêté n° 119 AE du 11 mars 1958.

Elle a pour objet :

- de réaliser toute opération susceptible de permettre le maintien ou de favoriser le développement de la pêche maritime, des cultures marines et de toute autre activité maritime ;
- de fournir des services répondant aux besoins professionnels individuels ou collectifs de leurs sociétaires ;
- d'assurer ou de faciliter la production, l'écoulement ou la vente des produits halieutiques ou aquacoles des sociétaires et cela, soit en l'état, soit après conservation, conditionnement ou transformation ;

- d'avitailier et d'approvisionner les sociétaires en produits, équipements, appâts, matériels et matériaux nécessaires ;
- de réaliser toutes opérations entrant dans le cadre de la profession.

Son siège est établi à Hanaïpa, île de Hiva Oa, Marquises.

Sa durée est fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DUCHEK François
Vice-président	: SAINÉ Arsène
Secrétaire	: TARRATS Marc
Secrétaire adjointe	: DOUVILLE Lucie
Trésorier	: BONNO Bruneau
Trésorier adjoint	: SCALLAMERA Timothée
Assesseurs	: SAINÉ Gilles VAHAPUTONA Julien VAATETE Léon

SOCIÉTÉ Océanienne de Financement

Société anonyme au capital de 507 000 000 F CFP

Siège social : immeuble Keana,
rue Dumont-d'Urville, Papeete

RCS TPI : n° 04 297 B et N° TAHITI : 723551

Le conseil d'administration, en sa séance du 14 mars 2008, a nommé M. Patrick FOULAUX directeur général adjoint de la SOCIÉTÉ Océanienne de Financement (OFINA). Il en résulte les mentions antérieurement publiées :

Mentions périmées

- *Président du conseil d'administration* : M. James ESTALL.
- *Directeur général* : M. Michel MONVOISIN.

Mentions nouvelles

- *Président du conseil d'administration* : M. James ESTALL.
- *Directeur général* : M. Michel MONVOISIN.
- *Directeur général adjoint* : M. Patrick FOULAUX.

Le dépôt sera effectué au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le directeur général,
Michel MONVOISIN.

SCP FRED PARTICIPATIONS

Société civile de participation au capital de 100 000 F CFP

Siège social : centre Vaima, appartement n° 132
Papeete, Polynésie française

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22 mars 2008 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : SCP FRED PARTICIPATIONS.

Siège social : Papeete, centre Vaima, appartement n° 132.

Objet : La propriété et la gestion de toutes participations dans toutes sociétés qu'elle qu'en soit la forme. L'achat, la vente de tous titres, actions, parts de sociétés, et la participation par tous moyens à toutes sociétés créées ou à créer quel qu'en soit l'objet.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital : 100 000 F CFP.

Gérance : M. Frédéric MOLLARD, demeurant à Papeete, centre Vaima, appartement n° 132, Tahiti, Polynésie française.

Cession de parts : Libre entre associés, agrément des associés pour toute autre cession.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
85, rue du Commandant-Destremau
Papeete - Tahiti

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET le 27 mars 2008, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont :

Dénomination : SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE CINDY, par abréviation SCI CINDY.

Forme : Société civile immobilière.

Capital : 210 000 F CFP, constitué uniquement d'apports en numéraire.

Siège social : Punaauia, PK 12, côté montagne.

Objet :

- L'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, la location et la gestion de tous immeubles ainsi que la prise de participation dans toutes sociétés ayant un caractère civil ;
- toute division et appropriation desdits immeubles ainsi que l'édification de toutes constructions sur ces immeubles ;
- la location, en totalité ou par lots, des immeubles sociaux et éventuellement et exceptionnellement, l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la société au moyen de ventes, d'échanges ou d'apports en sociétés ;
- les emprunts auprès de banques publiques, privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec ou sans garantie hypothécaire.

Durée : 99 ans.

Gérante : Mlle Armelle JEUNE.

Cession de parts sociales : Les cessions de parts entre associés sont libres. Toutes les autres cessions de parts, quelle que soit la qualité du cessionnaire sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Suivant acte reçu par Me Bernard RESTOUT, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial

CALMET-RESTOUT-DELGROSSI", titulaire d'un office notarial à Papeete (Tahiti), 415, boulevard Pomare, les 14 et 17 mars 2008, enregistré à Papeete le 19 mars 2008, folio n° 183, bordereau 6653/1,

M. Frédéric Jean Albert DAFNIET, coiffeur, demeurant à Pirae, rue Gadiot, quartier Macé, célibataire, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 25083 A et identifié sous le n° TAHITI 360834,

A vendu à la société COULEUR CAFE, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège est à Arue, PK 4,900, côté montagne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 0854 B,

Un fonds de commerce de coiffure connu sous le nom de COULEUR CAFE sis et exploité à Arue, PK 4,900, côté montagne, immeuble Ley, avec tout ce qui en dépend,

Moyennant le prix de 18 000 000 F CFP.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en l'Office notarial CALMET-RESTOUT-DELGROSSI où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,
Le greffier en chef
du tribunal mixte de commerce.

MAISON DE FAMILLE
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP porté à 6 000 000 F CFP
Siège social : rue du Commandant-Destreumeau
RCS Papeete : n° 9170 B

Extension de l'objet social et augmentation du capital

Il résulte des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 28 mars 2008 contenant extension de l'objet social et augmentation du capital de 5 000 000 F CFP, pour le porter à 6 000 000 F CFP, par la création et l'émission au pair de 2 500 parts nouvelles de 2 000 F CFP chacune, intégralement souscrites et libérées en totalité en numéraire par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Art. 2. — Objet social

Mention périmée

La société a pour objet toutes opérations généralement quelconques pouvant concerner directement ou indirectement l'importation, l'achat, la vente, la fabrication et la distribution de tous articles d'ameublement en tout genre, et plus particulièrement de tous articles décoratifs, de meubles, de vaisselle, d'objets en vannerie et tous articles de décoration.

Mention nouvelle

La société a pour objet toutes opérations généralement quelconques pouvant concerner directement ou indirectement l'importation, l'achat, la vente, la fabrication et la distribution de tous articles d'ameublement en tout genre, et plus particulièrement de tous articles décoratifs, de

meubles, de vaisselle, d'objets en vannerie et tous articles de décoration.

La société a également pour objet la création, l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, l'installation et l'exploitation directe ou indirecte de tous fonds de commerce de salons de thé, de restaurants, de brasseries, de bars, de cafés, de snacks, de plats à emporter, de discothèques, l'organisation de spectacles et plus spécialement de spectacles de danses et l'organisation de toutes manifestations et animations.

La suite sans changement.

Art. 7. — Capital social

Mention ancienne

1 000 000 F CFP divisé en 500 parts sociales de 2 000 F CFP entièrement souscrites et libérées en numéraire.

Mention nouvelle

6 000 000 F CFP divisés en 3 000 parts sociales de 2 000 F CFP entièrement souscrites et libérées en numéraire.

Pour avis,
La gérance.

PACIFIC MOTORS
Société à responsabilité limitée
au capital de 32 000 000 F CFP porté à 74 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, Mamao,
avenue Georges-Clemenceau
RCS Papeete : n° 96249 B

Augmentation et réduction du capital

Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 25 mars 2008, il a été décidé, savoir :

- 1° Sous la condition suspensive de réalisation d'une réduction de capital, d'augmenter le capital social de 116 000 000 F CFP, pour le porter à 148 000 000 F CFP, par la création et l'émission au pair de 23 200 parts nouvelles de 5 000 F CFP chacune, intégralement souscrites et libérées en numéraire ;
- 2° De réduire le capital de la société de 148 000 000 F CFP à 74 000 000 F CFP. Cette réduction du capital a été effectuée au moyen de la réduction du nombre de parts. En conséquence de la réalisation de la réduction de capital, l'augmentation de capital est devenue définitive et l'article 7 des statuts a été modifié.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Art. 7. — Capital social

Mention périmée

Le capital social s'élève à la somme de 32 000 00 F CFP, divisé en 6 400 parts sociales de 5 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées en numéraire.

Mention nouvelle

Le capital social qui était à l'origine de 12 000 000 F CFP a fait l'objet ultérieurement d'opération d'augmentations et de réduction au résultat desquelles il s'est trouvé en définitive fixé à la somme de 74 000 000 F CFP. Il est divisé en 14 800 parts sociales de 5 000 F CFP chacune numérotées de 1 à 14 800.

*Pour avis et mention,
La gérance.*

EURL BOCCA CHICA ESTHETIQUE

Par acte sous seing privé en date du 20 mars 2008, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont :

Dénomination : EURL BOCCA CHICA ESTHETIQUE.

Capital : 100 000 F CFP.

Objet : Esthétique, soins, vente de cosmétiques et autres.

Durée : 50 années à compter de son immatriculation.

Domiciliation : Rue Anne-Marie-Javouhey, 98713 Papeete.

Gérante : Mme Isabelle JOUVE.

EURL STATION MOBIL PAOPAO

Par acte sous seing privé en date du 20 mars 2008, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont :

Dénomination : EURL STATION MOBIL PAOPAO.

Capital : 100 000 F CFP.

Objet : Distribution d'hydrocarbures et de carburants, alimentation générale et au détail.

Durée : 50 années à compter de son immatriculation.

Domiciliation : PK 10, 98728 Paopao.

Gérant : M. Alain CARDILLES.

ANNONCES DIVERSES**ASSOCIATION SPORTIVE HAAKUTI HOE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 avril 2007)

Présidente	: AKA Muriel
Vice-président	: HUUTI Jacquy
Secrétaire	: AKA Rosina
Secrétaire adjoint	: AH-LO Arthur
Trésorière	: HUUTI Evelyne
Trésorier adjoint	: AH-LO Sylvain

ASSOCIATION JEUNESSE DE MAROTO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 mars 2008)

Président	: HEITAA Pierre
Vice-président	: YIM TAI CHEUNG Steeven
Secrétaire	: KALSBECK Mélissa
Secrétaire adjointe	: AMARU Doris
Trésorier	: WONG KAM CHE Raimana
Trésorière adjointe	: TEURURAI Aurore

**ASSOCIATION DE FORMATION, D'ACTION
ET DE RECHERCHE EN POLYNESIE - AFAREP**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 mars 2008)

Président	: HUGUES Albert
Vice-présidente	: YAO THAM SAO Elisa
Secrétaire	: SIN CHAN Ernest
Trésorière	: FAATUARAI Bélinda
Assesseurs	: HOPUU Edmée HAFFNER Didier

ASSOCIATION PETITE HOTELLERIE TAHITI MANAVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 février 2008)

Président	: BROTHERSON Steve
Vice-président	: MOEAI Michel
Secrétaire	: SCHENCK Meherio
Secrétaire adjointe	: SCHENCK Titaua
Trésorier	: CELLA Frédéric
Trésorier adjoint	: MOEAI Teanui

ASSOCIATION ARTISANALE FARETAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 mars 2008)

Président d'honneur	: TEIHOTU Arama
Présidente	: TERIIHAUNUI Kilda
Vice-président	: TAUAROA Tavae
Secrétaire	: TEIHOTU Ravahere
Trésorière	: TEIHOTU Rereao
Assesseur	: FIRUU Tania

**ASSOCIATION SPORTIVE ET DE JEUNESSE
FAREHAA BOXING CLUB
anciennement dénommée
CLUB BOXING FAREHAA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 mars 2008)

Président	: RAURAHU Tehei
Vice-président	: RAURAHU Eugène
Secrétaire	: TEUAHAU Cérita
Secrétaire adjointe	: TUPUHOE Lisette
Trésorière	: NUU Mareta
Trésorier adjoint	: TETUANUI Emile
Assesseur	: NOHO Jean

**ASSOCIATION FAMILIALE PERRY
DITE NIUKIA TAMARIKI ARIKI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 mars 2008)

Président	: PERRY Alphonse
Secrétaire	: PERRY Lehua
Secrétaire adjoint	: PERRY Terahititea
Trésorière	: PERRY Lyntina
Trésorière adjointe	: PERRY Ida

ASSOCIATION PIROGUIERS TIAIHU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 février 2008)

Président : TAUOTAHU Jean (fils)
Vice-président : CHICOU Toriki
Secrétaire : TUMARAE Hapue
Secrétaire adjoint : TEURURAI Rahiti
Trésorier : TAVANAE Stanley
Trésorier adjoint : HENRI-GEORGES Cindrick

ASSOCIATION FORAIN DE FAA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 février 2008)

Présidents d'honneur : TERIITEHAU Roberto
TAHARAGI Linda
MAI Jobic
Présidente : HUNTER Henriette
Vice-présidents : RUAHE Dany
BARFF Emma
Secrétaire : NANAI Francis
Secrétaire adjointe : PUTARATARA Angéla
Trésorier : BARFF Roland
Trésorière adjointe : TARATI Rosiana

DISTRICT DE VOLLEY-BALL DE TUBUAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 mars 2008)

Présidente : TANEPAU Eloana
Vice-président : TIORI Tamatoa
Secrétaire : TANEPAU Tihoti
Secrétaire adjoint : JUNG Noni
Trésorier : TEHOIRI Gène-Autry
Trésorier adjoint : TEAUROA Avitua
Asseseurs : TAHIATA Fernand
KAINUKU Michel
TEHETIA Camille
FLORES Richard
KAINUKU Georges

ASSOCIATION FAMILIALE TEMAI MANUA A AMO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er mars 2008)

Président : AMO Jacques
Vice-président : MANUA Natua
Secrétaire : AMO Hono
Trésorier : VONGUE Unu

COOPERATIVE DU COLLEGE DE MAHINA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 mars 2008)

Présidente : RAIOAOA Eunice
Vice-présidente : FAATIAU Juliette
Secrétaire : TAUAROA Viviane
Secrétaire adjointe : TAU Odile
Trésorier : TAMAHAHE Alvane
Trésorière adjointe : TUAIVA Noéline

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE
DE HAO**
anciennement dénommée **COOPERATIVE SCOLAIRE
DU CENTRE SCOLAIRE PRIMAIRE DE HAO**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 février 2008)

Président : PUTUA Jean-Noël
Vice-présidents : TOOMARU Tonyo
LEONTIEFF Anouchka
CHARLES Manola
Secrétaire : VERO Valérie
Secrétaires adjoints : TEUIRA HIOE Lise
CASSEL Titaina
TEHIVA Joann
DANTZER Gilbert
Trésorier : MANSAS André
Trésoriers adjoints : LEMAIRE Elie
MEREHAU Vatinanaora
ARAKINO Christine
FERRY Yseult
DEXTER Laurent
Commissaires aux comptes : PERES Louise
KOHUEINUI Katy

**ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE LA RESIDENCE
VAITEMANU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 février 2008)

Présidente : TEANINIURAITEMOANA Dolorès
Vice-président : PURENI Désiré
Secrétaire : MOU-SING Josiane
Secrétaire adjointe : TEHUIOTOA Michèle
Trésorier : TAGATAMANOGI Bernard
Trésorier adjoint : FAUATIA Anselme
Asseseurs : PURENI Titaua
ROCHETTE Gabriella

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
DE AMANU DITE TAGI ERE ERE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 juin 2007)

Présidente d'honneur : PICARD Huguette
Présidente : TEPA Yolanda
Vice-président : TAKAMOANA Pere
Secrétaire : ORI Leilanie
Secrétaire adjointe : KAVERA Irina
Trésorier : TEGARIPA Anai
Trésorière adjointe : TEPA Yolanda
Asseseurs : TAPAKIA Tohuora
TUIHANI Vaiana

AMICALE DES SAPEURS-POMPIERS DE UA POU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 février 2008)

Président : CAPRON Daniel
Secrétaire : TAATA Jonas
Trésorier : KAIHA René

**ASSOCIATION DE POLYNESIE FRANÇAISE D'AIDE
AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES
ET DE MEDIATION "TE RAMA ORA"**

MODIFICATION DU BUREAU :
(12 mars 2008)

Suite à la démission de Mme Diane MANUTAHU,
Mlle Lorna OPUTU assumera les fonctions de présidente.

ASSOCIATION SPORTIVE VAITIE PETANQUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 mars 2008)

Président	:	TAINAUE Emile
Vice-président	:	WANG-CHEOU Adrien
Secrétaire	:	MORARD Paul
Secrétaire adjoint	:	HEITAA Dali
Trésorière	:	TOUATAHUATA Jeanne
Trésorière adjointe	:	BONNO Adèle
Assesseurs	:	BONNO Gustave PAVAOUAU Alain

CENTRE NAUTIQUE DE LA BAIE DE PHAETON (CNBP)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 janvier 2008)

Président	:	BONNETTE Patrick
Vice-président	:	HARS Thierry
Secrétaire	:	JACQUIN Philippe
Trésorier	:	PARISE Bernard
Assesneur	:	CARRETEY Fleur

ASSOCIATION SPORTIVE MOU'A TAMAITI NO PAPARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 février 2008)

Président	:	APUARI Rodolphe
Vice-présidente	:	MAAMAATUAIAHUTAPU Elise
Secrétaire	:	APUARI Alexandra
Secrétaire adjoint	:	TAAVIRI Robert
Trésorier	:	HELME Gunther
Trésorière adjointe	:	STADIE Corolina
Assesseurs	:	TEKOPUNUI Maitia TEKOPUNUI Tamaea

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DES TAMARIKI
PUKA PUKA DU COLLEGE DE HAO, DU CED DE MAKEMO
ET DES LYCEES DE TAHITI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 février 2008)

Président d'honneur	:	TAPII Francis
Président	:	RICHMOND Antony
Vice-président	:	TETUAMANUHIRI Eugène
Secrétaire	:	IRITI Caroline
Secrétaire adjoint	:	IRITI Jacques
Trésorière	:	AHINI Poema
Trésorière adjointe	:	PAPA Patricia
Assesseurs	:	PORUTU Fareariki MAKITUA Agnès

ASSOCIATION SHELL VA'A

Modification de statuts

Le siège social est situé à Papeete, Motu Uta, digue de Taunoo. Le kayak figure comme une discipline à part entière dans le club.

MODIFICATION DU BUREAU :
(1er mars 2008)

Président d'honneur	:	MOUX Albert
Président	:	MOUX Richel
Vice-présidente	:	MOUX Olivia
Secrétaire	:	GARBUTT Vaihere
Secrétaire adjoint	:	TIORI Luc
Trésorière	:	MOUX Nina
Trésorier adjoint	:	LAU-TING-MUI Vaiani

**ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT
TE MARU ATA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 mars 2008)

Président	:	LIRON Michel
Vice-présidente	:	JOHNSON Chantal
Secrétaire	:	PETIT Olivier
Trésorier	:	BAUDHUIN Jacques
Membre	:	RIGO Bernard

**ASSOCIATION SPORTIVE AFAAHITI TARAVAO
PETANQUE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 février 2008)

Président	:	RUA Claude
Secrétaire	:	TEHIO Nathalie
Trésorier	:	TEPA Léopold

**ASSOCIATION DES ANCIENS DES MISSIONS
EXTERIEURES DE POLYNESIE FRANÇAISE**

MODIFICATION DU BUREAU :
(3 mars 2008)

Président	:	GOODING Régis
Vice-président	:	POEVAI Jean-Robert
Secrétaire	:	CARION-Alain
Trésorier	:	SCHOLERMANN Jean-Pierre

**ASSOCIATION SPORTIVE TUARO ENVIROPOL
anciennement dénommée ENVIROPOL VA'A**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 février 2008)

Président d'honneur	:	FOURREAU Nikolaz
Président	:	BAUDRY Pierre
Secrétaire	:	GENDRON Lucas
Trésorier	:	SYLVESTRE Benoît

ASSOCIATION FAUORO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 janvier 2008)

Présidente : SALMON Elvina
Vice-présidente : TAUTU Julie
Secrétaire : POROI Anna
Secrétaire adjointe : TEORE Firomena
Trésorier : PARKER Walter
Trésorière adjointe : TEHURITAU Rosine

CLUB CANIN DE PIRAE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er mars 2008)

Président : TAEA Nelson
Vice-présidente : LAFARGUE Carole
Secrétaire : LERICHE Muriel
Trésorière : GUERIN Olivia

ASSOCIATION TAMARII CJA BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 octobre 2007)

Président : HAATI Loïc
Secrétaire : MAUAHITI Tiamatahi
Trésorier : MATAIHAU Ieremia
Assesseurs : TUPU Reynolds
KAVA Vaiatea

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE DE TIKEHAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 février 2008)

Présidente : MAUEAU Vairua
Vice-présidente : TAPUTUARAI Samantha
Secrétaire : TERIIATETOOFA Wilma
Secrétaire adjointe : NATUA Merline
Trésorière : TAU Judith
Trésorière adjointe : METUA Marere

ASSOCIATION SPORTIVE VAITOARE, MUSICALE ET CULTURELLE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 février 2008)

Président d'honneur : VAIHO Jean-Pierre
Président : CHUNG PAO Christian
Vice-président : MAI Rudolphe
Secrétaire : EBB Clotilde
Secrétaire adjointe : CHAMPON Amrick
Trésorière : TEROROHAEPA Lara
Trésorier adjoint : LENOIR Pauro
Commissaires aux comptes : PAIA Mita
TAAREA Dicarolo

ASSOCIATION FAAONE BOXING CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 mars 2008)

Présidente : HAREHOE Marae
Vice-président : HAREHOE Gilbert
Secrétaire : HAREHOE Louise
Trésorier : HAREHOE Gilles

ASSOCIATION TEPUA ENANA O NUKU HIVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 janvier 2008)

Présidente : PIRIOTUA Nateriria
Vice-présidente : TAATA Cécilia
Secrétaire : TAUPOTINI Christiane
Secrétaire adjointe : PIRIOTUA Angélique
Trésorière : TIHONI Colette
Trésorière adjointe : TAMARII Flarisse

COMITE DU TOURISME DE MOOREA - MOOREA VISITORS BUREAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 février 2008)

Présidente : HOWARD Marcelle
Secrétaire : JAUDON Bertrand
Trésorière : TAIMANA Teura

UNION DU SPORT SCOLAIRE POLYNESIEN - USSP

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 février 2008)

Président : JANUEL Bernard
Vice-présidente : GUILLONET Danièle
Trésorier : LABOUBE Arnaud

ASSOCIATION DES PIROGUIERS TAMARII CPS

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er février 2008)

Président : VAN BASTOLAER Georges
Vice-président : DUPONT Guy
Secrétaire : COURTOIS Maima
Secrétaire adjointe : LAVOIX Yvami
Trésorier : TEINAORE Willy
Trésorier adjoint : AUMERAN Jean-Marie

MANU, SOCIETE D'ORNITHOLOGIE DE POLYNESIE

Rectificatif

A l'annonce parue au JOPF n° 12 du 20 mars 2008, page 1079 :

Au lieu de : Trésorière : ROCKA Yolande ;
Lire : Trésorière : VERNAUDON Yolande.

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE TIPUTA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 novembre 2007)

Président : TAUHA Jean-Marie
Vice-présidente : SNOW Ramona
Secrétaire : MANATE-SCHNEIDER Marguerite
Secrétaire adjointe : TAATAE Raihani
Trésorière : ARO-MAURI Césarine
Trésorier adjoint : MAIHUTI Serge

ASSOCIATION SPORTIVE TEAM FATUTIRA VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 février 2008)

Président d'honneur : HAPAITAHAA Emile
Président : HAPAITAHAA Teva
Secrétaire : TEFAU Joséphine
Trésorier : HAPAITAHAA Heiki

ASSOCIATION PAROISSE ANAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 novembre 2007)

Président : TERIIPAIA Teriitutea
Vice-président : MATEHA Teriimarama
Secrétaire : TAPI Juliana
Secrétaire adjoint : TAIRUA Philippe
Trésorier : TERIIPAIA Teromita
Trésorier adjoint : TEMANUANUA Namiro

**AS JEUNE SPORTIF DE TATAKOTO
AS JST DE TATAKOTO**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 février 2008)

Président : KAMAKE Michel
Vice-président : MAERE Pierre
Secrétaire : SOULLARD Teva
Secrétaire adjoint : MARERE Ernest
Trésorier : RUMELDI Mario
Trésorier adjoint : RUMELDI Michel

ASSOCIATION JEUNESSE TEITIHA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 janvier 2008)

Président : PATII Joseph
Vice-président : TUPAI Mareto
Secrétaire : TERIITAUMIHAI Moana
Secrétaire adjointe : MAUATI Maruia
Trésorière : TAVITA Teraiheia
Trésorière adjointe : IOTUA Lanny
Assesseurs : TEMAURI Léon
FAREURA Jules

ASSOCIATION SYNDICALE DE LA RESIDENCE JAY

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 mars 2008)

Président : SIENNE René
Vice-présidente : LIONET Jacqueline
Secrétaire : CHUNG Warena
Trésorier : POMARE Teremoana
Membre conseiller : JAY Henri

ASSOCIATION HA'AVAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 février 2008)

Président : TUFAMEA William
Vice-président : ROURA Jacques
Secrétaire : HIRO Andréa
Secrétaire adjoint : FAUATIA Fred
Trésorier : TUFAMEA Rehoboama
Trésorier adjoint : TERIITAPUNUI Roger
Assesseur : TIHIVA Marama

**ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT
DE PUNAVAI-MONTAGNE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 février 2008)

Président : HERNANDEZ Lucien
Vice-présidente : FIGUEREDO Paule
Trésorier : MARTIN Yannick
Comptable : TOMMASINI Véronique
Assesseur : DOMETTE Michel

CLUB EQUESTRE DE TAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 février 2008)

Président : DESPOIR Jean-Yves
Vice-présidente : BONHAURE Françoise
Secrétaire : DEBRAUWER Sheran
Secrétaire adjointe : FALLETTA Céline
Trésorier : SANTONI Alain
Trésorière adjointe : ALIBERT Elisabeth
Assesseur : BROUTTIER Stéphane

FEDERATION DES ARTISANS DE ARUE - RAIAMANU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 janvier 2008)

Présidentes d'honneur : MARE Marguerite
BARBION Thérèse
Présidente : MATAOA Turere
Vice-présidente : WOHLER Jasmine
Secrétaire : TAMATA Nina
Secrétaire adjointe : TAHI Elza
Trésorière : VONGUE Poura
Trésorière adjointe : CARINI Noni
Commissaires aux comptes : LISSANT Roméo
AH YUN Carole

ASSOCIATION IA ORA VAIMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 février 2008)

Présidente : DANIEL-BERNIERE Marie-France
Secrétaire : TUARAU Claudine
Trésorière : GUILLOUX Vaihere

ASSOCIATION TEAHOROA BOXING CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 février 2008)

Président : TUAIRAU Moïs
Vice-président : TEHEURA Tuarii
Secrétaire : DE SUTTER André
Secrétaire adjoint : TEHEURA Logan
Trésorière : TUAIRAU Naina
Trésorière adjointe : TETUANUI Isabelle

ASSOCIATION SPORTIVE DRAGON

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 février 2008)

Président : FONG LOI Charles
Vice-présidents : CHANSON Maurice
LY Hifa
TANSEAU Robert
Secrétaire : LEI FOC Stéphane
Secrétaire adjoint : VONGUE Richard
Trésorier : PONG LOI Pascal
Trésorier adjoint : TANSEAU Charles
Commissaire aux comptes : AH KIM Gilbert
Membres : LEE Emile
LUTH Alfred
CHONFANT Jacques

ASSOCIATION RERE A ITE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 février 2008)

Président : PERRET-GENTIL Alexandre
Secrétaire : BRANDER Teariki
Trésorier : VONGHES Christian

ASSOCIATION ARTS MARTIAUX CHINOIS LE ROSEAU DE RAIVAVAE

(Récepissé n° 08-32 AUST du 20 mars 2008)

Extraits de statuts

Il a été créé le 5 décembre 2007, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION ARTS MARTIAUX CHINOIS LE ROSEAU DE RAIVAVAE.

Elle a pour but de développer les valeurs physiques et morales de l'homme moderne par la voie de l'art et de la culture martiale chinoise. Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère de propagande politique ou confessionnelle.

Son siège social est fixé à Anatonu, Raivavae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : TEIPOARII Titaua
Secrétaire : TEIPOARII Teina
Trésorier : TAMAITITAHIO Gilbert

COMITE ORGANISATEUR DU 2E MATAVAA ITI A TE TAMA ENATA DE FATU HIVA (COMITE DE FATU HIVA)

(Récepissé n° 702 DRCL du 25 mars 2008)

Extraits de statuts

A compter du 24 mars 2008, il est constitué le COMITE ORGANISATEUR DU 2E MATAVAA ITI A TE TAMA ENATA DE FATU HIVA, par abréviation : COMITE DE FATU HIVA.

Il a pour but :

- d'enrichir les liens culturels entre les îles des Marquises ;
- de défendre les intérêts culturels des artisans et la sauvegarde du patrimoine culturel des îles Marquises ;
- de sensibiliser les autorités compétentes à prendre des mesures de protection, de transmission et de développement afin de promouvoir l'artisanat traditionnel et le patrimoine culturel ;
- de protéger les droits d'auteurs ou de compositeurs de chants et danses de la fédération Motu Haka ;
- de favoriser l'esprit œcuménique entre les différentes confessions religieuses des Marquises.

Son siège social est fixé à Omoa, Fatu Hiva.

Sa durée est limitée à la présentation du bilan financier et moral du 2e Matavaa Iti 2009.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : VAKI Sarah
Vice-président : TUOHE Stéphane
Secrétaire : GILMORE Ursula
Secrétaire adjointe : MITITAI Sylviane
Trésorière : EHUEINANA Marie-Claire
Trésorière adjointe : TUOHE Henriette
Responsable danses : TEHEVINI Pierre
Responsable adjoint : KAMIA Stanislas
Chef commis : TEFAAFANA Daniel

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT ATIHAI-BAMBRIDGE**Extraits de statuts**

Il est formé le 8 mars 2008 une association syndicale libre régie par la loi du 21 juillet 1865, tous autres textes en vigueur et les présents statuts dénommée ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT ATIHAI-BAMBRIDGE.

Elle a pour objet :

- la gestion, l'entretien et éventuellement l'amélioration des voies, réseaux divers, espaces et ouvrages communs réalisés ou devant l'être sur le lotissement Atihai ;

- la répartition des frais et charges entre les usagers membres de l'association et leur recouvrement ;
- d'une manière générale, la défense des intérêts communs des membres de l'association.

Le siège est fixé à la servitude Atihai-Bambridge.

Sa durée n'est pas limitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: LIU Célestine
Vice-président	: VAAIE Jean
Secrétaire	: YEOU Marie
Trésorier	: SHAN Luc
Assesseur	: WONG Georges

ASSOCIATION DU GROUPE UNION POUR LE DEVELOPPEMENT, LA STABILITE ET LA PAIX OU UDSP

(Récépissé n° 2237 DRCL du 20 mars 2008)

Extraits de statuts

Il est créé le 1er mars 2008, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION DU GROUPE UNION POUR LE DEVELOPPEMENT, LA STABILITE ET LA PAIX OU UDSP.

Cette association a pour but de gérer les moyens mis à sa disposition par l'assemblée de la Polynésie française conformément à l'article 74 de la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française.

Son siège social est fixé à l'assemblée de la Polynésie française, rue du Docteur-Cassiau, Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DROLLET Jacques
Vice-présidente	: IRTI Teura
Secrétaire	: TUIHO-BUILLARD Catherine
Secrétaire adjointe	: GALENON Minarii
Trésorière	: SINJOUX Tarita
Trésorière adjointe	: HIRSHON Unutea

ASSOCIATION PERERAU HERE O TE TAMA

(Récépissé n° 2256 DRCL du 21 mars 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION PERERAU HERE O TE TAMA, fondée le 18 janvier 2008, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour but l'amélioration des soins apportés aux enfants hospitalisés dans le service de pédiatrie du Centre hospitalier de la Polynésie française.

Les moyens employés peuvent être l'acquisition de matériel, la réalisation de travaux, l'organisation de manifestations, la participation à des formations

professionnelles continues, etc.

Elle s'interdit toute discussion politique.

Son siège social est fixé au Centre hospitalier de la Polynésie française, service de pédiatrie, BP 1640 Papeete, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CHENEL Claude
Secrétaire	: MATUANUI Christiane
Trésorier	: HONTANG Christophe

ASSOCIATION FAMILIALE DES CONSORTS VALENTIN TEISSIER

(Récépissé n° 2274 DRCL du 27 mars 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION FAMILIALE DES CONSORTS VALENTIN TEISSIER, fondée le 28 février 2008, a pour objet :

- de regrouper les propriétaires de la propriété Valentin-Teissier ayant acquis leurs titres de propriété soit par héritage direct, soit par testament ;
- de défendre les intérêts des propriétaires ;
- de rechercher et gérer les fonds nécessaires aux frais de justice, avocats, et diverses autres dépenses relatives aux dossiers d'ordre juridique, administratif, ainsi que les frais de géomètre, d'étude de viabilisation, de notaire, etc. ;
- de gérer les fonds récoltés provenant des cotisations des membres ou de ressources propres comme ventes diverses, activités ou vente de terres ;
- d'ester en justice en tant que personne morale, ou mener toutes actions afin de défendre les intérêts des propriétaires, notamment dans le cadre des revendications foncières présentées par les membres de l'association ;
- de réaliser les études pour les délimitations cadastrales, le partage et la viabilisation de la propriété Valentin-Teissier (routes, caniveaux, eau, électricité, etc.) ;
- d'organiser, administrer et gérer tous les domaines concernant les équipements et aménagements communs de la propriété Valentin-Teissier ;
- d'être la seule structure représentative pour défendre les intérêts de ladite terre et de ses propriétaires.

Elle a son siège à Punaauia, PK 13,600, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEISSIER Vairea
Vice-président	: TEISSIER-MANATE Niger
Secrétaire	: ROOMATAAROA Marie-Madeleine
Secrétaire adjoint	: LAUGHLIN Enoch
Trésorière	: MOUA Evelynne

ASSOCIATION FAKA HOTU TE KAIGA*(Récépissé n° 45 TG du 31 mars 2008)*

Extraits de statuts

Il est constitué le 23 mars 2008 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 qui prend le nom de FAKA HOTU TE KAIGA.

L'association a pour but :

- d'organiser et de favoriser la pratique des sports, de l'agriculture, de l'environnement, de l'artisanat et du tourisme ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Pukarua, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TUATA Maehanga
Vice-président	: GAPOTAI Kipiriano
Secrétaire	: AA Sabrina
Secrétaire adjointe	: TEANO Tarome
Trésorier	: TEFAU Ganahoa
Trésorier adjoint	: TEPUTAHI Paul

ASSOCIATION HOTU SHAPE*(Récépissé n° 2188 DRCL du 7 mars 2008)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION HOTU SHAPE, fondée le 23 février 2008, a pour but de contribuer au développement de la personne au travers de la pratique d'activités physiques, sportives et socioculturelles, de resserrer les liens amicaux entre les adhérents et toute personne respectant les présents statuts. Se situant dans un cadre de fonctionnement démocratique, elle contribue à développer l'esprit civique.

Elle est affiliée à la Fédération tahitienne de body-building, haltérophilie et disciplines associées.

Elle participe aux rencontres, voire aux compétitions et manifestations organisées ou contrôlées par la fédération.

Son siège social est fixé à Pirae, à la salle Gym Zone.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: CHONG Mimosa
Vice-président	: AUMERAN Vatea
Secrétaire	: VEUVE Sandie
Secrétaire adjoint	: BUCHIN Manu
Trésorière	: ATGER Hinanui
Trésorier adjoint	: TEAI Terai

ASSOCIATION HEIRAU NO ARUE*(Récépissé n° 2241 DRCL du 20 mars 2008)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION HEIRAU NO ARUE, fondée le 7 mars 2008, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la ville de Arue :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres ;
- en développant l'information de proximité liée à l'emploi, la formation et l'insertion professionnelle.

Son siège social est fixé chez Mme Tiriria Estall, quartier Vaitiare.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ESTALL Tiriria
Secrétaire	: ESTALL Rauana
Trésorier	: TEROROHAEPA Marco

ASSOCIATION POE ITI*(Récépissé n° 2239 DRCL du 20 mars 2008)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION POE ITI, fondée le 1er février 2008, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée, le décret du 16 août 1901 et ses textes d'application.

Elle a pour objet :

- d'organiser des voyages en charter (groupe) ;
- de créer des activités artisanales familiales (orchestre musical, école de danse tahitienne, etc.) ;
- de participer à une aide de solidarité sociale quelconque.

Son siège social est fixé à Tiarei, PK 29,500, côté montagne, chez M. et Mme Wilfrid et Cindy O'Connor.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: O'CONNOR Cindy
Vice-présidente et trésorière	: GOODING Marlène
Secrétaire	: FLEUROT Teura

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 27

Premier tirage du mercredi 26 mars 2008 :

6 7 10 17 21 49

Numéro complémentaire : **3**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	88 458 353
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	30	311 754
5 bons numéros.....	517	62 338
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 961	2 982
4 bons numéros.....	24 425	1 491
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	44 003	356
3 bons numéros.....	387 494	178

Deuxième tirage du mercredi 26 mars 2008 :

4 5 18 34 46 49

Numéro complémentaire : **6**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	4	2 278 293
5 bons numéros.....	244	130 035
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	642	5 680
4 bons numéros.....	13 674	2 840
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	21 134	548
3 bons numéros.....	267 641	274

Jocker + : 9 296 679

LOTO NATIONAL N° 28

Premier tirage du samedi 29 mars 2008 :

3 7 10 11 17 38

Numéro complémentaire : **35**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	16	680 584
5 bons numéros.....	744	50 847
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 136	2 504
4 bons numéros.....	37 422	1 252
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	27 558	714
3 bons numéros.....	518 400	357

Deuxième tirage du samedi 29 mars 2008 :

4 18 19 21 36 41

Numéro complémentaire : **39**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	223 301 670
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	3	3 511 276
5 bons numéros.....	283	131 539
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	728	5 942
4 bons numéros.....	15 325	2 971
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	19 844	572
3 bons numéros.....	301 697	286

Joker + : 9 500 281

AVIS RELATIF AU DEUXIEME TIRAGE DU LOTO N° 29 DU MERCREDI 9 AVRIL 2008

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du Loto n° 29 du mercredi 9 avril 2008 un gain total minimum de 9 000 000 euros, soit 1 073 985 680 F CFP, appelé Super cagnotte, net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal sur le fonds de report et de réserve, en application de l'article 9 du règlement Loto et Super Loto.

Fait à Paris, le 10 mars 2008.

*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.*

*Le président
de La Pacifique des Jeux,
Pierre BRUNEAU.*

MODIFICATION PROVISOIRE DU REGLEMENT DU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMME "RAPIDO"**Article 1er**

Du 7 au 20 avril 2008 et uniquement pour les tirages n° 95 à n° 131 et n° 167 à n° 250 de cette période, le règlement du jeu dénommé "Rapido" fait le 25 septembre 2002, avec modifications du 15 novembre 2002, du 8 mars 2004, du 18 octobre 2004, du 15 février 2005, du 1er avril 2005, du 20 décembre 2005, du 30 juin 2006 et du 19 septembre 2007, publiées au *Journal officiel* de la République française est complété provisoirement par les dispositions suivantes. Celles-ci seront caduques après tirage n° 25 du 20 avril 2008. Les dates et références des tirages susmentionnées sont celles de la métropole.

Article 2

Du lundi 7 avril 2008 au dimanche 20 avril 2008 inclus, un 10e rang de gains est ajouté aux tirages n° 95 à n° 131 et n° 167 à n° 250. En conséquence, pendant cette période, les sous-articles 9.2 et 9.3 sont modifiés comme suit :

Au tableau du sous-article 9,2, la ligne suivante :

est ajoutée après la dernière ligne.

Au tableau du sous-article 9,3, la ligne suivante :

est ajoutée après la ligne.

Au second alinéa du sous-article 10,2, les mots : "ou 10e" sont ajoutés après le mot : "9e".

A la fin de l'article 11, la phrase suivante est ajoutée : "Les lots du 10e rang sont financés par prélèvement sur le fonds de réserve."

Article 3

Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2008.

*Le président-directeur général
de La Pacifique des Jeux,
Pierre BRUNEAU.*

*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.*

KENO

Lundi 24 mars 2008

1er tirage

Jackpot : 1 17 47 19 — Joker + : 7 305 090

1	2	4	5	10	16	18	21	25	28
29	34	35	38	43	46	50	57	61	66

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 9 63 63 03 — Joker + : 8 107 862

3	5	13	15	24	26	28	29	32	36
47	48	51	54	58	59	63	64	68	69

Multiplicateur : x 2

Mardi 25 mars 2008

1er tirage

Jackpot : 5 04 00 53 — Joker + : 4 973 315

8	10	17	19	23	25	27	30	31	37
40	41	44	45	48	54	56	58	63	65

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 0 28 05 44 — Joker + : 5 451 144

2	11	14	18	19	20	27	28	30	32
34	35	44	47	48	54	55	58	61	67

Multiplicateur : x 2

Mercredi 26 mars 2008

1er tirage

Jackpot : 8 77 84 25 — Joker + : 1 902 824

3	7	9	12	13	18	20	21	24	26
29	30	31	38	42	53	62	64	69	70

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 3 65 16 13 — Joker + : 9 296 679

4	5	12	13	16	19	20	23	25	29
33	38	43	49	51	52	57	67	68	70

Multiplicateur : x 1

Jeudi 27 mars 2008

1er tirage

Jackpot : 3 90 19 80 — Joker + : 8 916 875

1	2	3	11	15	16	23	24	28	30
37	38	39	42	49	53	55	63	65	70

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 7 02 30 04 — Joker + : 3 954 724

1	7	9	12	16	19	22	23	29	33
34	35	37	40	45	52	54	62	68	69

Multiplicateur : x 2

Vendredi 28 mars 2008

1er tirage

Jackpot : 9 37 40 44 — Joker + : 2 716 122

6	8	9	11	15	17	22	25	26	31
32	40	43	45	46	48	52	58	65	70

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 5 81 31 96 — Joker + : 7 347 833

5	8	14	17	23	25	28	37	41	48
51	52	53	54	55	63	64	65	67	69

Multiplicateur : x 5

Samedi 29 mars 2008

1er tirage

Jackpot : 4 40 53 23 — Joker + : 6 575 857

2	10	16	17	18	23	33	40	41	42
43	46	51	55	58	62	63	66	69	70

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 4 16 47 18 — Joker + : 9 500 281

2	3	4	5	6	9	14	18	20	23
24	25	26	38	54	57	59	62	64	68

Multiplicateur : x 3

Dimanche 30 mars 2008

1er tirage

Jackpot : 5 72 28 42 — Joker + : 4 173 230

7	17	18	20	22	27	40	42	44	48
49	50	54	56	57	58	62	66	69	70

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 0 90 65 19 — Joker + : 0 269 946

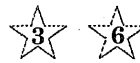
2	5	8	14	22	31	33	36	37	41
43	45	51	54	59	60	66	68	69	70

Multiplicateur : x 4

EURO MILLIONS

Vendredi 28 mars 2008 - N° 13

5 9 17 29 39



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	i i	0	0	0
5 +	i	1	11	30 284 248
5		2	15	6 302 398
4 +	i i	36	205	326 391
4 +	i	470	2 600	17 303
4		832	3 813	8 257
3 +	I I	1 314	6 436	6 992
3 +	I	19 903	92 283	2 482
2 +	I I	16 898	78 169	2 529
3		30 770	139 136	1 515
1 +	I I	82 147	380 497	1 193
2 +	I	245 094	1 109 571	966

Joker + : 7 347 833

LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

- CODE DES IMPOTS (mise à jour au 1er mars 2007)	4 611 F CFP
- Affiches "Accident du Travail"	174 F CFP
- Affiches "Défense de consommer"	174 F CFP
- Affiches "Loi sur l'ivresse"	267 F CFP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien)	696 F CFP
- Association des PTOM à la Communauté européenne	806 F CFP
- Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble).....	2134 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2007	1 990 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2006	2 692 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2005	2 629 F CFP
- Code de l'action sociale et des familles	445 F CFP
- Code des marchés publics (Septembre 2004)	2 438 F CFP
- Code du travail (édition 2004)	3 975 F CFP
- Code de l'environnement (JOPF n° 1 NS du 27 février 2004) (broché)	890 F CFP
- Code de l'éducation (JOPF n° 3 NS du 25 août 2000).....	445 F CFP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.....	1367 F CFP
- Code des communes de la Polynésie française	429 F CFP
- Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996)	382 F CFP
- Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996)	710 F CFP
- Code de procédure civile (broché)	636 F CFP
- Code des douanes (édition janvier 2001)	2 184 F CFP
- Code de la mer en tahitien	806 F CFP
- Comptes-rendus intégraux des débats de l'assemblée de la Polynésie française (abonnement annuel)	4250 F CFP
- Convention collective des assurances	334 F CFP
- Convention collective de l'automobile	336 F CFP
- Convention collective du bâtiment et des travaux publics	949 F CFP
- Convention collective des banques	500 F CFP
- Convention collective du commerce	530 F CFP
- Convention collective du gardiennage	355 F CFP
- Convention collective de l'industrie	435 F CFP
- Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication.....	750 F CFP
- Convention collective du nettoyage	413 F CFP
- Examen pratique du permis de conduire (véhicules de catégorie A et sous-catégorie A1)	725 F CFP
- Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 broché)	1 049 F CFP
- Instruction budgétaire et comptable M114 des communes.....	1 261 F CFP
- Recueil des textes sur la déconcentration de l'administration de la Polynésie française	954 F CFP
- Répertoire général des textes promulgués au BOEFO et JOPF de 1843 à 1996 (mise à jour)	3 445 F CFP
- Statut d'autonomie de la Polynésie française	2 955 F CFP
- Statut de la fonction publique :	
<i>Tome 1 : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004)</i>	2 654 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1995)	2 046 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1996)	2 115 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1997)	2 528 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1998)	2 942 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1999)	3 222 F CFP
- Table chronologique (année 2000)	1 261 F CFP
- Table chronologique (année 2001)	1 399 F CFP
- Table chronologique (année 2002)	1 473 F CFP
- Tarif des douanes	5 724 F CFP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter de Janvier 2007

<i>TARIF en F CFP</i>	TTC	Hors Taxe
	Polynésie française	France — DOM-TOM — Autres Pays
		<i>Voie aérienne</i>
Numéro	212*	435
Abonnement 1 an	10 930	21 283
* Frais d'expédition non inclus pour les îles.		